

AGENDA DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



Son Excellence Monsieur Denis SASSOU-N'GUESSO
Président de la République du Congo

20
25



Agenda du Président de la République



Agenda du Président de la République

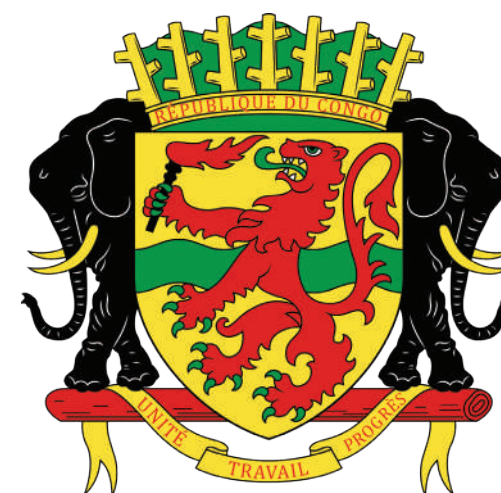
AGENDA 2025



PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



Le drapeau national



Les armoiries de la République du Congo



Mot du Président de la République



Son Excellence Monsieur Denis SASSOU-N'GUESSO
Président de la République du Congo

• Mes chers compatriotes ;

«... En 2025, il s'agira de fortifier les avancées enregistrées en 2024. Un tel pari, qui est à notre portée, ne doit souffrir d'aucune ambiguïté.

L'année qui s'achève, 2024, était dédiée à la Jeunesse. En toute chose, notons que ce sont les fondations et les piliers qui tiennent la voûte de l'ouvrage en construction.

Les défis liés aux attentes des jeunes ne pouvaient être relevés en une seule année. Pour atteindre les objectifs visés par cette Résolution salubre, il nous faut poursuivre les efforts en cours avec plus de détermination et d'intensité.

Pour consolider les initiatives amorcées en 2024 et les acquis enclenchés au bénéfice des jeunes, il est nécessaire d'inscrire dans le temps et d'amplifier, en 2025, notre action au profit de cette frange importante de la population.

Cette démarche doit couvrir toute la période d'exécution du Plan national de développement (PND) 2022 – 2026 et s'étendre au-delà de cette échéance.

D'ores et déjà, 2024 va s'éteindre en laissant, bien allumés et bien brillants, les voyants d'une amélioration, en 2025, de la situation économique et financière de notre pays.

Nos sacrifices ne seront pas vains et Nous poursuivrons nos efforts avec plus d'ardeur et d'acharnement, toujours dans la Responsabilité, la Sécurité et la Paix.

• Mes chers compatriotes ;

Au moment où l'année 2025 prend son envol, Nous notons le climat de Paix qui règne dans notre pays. Il s'agit, pour Nous tous, de privilégier le dialogue constructif afin de consolider la cohésion sociale et le mieux-vivre ensemble.

Cependant, la situation de Paix observée au Congo ne peut Nous priver d'évoquer la persistance, à travers le monde, des tensions qui placent l'humanité dans l'angoisse d'une amplification de conflits aux conséquences désastreuses.

Les Peuples aspirent à la Paix et à la Sécurité, leur rêve primordial étant le développement censé améliorer leurs conditions de vie.

Nous espérons que 2025 permettra l'accélération des processus de Paix entamés sur tous les continents, afin que se matérialisent les résolutions adoptées et les actions y afférentes.

2025 devrait être l'année du retour de la Paix dans le monde. C'est notre vœu le plus ardent.

A l'endroit de notre Peuple, Je formule mes vœux de santé et de bonheur pour la nouvelle année 2025.

BONNE ET HEUREUSE ANNÉE 2025 A TOUS !

• Vive la République !

• Vive le Congo !

Je vous remercie ! »

(Extrait du message des vœux 2025 à la Nation)



Chapitre 1

BIOGRAPHIE DU PRÉSIDENT DENIS SASSOU N'GUESSO

Né en 1943 à Edou, à quelques encablures de la localité d'Oyo, dans le département de la Cuvette, au nord du Congo. Il fréquente l'école primaire de son village Edou et celle de Fort-Rousset (Owando), où il est admis, en 1956, au concours d'entrée au collège normal Raymond Paillet de Dolisie, un des principaux établissements qui formaient de hauts cadres Congolais et de l'AEF.

Très tôt et parallèlement à ses études scolaires à Dolisie, il s'intéresse à la vie politique du pays, où, aux côtés d'autres camarades de son âge, il acquiert une conscience idéologique progressiste au sein de l'association scolaire du Congo (ASCO), dont il assume certaines responsabilités. En 1960, il obtient le Brevet d'Études Élémentaire. Au moment d'embrasser la carrière enseignante, une autre vocation s'ouvre à lui, le métier des armes. Sur les conseils de son professeur de lettres Maurice Spindler, Denis Sassou N'Guesso se présente au concours d'entrée à l'école interarmées des officiers de réserve de Cherchell, en Algérie (1961), d'où il sortira major de sa promotion avec le grade de sous-Lieutenant.

Rentré au Congo, il fait partie des premiers officiers qui vont encadrer la nouvelle armée congolaise. Ensuite, il est admis à l'école d'application d'infanterie de Saint-Maixent en France, pour le cours d'officier d'infanterie. Officier des troupes aéroportées quelque temps après, il est l'un des témoins privilégiés de la révolution des 13, 14 et 15 août 1963. Cinq ans plus



Le colonel Denis Sassou N'Guesso sur une plateforme pétrolière en 1988



Chapitre 1

tard, dans le souci d'opérer un réajustement de la révolution, il se range du côté de l'aile progressiste de l'armée. Avec Marien Ngouabi (troisième Président de la République du Congo, après Fulbert Youlou et Alphonse Massamba-Debat), il participe au mouvement du 31 juillet 1968 qui aboutira, un an plus tard, à la création du Parti Congolais du Travail (PCT) dont il est l'un des membres fondateurs. Il est élu au Comité Central du Parti. En 1970, il entre au Bureau Politique du PCT.



Le président Denis Sassou N'Guesso, la traversée du désert à Oyo

Promu Capitaine en 1968, Commandant en 1973, Colonel en 1978 et Général d'Armée, il est, successivement, Commandant du Groupement Aéroporté de Brazzaville, Commandant de la zone militaire de Brazzaville, Commandant des Forces Terrestres. En décembre 1975, un réaménagement du directoire politique aboutit à la création d'un État-Major Spécial Révolutionnaire du PCT, où il est reconduit comme Secrétaire du Comité Central chargé de la commission permanente à l'armée, poste qu'il assume depuis 1972. Après la mort du Président Marien Ngouabi, le 18 mars 1977, Denis Sassou N'Guesso devient Vice-président du Comité Militaire du Parti (CMP) chargé des activités du PCT, Ministre de la défense et de la sécurité.

Le 5 février 1979, une session extraordinaire du Comité Central du PCT, met un terme au Comité Militaire du Parti (CMP), directoire politique provisoire, institué au lendemain de la mort du Président Marien Ngouabi.

Il est élu Président du Comité Central du PCT. Le troisième Congrès extraordinaire de mars 1979, confirme son élection à la tête du Parti et par conséquent à celle de l'État. Élu 23ème Président en exercice de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en juillet 1986, il initie plusieurs actions, entre autres : la création du Fonds Africa; le premier symposium international des écrivains pour lutter efficacement contre le régime d'apartheid, en mai 1987 à Brazzaville.



Denis Sassou N'Guesso promu général d'Armée en 1989



Chapitre 1



Denis Sassou N'Guesso et Nelson Mandela

Ayant marqué de manière particulière l'Afrique et le monde au cours de son mandat, et devant l'enlisement des négociations quadripartites (États-Unis, Angola, Cuba et Afrique du Sud), les parties en conflit optent, unanimement, pour que Brazzaville abrite lesdites négociations qui aboutiront, le 13 décembre 1988, à la signature de l'historique protocole de Brazzaville.

Ce protocole consacre l'indépendance de la Namibie, le retrait des troupes sud-africaines et cubaines d'Angola, la fin de l'apartheid, la libération de Nelson Mandela et l'avènement de la nouvelle Afrique du Sud. En 1990, sa capacité d'adaptation aux situations l'amène à ouvrir le pays à la démocratie multipartite. En 1991, il accepte la tenue



Denis Sassou N'Guesso, le retour à Brazzaville (1997)



Chapitre 1

de la conférence nationale souveraine qui débouche sur une cohabitation politique qu'il assume jusqu'à l'organisation, en 1992, des élections démocratiques, à l'issue desquelles il se retire des rênes du pouvoir pour faire place à l'alternance.

En 1997, le pouvoir en place refuse l'organisation normale des élections présidentielles et entraîne le pays dans une guerre civile qui durera du 5 juin au 15 octobre 1997. Il revient au pouvoir à l'issue de la guerre du 5 juin 1997. Sa constante ambition de réconcilier le peuple avec lui-même le conduit, une fois de plus, à instituer deux cadres de concertation de manière à créer les conditions permissives d'un environnement de paix et de sécurité durables notamment, le Forum National pour la Réconciliation, l'Unité et la Reconstruction du Congo, en 1998, et le Dialogue National Sans Exclusion, en 2001. Le 20 janvier 2002, soucieux de favoriser un nouveau cadre politique et institutionnel afin de permettre une large

expression du peuple, il organise un référendum qui aboutit à l'adoption d'une nouvelle constitution.

Le 10 mars, Denis Sassou N'Guesso est élu Président de la République pour un mandat de sept ans.

En juillet 2003, toujours au fait des problèmes de l'Afrique et interpellé par de nombreux conflits qui déstabilisent le continent, Denis Sassou N'Guesso fait adopter, lors d'une réunion de l'Union Africaine à Maputo au Mozambique, une doctrine pour la Sécurité et la Paix dénommée « Pacte de non-agression et de Défense Commune ». Une estime de plus qui lui vaut d'être désigné, pour la deuxième fois, Président en exercice de l'Union Africaine, le 24 janvier 2006 à Khartoum.

Le 12 juillet 2009, il est réélu Président de la République pour un mandat de sept ans.



Denis Sassou N'Guesso, la prestation de serment, 25 Octobre 1997



Chapitre 1

En janvier 2010, il est élu Président en exercice de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), à l'issue des travaux de la 10ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État tenue à Bangui. En 2011, l'Union Africaine lui confie la mission de préparer la position commune de l'Afrique et d'en être le porte-parole au Sommet de Rio+20. En 2013, il participe avec les chefs d'État de plusieurs pays au Sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique. La même année, il est désigné, par ses pairs de la CEEAC, Médiateur pour la résolution de la crise en République Centrafricaine.

En 2014, le débat sur l'évolution des institutions de la République s'invite dans toutes les couches de la société congolaise. La classe politique s'empare de la question du changement ou non de la constitution en vigueur.

En mai 2015, Denis Sassou N'Guesso entreprend, à ce sujet, une série de consultations avec la classe

politique et l'ensemble des forces vives de la Nation. Ces consultations ont abouti à la convocation du « Dialogue National Inclusive », tenu à Sibiti en juillet de la même année. S'appuyant sur les recommandations dudit dialogue, il convoque le peuple à un référendum constitutionnel qui s'est tenu, le 25 octobre 2015. Une nouvelle Constitution est votée.

Promulguée le 6 novembre 2015, cette Constitution consacre l'entrée du Congo dans la 6ème République. En mars 2016, Denis Sassou-N'Guesso est élu Président de la Nouvelle République, pour un mandat de cinq ans, à l'issue du scrutin présidentiel du 20 mars 2016. En septembre 2017, Denis Sassou-N'Guesso reçoit la « Médaille Amilcar Cabral », la décoration nationale de la Guinée Bissau pour son implication dans la résolution de la crise en Guinée Bissau.

En 2021, le Président est réélu pour un nouveau mandat, dès lors, Denis Sassou N'Guesso a



Denis Sassou N'Guesso et François Mitterrand



Chapitre 1

multiplié son implication dans de nombreux dossiers nationaux et internationaux : les lois votées pour une nouvelle dynamique économique autour des partenariats public-privé ; la crise en Libye ; la COP27 ; le parrainage du CIAN 2023 ou encore le Sommet des 3 bassins forestiers tropicaux (novembre 2023) et l'enjeu sous-jacent de la protection des forêts.

En effet, le Président Denis Sassou-N'Guesso est le premier chef d'état à avoir instauré la journée nationale de l'arbre en République du Congo. Il est aussi à l'origine de la création d'un service national de reboisement (SNR) afin de verdir davantage le territoire national. Mais également, à l'initiative du Fond Bleu pour le Bassin du Congo.

Il conserve une attention particulière à la stabilité institutionnelle et à la paix dans son pays, creuset de toute dynamique économique. Il porte la même attention à l'éducation ; comme il veille à la modernisation des infrastructures ; au développement de l'agriculture ainsi qu'au développement d'un véritable écotourisme.

Le 07 juillet 2022 à Dakar, le président Denis Sassou N'Guesso a été élevé par son homologue sénégalais, Macky Sall, à la Dignité de Grand-Croix dans l'Ordre National du Lion. C'est la plus haute distinction du Sénégal.



Le président Denis Sassou N'Guesso et Jacques Chirac



Chapitre 1

Le 12 juin 2023 à Abidjan, il a été élevé à la Dignité de Grand-Croix de l'Ordre National de la Côte d'Ivoire, devenant ainsi le premier chef d'État africain à obtenir cette distinction en dehors des présidents ivoiriens eux-mêmes.

Le 21 juillet 2023 à Kigali, il est élevé à la Dignité de l'Ordre National d'Honneur du Rwanda.

Le 11 mai 2024 à Oyo, dans le département de la cuvette, il reçoit le prix Paul Bourdarie de l'Académie des sciences d'Outre-Mer pour ses efforts dans la lutte pour la préservation de l'environnement.

Le 27 juin 2024, à Moscou, lors d'une visite d'État coïncidant avec la célébration du 60ème anniversaire de la coopération Congo-Russie, il est gratifié, par son homologue Son Excellence Monsieur Vladimir

Poutine, de la médaille de l'Ordre d'Honneur, la plus haute distinction de la Fédération de Russie.

Ce, en raison de son implication au rayonnement et au renforcement de la coopération entre le Congo et la Russie.

Le 29 juin, à Saint-Petersbourg en Russie, à l'occasion de la même visite d'État, il est fait Docteur Honoris Causa par l'Institut National de Recherche des Hautes Études Économiques de Saint-Petersbourg.

Du 03 au 05 juillet 2024, toujours préoccupé par le combat pour la survie de l'humanité, en ce qui concerne l'urgence climatique et l'avenir des forêts mondiales, il organise à Kintélé (République du Congo), la première conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement (CIAR).



Les Présidents Denis Sassou N'Guesso et Georges W. Bush



Chapitre 1



Le Pape Jean-Paul II est accueilli par le président Denis Sassou N'Guesso lors de la tournée pastorale en Afrique le 5 mai 1980.



George H.W. Bush, Denis Sassou-Nguesso



Le Président Denis Sassou N'Guesso décoré de la plus haute distinction du CAMES



Le Président Denis Sassou N'Guesso recevant la médaille de la paix



LA VISION POLITIQUE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



La vision de Denis Sassou N'Guesso pour le développement du Congo, au cours de la période 2021-2026, est transcrite dans son projet de société intitulé : **Ensemble, poursuivons la marche**. Elle s'inscrit dans la suite logique de ses trois projets de société antérieurs à savoir : **La nouvelle espérance** (2002-2009), **Le chemin d'avenir** (2009-2016) et **La marche pour le développement, allons plus loin ensemble** (2016-2021).

Conçu dans un contexte de crise multidimensionnelle, comme prolongement de **La marche vers le développement**, projet qui s'était heurté à plusieurs obstacles imprévus, le projet de société **Ensemble, poursuivons la marche** est la poursuite d'une même et unique vision politique constante, ambitieuse et résiliente qui, nonobstant le contexte de crise, met l'accent sur l'édification d'une économie forte, moderne, diversifiée et adaptée au développement du Congo.



Dans les grandes lignes, la vision politique du chef de l'État vise le bien-être des populations, notamment : le développement du capital humain avec un accent particulier sur la jeunesse, l'emploi des jeunes, les soins de santé de qualité pour tous, l'éducation, la

protection sociale, la desserte des ménages en eau potable et en électricité, l'amélioration du cadre de vie, la libre circulation des personnes et des biens.

Cette vision politique s'appuie sur les neuf (9) axes stratégiques que sont :

LA CONSOLIDATION DES FONDEMENTS DU VIVRE ENSEMBLE

Cet idéal a pour Fondements : la préservation de la paix et de l'unité nationale, le renforcement de l'État de droit, la stabilité et la démocratie,

le renforcement de la décentralisation, la rationalisation de l'État et l'amélioration de la gouvernance publique ;

LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE ET LA CRÉATION DES EMPLOIS

Cette ambition est possible à travers : le rétablissement des équilibres macroéconomiques, la modification de la structure de l'économie pour plus d'emplois, l'amélioration

de l'environnement des affaires, le renforcement du capital humain, la structuration du financement du développement, le maillage du pays en infrastructures de base ;





Chapitre 2

LE DÉVELOPPEMENT SOUTENU DE L'AGRICULTURE AU SENS LARGE

Ce principal pilier de la vision du Président de la République se met résolument en place pendant le quinquennat en cours à travers : la mise en place, en amont, des conditions du développement soutenu de l'agriculture, la quête des capitaux nationaux et internationaux, l'aide ou l'appui aux

petits exploitants, l'accompagnement des entreprises et autres exploitants agricoles, l'aide à la création des structures appropriées pour le financement des projets agricoles, la mise en place des structures inhérentes à l'agriculture au sens large, la facilitation de la commercialisation des produits agricoles ;



Une vue de la ZAP de Mouindi



Chapitre 2

LE PROGRÈS SOCIAL POUR TOUS DANS LA SOLIDARITÉ

L'atteinte de cet autre idéal passe par : la desserte des ménages en eau et en électricité à moindre coût, les soins de santé de qualité pour tous, l'extension de la protection sociale à

l'ensemble de la population, l'assainissement et la modernisation du cadre de vie des populations, l'égalité des chances et l'emploi des jeunes ;



L'eau pour tous, une priorité du gouvernement

L'APPROPRIATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Il est communément admis aujourd'hui que le développement durable est à la fois un développement économiquement efficace, socialement équilibré et écologiquement tolérable. L'appropriation du développement durable est une noble ambition prescrite

par l'Agenda 2063 de l'Union africaine ; nécessaire pour notre pays qui doit, entre autres, largement diffuser la culture de la protection de l'environnement, faire évoluer la législation et la réglementation sur la protection de l'environnement ;



Chapitre 2

L'ÉRADICATION DES ANTI-VALEURS DANS LES ADMINISTRATIONS ET ORGANISMES PUBLICS

Il s'agit, ici, de lutter farouchement contre la corruption, la concussion, la fraude, le détournement des deniers publics, & l'ethnocentrisme, le népotisme, le favoritisme, le harcèlement. Pour cela, l'accent est mis sur

le renforcement des capacités des organes et de leurs animateurs à travers l'élaboration des stratégies nationales de lutte contre la corruption :



LA REDYNAMISATION DE LA VIE CULTURELLE NATIONALE

La culture représente un patrimoine matériel et immatériel commun, une identité et une manière de vivre des Congolais. Il est nécessaire de redynamiser la vie culturelle dans le pays, pour éviter que beaucoup d'instruments qui aident à la faire connaître aux autres, afin qu'ils la respectent et à la transmettre, dans

toute sa diversité, aux descendants perdent, au fil du temps, de leur force. D'où, la nécessité d'édifier de nouvelles infrastructures de la culture, de former aux métiers de la culture, de promouvoir et accompagner des produits culturels et d'en assurer la protection en renforçant le dispositif juridique



Chapitre 2



La gouache de l'artiste peintre, Marcel Gotene

LA REVITALISATION DES SPORTS

L'État ou les collectivités locales encourage la pratique d'une ou plusieurs activités sportives par chacun, en état physique de la faire pour raison de maintien de la forme physique

ou de compétition. Pendant le mandat en cours, l'État veille à la revitalisation du sport de compétition et s'emploie, entre autres, à former les jeunes aux compétitions sportives.



Les diables rouges juniors lors des qualifications de LA CAN U- 20



Chapitre 2

LA RÉORGANISATION DE L'OUTIL DIPLOMATIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA PAIX

La diplomatie est et demeure au service du développement de notre pays, de la stabilité et de la paix en Afrique et dans le monde. Ainsi, pendant les cinq années, l'État c'est employé

à nouer des partenariats économiques à travers le monde tout en consolidant les partenariats stratégiques déjà en vigueur.



Denis Sassou N'Guesso à l'Assemblée générale de l'ONU

La mise en œuvre de cette vision politique du Président de la République se fait à travers le **Programme National de Développement (PND) 2022-2026** : une économie forte, diversifiée et résiliente pour une croissance inclusive et un développement durable irréversible.

Il est sous-tendu par six piliers suivants : l'agriculture au sens large ; l'industrialisation

; les Zones Économiques Spéciales ; le tourisme ; l'économie numérique et la promotion immobilière.

Le Programme National de Développement (PND) 2022-2026 a été approuvé par loi n°3-2022 du 14 janvier 2022. Il est le levier de planification du développement à la disposition du gouvernement.



Chapitre 3

DES INITIATIVES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



Le président de la République donne l'exemple, chaque année

Depuis plusieurs décennies, le Président Denis Sassou N'Guesso s'est engagé activement dans la protection de l'environnement et la promotion du développement durable en République du Congo et dans le monde. Son leadership a positionné le pays comme

un acteur clé dans la lutte contre les changements climatiques et la préservation des écosystèmes. En 2024, l'action du Président de la République dans ce domaine s'est focalisée sur :



La Conférence Internationale sur l'Afforestation et le Reboisement (CIAR)



Photo de famille des Chefs d'État au sommet de la CIAR

Ce grand rendez-vous climatique a réuni en juillet 2024, à Kintélé, sur initiative du chef de l'État congolais, les experts et décideurs pour promouvoir la régénération des forêts et

lutter contre la déforestation. Cet événement a renforcé le leadership du Congo dans des initiatives mondiales de reboisement.

La « Décennie mondiale de l'afforestation et du reboisement »

Cette initiative vise à renforcer le rôle crucial des forêts dans la lutte contre les changements climatiques et à promouvoir un reboisement planétaire. Désormais porté par l'Union

africaine, le projet sur la décennie dédiée à l'Afrique et au monde attend d'être validé par l'Assemblée générale de l'ONU.



Le lac Telé au nord-est de la République du Congo

La Justice climatique

La République du Congo fait partie de 15 pays africains (C-15) qui militent pour l'intégration du capital naturel brut des Etats dans le calcul de leur PIB. Il s'agit d'une initiative qui suggère à la communauté internationale de reconnaître

les efforts de conservation des forêts par les nations africaines. Cette approche innovante permet de mieux refléter la richesse naturelle des pays et de valoriser leurs contributions à la lutte contre les changements climatiques.



Les mangroves dans la forêt du Bassin du Congo



Chapitre 3

La COP 29 à Bakou (Azerbaïdjan)

Lors de la 29^e Conférence des Parties des Nations-Unies sur les changements climatiques (COP29) tenue, du 11 au 22 novembre 2024 à Bakou, le Président Denis Sassou N'Guesso a passé un message fort axé sur la justice climatique et sur

le financement équitable ainsi que les initiatives environnementales du Congo. A l'occasion de cette journée, il a invité la communauté internationale à rallier l'initiative sur la « Décennie africaine et mondiale sur l'Afforestation et le Reboisement ».



Photo de famille de la COP 29

Journée nationale de l'arbre

La République du Congo a célébré, le 06 novembre 2024, comme il est de coutume chaque année, la journée nationale de l'arbre. Instituée par le président Denis Sassou N'Guesso en 1985, cette journée vise à sensibiliser la population sur l'importance

de la reforestation et de la conservation des forêts. A la faveur de cette journée, chaque congolais est appelé à planter chaque année un arbre d'essence fruitière ou forestière. En 2024, il a été question de verdir les villes.



Chapitre 3

Le financement climatique : un appel à l'équité

Le financement climatique est un enjeu essentiel dans la lutte pour la préservation de l'environnement. C'est ainsi que le Président Denis Sassou N'Guesso a toujours exprimé sa préoccupation concernant l'engagement non tenu des pays pollueurs qui peinent à mobiliser 100 milliards de dollars par an depuis 2009, alors que les besoins actuels des pays en développement s'élèvent désormais à plus de 1 000 milliards de dollars.

C'est pourquoi, le président de la République a plaidé à maintes reprises pour la fixation

d'un nouvel objectif de financement dans une perspective de justice climatique et de transition juste, permettant aux pays de réduire le fardeau de la dette plutôt que de l'aggraver. La nécessité d'un équilibre entre les financements dédiés à l'atténuation et à l'adaptation, événements climatiques extrêmes devraient prendre en compte les pertes et dommages liés aux événements climatiques extrêmes, a martelé le président de la République du Congo.



Vue de la clairière de Nouabale-Ndoki dans la Sangha



Chapitre 4

L'AGRICULTURE AU SENS LARGE PREND PROGRESSIVEMENT CORPS, AVEC L'IMPLANTATION DES ZAP

Volet prioritaire de l'action gouvernementale, le développement soutenu de l'agriculture au sens large est l'un des piliers de la diversification de l'économie. Pour sa mise en œuvre, sous l'impulsion du chef de l'État, un programme d'implantation des zones agricoles protégées (ZAP) a été mis en place. Il s'agit, d'implanter à travers l'ensemble des

départements, en tenant compte des spécificités agricoles respectives, plusieurs dizaines des ZAP, selon les spéculations ou types d'activités agropastorales ou halieutiques retenues. L'objectif visé est d'atteindre l'autosuffisance alimentaire dans les toutes prochaines années, en faisant des 86 districts du Congo des grands pôles agricoles.



Le président Denis Sassou N'Guesso touchant du doigt la récolte de maïs des ZAP dans la Bouenza



Chapitre 4

Il s'agit aussi de créer des chaînes de valeurs en intégrant la mécanisation, l'industrialisation et la commercialisation. La mise en œuvre de ces chaînes de valeurs permettra, à terme, non seulement de gagner le pari de la sécurité alimentaire tant souhaitée par le chef de l'État, par la couverture de l'essentiel des besoins alimentaires, mais aussi de limiter les importations de masse, augmenter graduelle-

ment les exportations au profit de l'économie nationale, créer une filière agroalimentaire. À titre d'illustration, la production à l'échelle industrielle des spéculations telles que le maïs, le soja et le manioc, matière de base de l'aliment de bétail, permettra l'implantation des unités industrielles dédiées à la production de l'aliment de bétail nécessaire pour un élevage à grande échelle.



Production des farines de manioc à Loudima

Tout compte fait, la mécanisation de l'agriculture dans les ZAP accélère leur développement et constitue une mesure incitative en direction des jeunes qui de plus en plus s'adonnent aux activités agricoles. Elle constitue un frein à l'exode rural et une importante niche d'emplois.

Le développement des ZAP contribuera à augmenter l'offre des denrées de grande

consommation, à baisser les prix de celles-ci et à encourager la tendance à la consommation des produits locaux.

Retenue comme l'un des secteurs prioritaires dans le PND 2022-2026, l'agriculture au sens large prend aussi en compte l'appui aux petits producteurs et aux grands exploitants agricoles.



LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION EN LIBYE, UN DÉFI DIPLOMATIQUE MAJEUR

Président du comité de haut niveau de l'Union africaine sur la crise libyenne, Denis Sassou N'Guesso n'a eu de cesse de multiplier des contacts et des initiatives visant la recherche de la paix et la réconciliation en Libye. Phase décisive de ce processus de paix, condition permettant la tenue du forum de réconciliation inter-libyen et celle des élections libres et transparentes, la signature de la charte de réconciliation inter-libyenne a été l'un des événements majeurs du dernier sommet ordinaire de l'Union Africaine, tenu en février 2025.



Le président Denis SASSOU-N'GUESSO accueilli par le Maréchal Haftar à Bengazi (Libye)



La signature de cette charte représente une grande avancée dans le processus de paix et de réconciliation en Libye. Elle est d'ailleurs toujours ouverte à l'adhésion des autres parties prenantes libyennes qui manifestent encore quelques hésitations.



Le Président Denis Sassou N'Guesso avec Abdel Hamid Dbeibah, premier ministre libyen

Extrait du rapport présenté à cette occasion par le président du comité de haut niveau à ses pairs...

« (...) Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement !

Après notre dernière rencontre sur la crise libyenne, le 17 février 2024, ici même à Addis-Abeba, et dans le cadre du programme de travail du Comité de Haut Niveau de l'UA, J'ai dépêché en Libye, du 09 au 12 août 2024, une délégation de l'Union Africaine, conduite par le Ministre des affaires étrangères de la République du Congo pour une mission de travail à Tripoli et à Benghazi, en vue de rétablir le fil du dialogue entre les acteurs politiques libyens, dialogue qui avait été mis

à mal par le report brusque et sine die de la Conférence de réconciliation qui devait se tenir le 28 avril 2024 à Syrte, sur décision souveraine des Libyens eux-mêmes.

À cette occasion, la délégation africaine a présenté aux acteurs libyens une nouvelle initiative, basée sur la rédaction et la signature d'une Charte de la réconciliation. Cette proposition a reçu l'assentiment aussi bien des autorités de Tripoli que des autorités de Benghazi.

Au cours de cette visite, les acteurs libyens de Tripoli et de Benghazi ont exprimé le vœu d'accueillir une délégation de l'Union Africaine, de niveau présidentiel.



Chapitre 5



Denis Sassou N'Guesso avec quelques chefs des parties libyennes

C'est dans cette dynamique positive qu'une délégation de trois Présidents (Président en exercice de l'UA, S.E.M. Mohamed Ghazouani, Président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat et Président du Comité de Haut Niveau, S.E.M. Sassou-N'Guesso, représenté par son Ministre des Affaires Etrangères) a effectué une mission de travail à Tripoli où elle a eu

des échanges constructifs avec les principaux responsables des institutions, notamment le Président du Conseil Présidentiel et le Chef du Gouvernement, sur la nouvelle proposition de l'Union Africaine.

La délégation du Comité de Haut Niveau n'a malheureusement pas pu continuer sur Benghazi, en raison de contingences internes indépendantes de sa volonté »



Photo de famille suite à la signature de la charte de réconciliation



Chapitre 6

ACTIVITÉS DIPLOMATIQUES 2024 EN IMAGES



Denis SASSOU-N'GUESSO au sommet de BRICS



Chapitre 6



Le président Denis SASSOU-N'GUESSO en 1ère ligne sur la photo de famille au sommet des BRICS



Le président Denis SASSOU-N'GUESSO et Mohamed El Menfi, président du Conseil présidentiel libyen



Chapitre 6



Le président Denis SASSOU-N'GUESSO avec son homologue Ilham Aliyev, d'Azerbaïdjan



Le président Denis SASSOU-N'GUESSO accueilli par Vladimir Poutine lors du sommet des BRICS



Chapitre 6



La bilatérale Congo – Turquie en marge du sommet des BRICS



Le Président Denis SASSOU-N'GUESSO et son épouse reçus au Vatican par le Pape François



Chapitre 6



Les couples présidentiels congolais et chinois à Pékin



Denis SASSOU-N'GUESSO reçu par Mme Sahle-Work Zewde, ancienne présidente d'Éthiopie



Chapitre 6



Denis SASSOU-N'GUESSO avec Moussa Faki Mahamat, Président de la commission de l'Union africaine



Une ambiance de grand jour entre le président Denis SASSOU-N'GUESSO et son homologue Félix Tshisekedi de la RDC, à Brazzaville



Chapitre 6



Le président Denis SASSOU-N'GUESSO accueilli par le président Lula Da Silva du Brésil



Le président Denis SASSOU-N'GUESSO accueilli par Giorgia Meloni, présidente du Conseil des ministres à Rome



LES ACTIVITÉS DE LA PREMIÈRE DAME EN 2024

De l'anniversaire de la Fondation Congo Assistance à sa participation à la relance des activités de la Fondation Édith Lucie Ondimba, en passant par sa participation aux festivités du 40ème anniversaire de la Fédération des MUCODEC, à la journée internationale des droits de la femme, à Kinkala et à l'inauguration du centre de santé intégré au village Yanga, dans le département du Kouilou, la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Guesso n'a pas été de tout au repos en 2024

40 ans des Mucodec

En sa qualité de Marraine de l'événement, Antoinette Sassou N'Guesso a donné un éclat particulier au 40ème anniversaire de

la Fédération des MUCODEC, organisées à Madingou, dans le département de la Bouenza.





Chapitre 7



Chapitre 7

Soirée de gala des 40 ans de la FCA

2024 a, surtout, été une année de gloire pour la Fondation Congo Assistance, qui a commémoré ses 40 ans d'existence, sous la direction de sa présidente, Antoinette Sassou N'Guesso dont le combat pour la protection des populations vulnérables a été ainsi honoré. A l'occasion, une soirée de gala

organisée, le 21 juin à Brazzaville, a connu la présence du Président de la République, Denis Sassou N'Guesso et de la première dame de la RDC, Denise Nyakeru Tshisekedi, ainsi que d'autres hautes personnalités du pays.





Chapitre 7



Chapitre 7





Chapitre 7



8 mars à Kinkala

L'épouse du chef de l'État congolais, Antoinette Sassou N'Gusso a aussi présidé les festivités marquant la célébration de la

journée internationale des droits de la femme, le 8 mars 2024, à Kinkala dans le département du Pool.



Chapitre 7





Chapitre 7



Chapitre 7

Inauguration du Centre de Santé Intégré de Yanga

Faisant de l'amélioration des conditions de vie des populations congolaises son cheval de bataille, la première Dame congolaise a

mis le cap dans le département du Kouilou pour inaugurer le centre de santé intégré au village Yanga.





Chapitre 7

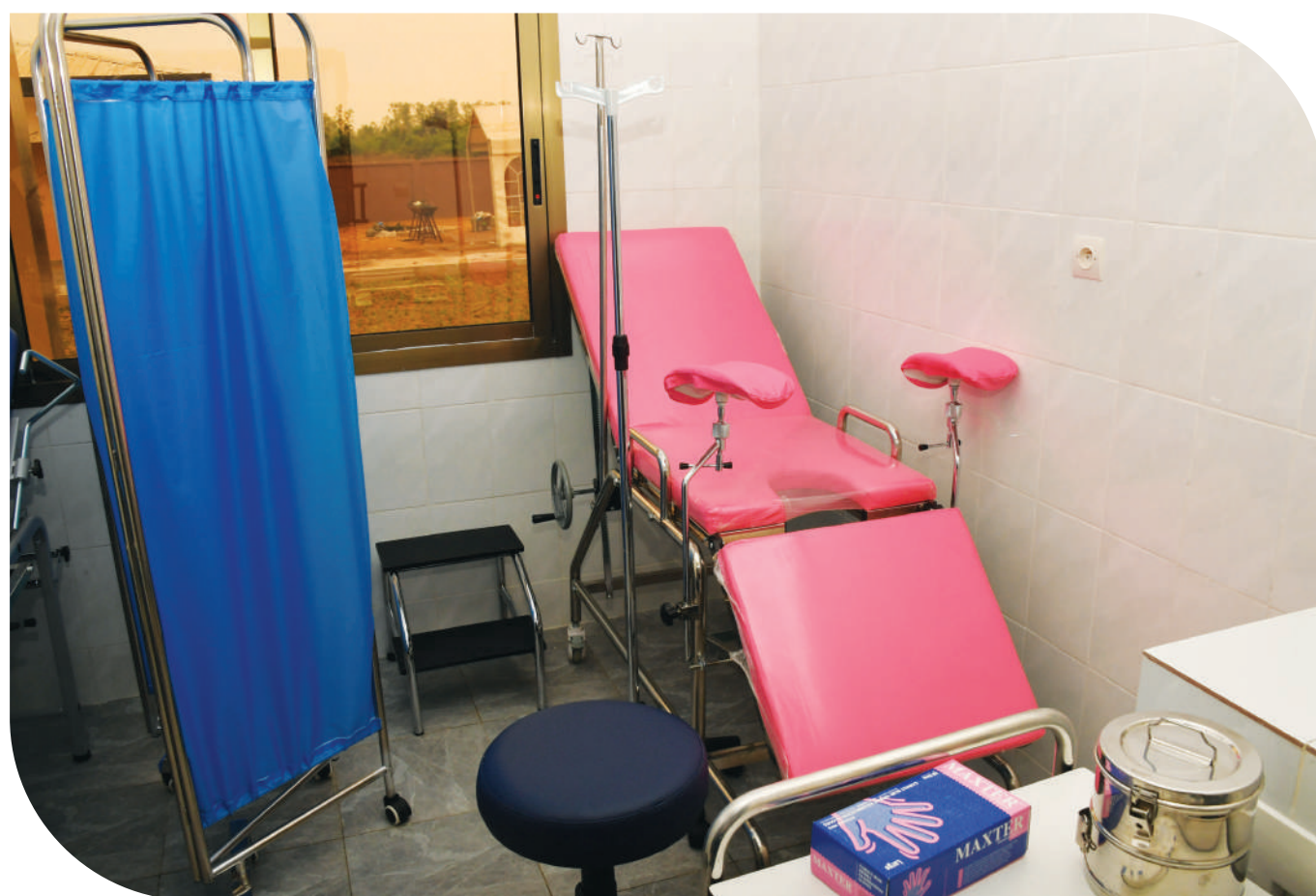


Chapitre 7

Inauguration de la cité administrative de Madingo-Kayes

La première dame, Antoinette Sassou N'Gusso, présidente de la Fondation Congo Assistance, a inauguré, le 17 juin, la cité

administrative du district de Madingo-Kayes, dans le département du Kouilou, au Sud du Congo.





Chapitre 7

Lancement du Centre d'électricité de Madingo-Kayes

L'épouse du chef de l'État congolais a mis en service le réseau électrique desservant Madingo-Kayes et Yanga. Il permet d'améliorer

les conditions de vie de la population et de booster l'économie locale en favorisant l'installation de petites et moyennes entreprises.



Chapitre 7





Chapitre 7

Antoinette Sassou-N'Guesso à Libreville, au Gabon

A l'extérieur du Congo, le dynamisme de la première Dame a laissé également des emprunts indélébiles. Outre le voyage au Vatican avec le président, Denis Sassou-

N'Guesso, la première Dame a été à Libreville, au Gabon, pour la relance des activités de la Fondation Édith Lucie Ondimba.



Chapitre 7





Chapitre 7

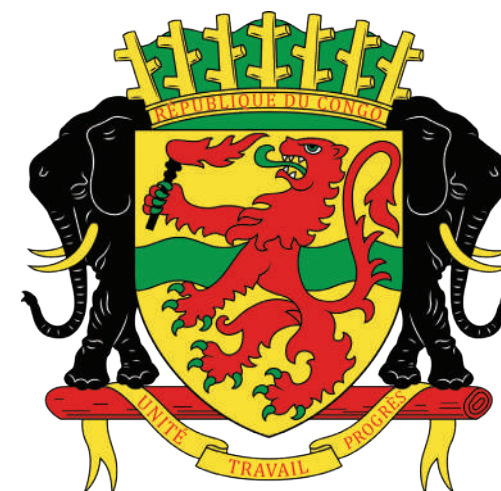


Chapitre 7





Chapitre 7





Mobilisation des ressources intérieures à travers la digitalisation : un enjeu stratégique pour la réforme financière du Congo

La mobilisation des ressources intérieures est l'un des défis importants de l'économie congolaise. Pour soutenir le développement national, il est essentiel de diversifier les sources de financement et d'assurer une gestion rigoureuse des ressources publiques. Dans cette optique, la digitalisation se présente comme un levier stratégique pour améliorer la collecte des recettes fiscales, renforcer la transparence des finances publiques et, plus globalement, accélérer la transformation de l'économie nationale.

Un système intégré pour assurer la maîtrise de la dépense publique

D'une part le pilotage de la dépense de l'État nécessite un outil informatique intégré, compte tenu de la variété des sujets à traiter et de la multiplicité des outils de gestion, de contrôle et de traitement de l'informa-

Sous l'impulsion du **Président de la République, Chef de l'État, Son Excellence Monsieur Denis SASSOU-N'GUESSO**, et de son Premier ministre, Chef du Gouvernement, Anatole Collinet MAKOSSO, le Ministère des finances, du budget et du portefeuille public (MFBPP) s'engage résolument dans la voie de la modernisation de ses régies fiscale et douanière, avec un accent particulier mis sur l'intégration des technologies numériques dans le système de gestion des finances publiques.

tion. D'autre part, pour tenir compte du Cadre harmonisé des finances publiques initié à travers le Programme des réformes économiques et financières de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique cen-

trale (PREF-CEMAC), le progiciel devait offrir une souplesse et une flexibilité capable de prendre en compte les différentes réformes engagées par les États de notre sous-région, pour maintenir nos équilibres macroéconomiques, dans le strict respect d'une discipline budgétaire rigoureuse.

C'est ainsi qu'est né le **Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP)**. L'objectif général était d'automatiser les mécanismes d'exécution budgétaire, tout en améliorant la prise en charge des différents processus, et de faciliter, ainsi la déconcentration de l'ordonnancement, ainsi

qu'un meilleur suivi de l'engagement et de la qualité des données comptables. De manière spécifique, ce système devrait corriger les faiblesses observées par les différentes missions de nos Partenaires techniques et financiers (fragmentation du système d'information financier ; cloisonnement des applications ; absence d'échange de données ; ...), permettant ainsi d'intégrer le SIGFIP aux autres systèmes de gestion, d'offrir une vue exhaustive des agrégats économiques et financiers utiles à un pilotage et à une gestion efficace des finances publiques.

Optimisation et sécurisation de la collecte des recettes fiscales grâce aux technologies numériques

L'une des grandes avancées permises par la digitalisation est l'optimisation des procédures fiscales. Le gouvernement congolais a entrepris des réformes majeures pour instaurer des plateformes numériques, qui permettent une meilleure traçabilité des paiements, une réduction de la corruption et une plus grande transparence dans les processus de collecte des recettes.

Pour les Impôts, il s'agit de la plateforme **E-TAX (Système de gestion des impôts et taxes)**, qui permet d'assurer un contrôle, en temps réel, des transactions et des déclarations fiscales. Au niveau du Cordon douanier, c'est le logiciel **SYDONIA (Système Douanier Automatisé)**, qui s'occupe du dédouanement automatisé des marchandises. Pour assurer la maîtrise du fichier des

contribuables, le Ministère des finances, du budget et du portefeuille public a misé sur les technologies basées sur la biométrie, à travers le **NIU (Numéro d'Identification Unique)**. Celui-ci permet d'assurer la traçabilité numérique. Ce qui facilite l'émission des liquidations et le suivi des paiements par les services fiscaux, qui peuvent, désormais détecter d'éventuelles anomalies, et mieux cibler les actions de vérification et d'audit.

L'objectif recherché est l'amélioration de la qualité du service public, qui va contribuer à l'assainissement du climat des affaires et, inévitablement, au classement Doing Business de la République du Congo. Ce qui sera un gage inaliénable de la bonne gouvernance de nos finances publiques.

L'automatisation au service de la transparence dans le secteur des ressources naturelles

Un vide administratif et opérationnel a été comblé par la mise en place d'une Direction générale des recettes des ressources naturelles (DGRNN) au nombre des régies financières du pays. Désormais, les recettes pétrolières, minières, forestières et autres, en lien avec les ressources naturelles, seront ordonnancées et suivies par la nouvelle administration qui sera dotée de ressources adéquates pour assurer les missions que lui confèrent les lois et la réglementation en vigueur. Deux outils automatisés vont permettre de suivre,

de manière efficace, les différents revenus de la fiscalité de droit commun des secteurs des ressources naturelles.

Le premier outil est le **Système de Suivi des Paiements des Créances de l'État (SYSPACE)**. Cette application informatique a été conçue pour automatiser le système d'information relative aux ressources naturelles (l'amont pétrolier, minier et forestier). Elle va permettre de fiabiliser le processus de reconnaissance du revenu des ressources na-

turelles, ainsi que de la liquidation des droits y relatifs et, enfin, de sécuriser les recettes et leur mobilisation avec des gains de temps et la réduction des risques humains associés à la mobilisation des revenus des secteurs des ressources naturelles. Cette application réalisée par les informaticiens congolais, a déjà été présentée aux parlementaires congolais, à une délégation de parlementaires tchadiens et à l'administration des taxes de l'Angola qui, tous, ont apprécié l'architecture informatique de cette application. Le deu-

xième outil est le **Système Informatisé de Vérification de la Légalité (SIVL)**. Les données du secteur forestier seront puisées directement dans cette application.

De ces applications, les acteurs du secteur procéderont à des déclarations. Les applications effectueront, sur la base des données renseignées, les calculs et la liquidation des revenus. Elles transmettront aux régies financières les documents comptables. Un recoupement se fera entre les créances et les paiements y afférents.

Sécurisation et centralisation des recettes de service

Dans le cadre de l'optimisation des ressources de l'Etat, le Gouvernement a mis un accent particulier sur les **recettes administratives dites de service**. Il s'agit des frais, droits et redevances payés par les usagers, organismes publics ou privés, aux administrations publiques, en contrepartie d'un service rendu, d'une prestation, de l'obtention d'une pièce ou d'un document officiel.

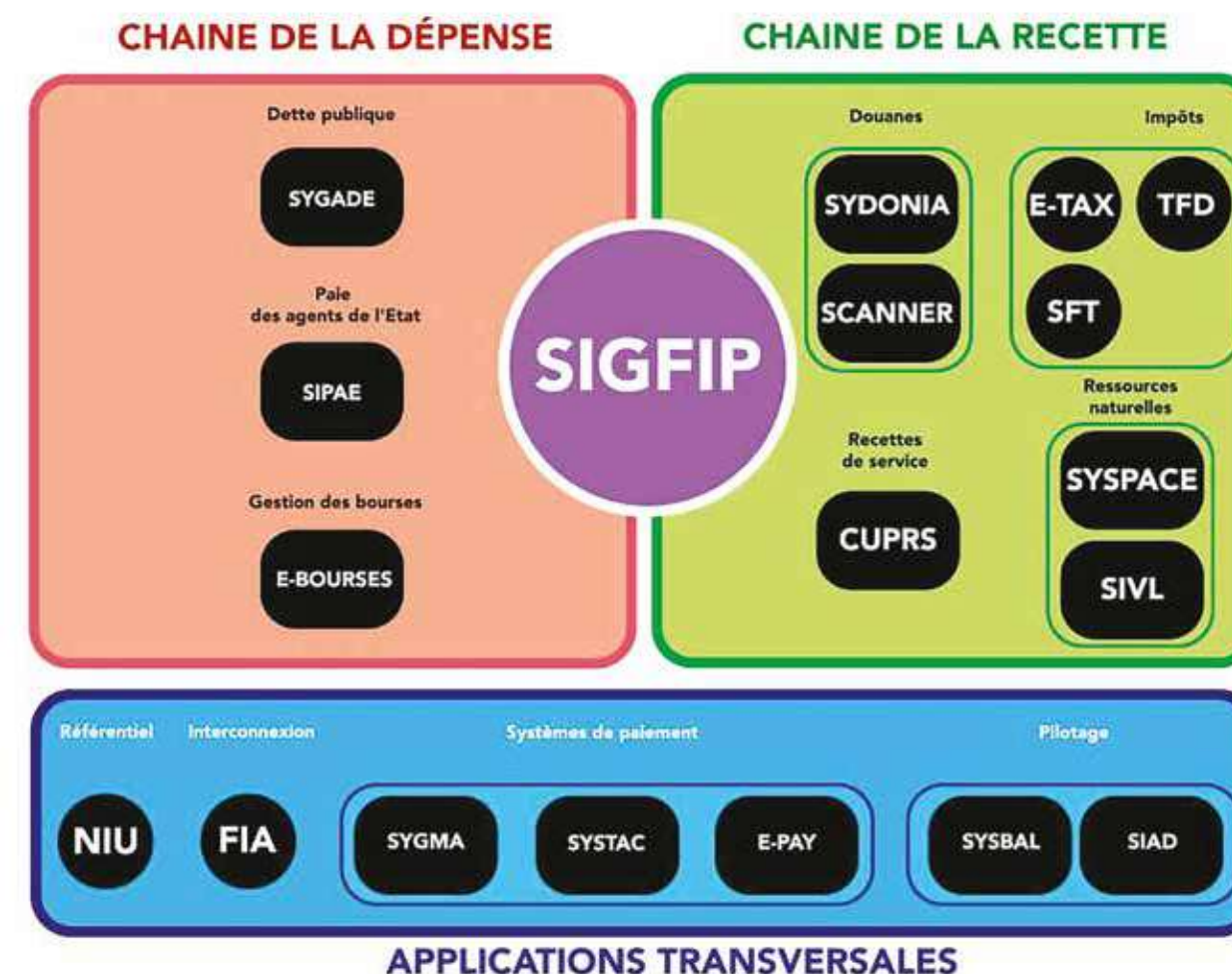
Les recettes de service sont classées dans la catégorie des **recettes non-fiscales**. Elles comprennent, entre autres, les produits du domaine de l'Etat ; les amendes et condamnations pécuniaires ; les amendes forfaitaires de police ; les droits d'agrément ; les frais d'obtention des passeports, et certaines redevances non affectées.

Des infrastructures de support pour assurer l'interconnexion physique et logique

Dans le cadre du projet **Fibre Inter-Administration (FIA)**, financé par la Banque Mondiale, il est prévu l'interconnexion des régies financières, à travers la modernisation du réseau de télécommunications, pour garantir la qualité de transmission des données. L'objectif visé est l'amélioration du service public, notamment pour faciliter la réception

Les dispositions de la loi de finances pour l'année 2025, met en place une **Caisse Unique de Paiement des Recettes de Service (CUPRS)**, avec le concours de l'Agence congolaise des systèmes d'information (ACSI) et le Trésor public, pour sécuriser et centraliser au Trésor public les recettes générées dans les administrations publiques. C'est dans cette optique qu'une plateforme de digitalisation du processus de mobilisation des recettes et d'opérationnalisation de la CUPRS a été lancée, sous le pilotage du Ministère des finances, du budget et du portefeuille public. Ce processus implique également la Direction générale des recettes de service et de portefeuille (DGRSP) et les administrations génératrices de ces recettes.

et le suivi des déclarations des usagers. Ce projet va aussi participer à l'amélioration des conditions de travail des agents, qui bénéficieront de la performance de la fibre optique dans l'accès et l'utilisation des applications de gestion des régies financières, telles que SIGFIP, E-TAX et autres.



Les défis à surmonter pour réussir la digitalisation

Bien que la digitalisation offre des opportunités considérables pour améliorer la mobilisation des ressources intérieures, elle représente, cependant, des défis importants à relever. Le Congo doit, d'abord, renforcer ses infrastructures numériques, améliorer l'accès à l'Internet dans les zones rurales et sensibiliser les populations aux avantages du numérique.

Ensuite, il est nécessaire de développer une culture numérique au sein des administrations publiques, en formant les agents à l'utilisation des nouvelles technologies. Il faudra, enfin, garantir la cybersécurité et protéger les données sensibles des contribuables, afin de prévenir les risques de fraude.

La digitalisation représente une opportunité

stratégique pour le Congo, afin d'améliorer la mobilisation des ressources intérieures et d'assurer une gestion plus transparente et efficace des finances publiques.

Les réformes visant à moderniser les régies fiscale et douanière permettent au pays de se projeter vers un avenir où les technologies numériques jouent un rôle central dans la gestion des finances publiques. Si ces réformes sont correctement mises en œuvre, elles pourraient transformer le paysage économique du Congo, accroître les recettes fiscales, réduire la dépendance vis-à-vis des ressources pétrolières et, en fin de compte, favoriser un développement durable et inclusif pour le pays.



RÉPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès



MINISTÈRE DES HYDROCARBURES



Bruno Jean Richard
ITOUA

Le ministère des hydrocarbures, animé par Monsieur Bruno Jean Richard ITOUA, est l'organe de conception et d'exécution de la politique du gouvernement dans le domaine des hydrocarbures. Il est chargé entre autre de :

- Promouvoir et développer le secteur des hydrocarbures
- Suivre et appliquer les accords de coopération conclus avec les tiers dans le domaine des hydrocarbures
- Gérer le patrimoine national en matière des hydrocarbures liquides et gazeux
- Définir et élaborer la politique nationale en vue d'une gestion efficiente des ressources pétrolières
- Accroître les capacités du contrôle de l'État en matière de produits pétroliers
- Orienter et contrôler les entreprises de l'État sous tutelles et contrôler les sociétés privées, organismes dont les activités relèvent des hydrocarbures.

Le ministère des hydrocarbures comprend :

- **LE CABINET** : Placé sous l'autorité d'un directeur, le cabinet est l'organe de conception, de coordination, d'animation et de contrôle qui assiste le ministre dans son action. Il est chargé de régler, au nom du ministre et par délégation, toutes les questions politiques, administratives et techniques relevant du ministère.
- **L'INSPECTION GÉNÉRALE DES HYDROCARBURES** : C'est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de contrôle. À ce titre, elle est chargée, notamment, de :
 - Évaluer et veiller à l'application des politiques et de la réglementation en matière des hydrocarbures ;
 - Évaluer et veiller au bon fonctionnement des services centraux et déconcentrés du ministère, des sociétés pétrolières, ainsi que des organismes et projets rattachés ;
 - Évaluer les performances des services par rapport aux objectifs fixés par le ministre ;
 - Évaluer et contrôler les programmes d'activités et les budgets des organismes sous tutelle ;
 - Effectuer le contrôle technique, administratif, juridique, financier et matériel des services centraux et départementaux des hydrocarbures ;
 - Évaluer et veiller à la gestion efficiente du patrimoine du ministère ;
 - Exercer, sur demande du ministre des hydrocarbures, des missions d'audit et d'enquête des différentes administrations et services sous tutelle ;
 - Accomplir des missions de conseil et d'assistance auprès des structures relevant du ministère.
- **LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AMONT PÉTROLIER** : C'est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière d'amont pétrolier. À ce titre, elle est chargée, notamment, de :
 - Élaborer la politique nationale des hydrocarbures en vue d'une gestion efficace des ressources pétrolières ;
 - Participer à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires relatifs au développement et à la conservations des hydrocarbures liquides et gazeux et veiller à leur application ;
 - Participer à l'analyse des projets de contrats pétroliers ;
- Veiller à l'application des conventions signées entre la République du Congo et les sociétés pétrolières dans le domaine de l'amont pétrolier ;
- Participer au contrôle technique des installations et des équipements pétroliers et à leur certification ;
- Promouvoir les périmètres des bassins sédimentaires ou des permis non attribués ;
- Suivre l'exécution des programmes d'exploitation, de développement et de production ;
- Participer aux réunions de fixation des prix des produits pétroliers des hydrocarbures liquides ou gazeux ;
- Veiller à la construction d'une banque de données relatives aux hydrocarbures liquides et gazeux ;
- **LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AVAL PÉTROLIER** : C'est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière d'aval pétrolier. À ce titre, elle est chargée, notamment, de :
 - Élaborer et mettre en œuvre la politique nationale en matière de raffinage des hydrocarbures, d'approvisionnement en produits pétroliers et dans le domaine de la pétrochimie
 - Promouvoir le développement de la pétrochimie pour les besoins des autres secteurs de l'économie nationale ;
 - Assurer le suivi et veiller à la sécurité des activités de raffinage des hydrocarbures, d'approvisionnement en produits pétroliers et de la pétrochimie ;
 - Participer à l'élaboration des spécifications et des normes techniques applicables dans le secteur de l'aval pétrolier ;
 - Gérer dans le domaine de sa compétence, le patrimoine national en matière d'hydrocarbures et de produits dérivés des hydrocarbures ;
 - Participer à l'élaboration de la législation et de la réglementation du secteur de l'aval pétrolier ;
 - Veiller à l'application des lois et règlements relevant de l'aval pétrolier ;
 - Veiller à l'application des conventions signées entre la République du Congo et les sociétés pétrolières dans le domaine de l'aval pétrolier ;
 - Analyser les marchés pétroliers et pétrochimiques en vue d'une meilleure valorisation des ressources en hydrocarbures ;
 - Assurer le contrôle technique des installations

- et des équipements du secteur de l'aval pétrolier et participer à leur certification ;
- Suivre l'exécution des programmes de raffinage des hydrocarbures, d'approvisionnement en produits pétroliers et de pétrochimie, établis par les organismes sous tutelle ;
- Participer à l'élaboration des prix des produits du secteur de l'aval pétrolier ;
- Participer à la réunion de fixation des prix des hydrocarbures produits en République du Congo ;
- Veiller à la construction d'une banque de données relatives au secteur de l'aval pétrolier ;
- Élaborer le suivi et les agréments et autorisations d'exercer dans le secteur de l'aval pétrolier.
- **LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VALORISATION DU GAZ** : C'est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de valorisation du gaz. À ce titre, elle est chargée, notamment, de :
 - Définir la politique nationale de valorisation des ressources gazières par la diversification de ses dérivés et de son utilisateur et veiller à sa mise en œuvre ;
 - Élaborer une stratégie de distribution du gaz en lien avec la chaîne de diversification du gaz définie par la politique nationale ;
 - Mettre en place l'architecture de distribution en besoin gazier pour le secteur minier, la pétrochimie ainsi que le secteur du gaz naturel liquéfié ;
 - Participer à l'élaboration de la législation et de la réglementation relative à la production, au transport, et à la distribution du gaz ;
 - Veiller à l'application conforme des lois et règlements portant sur l'agrégation, la liquéfaction des transports et la transformation du gaz ainsi que sa distribution ;
 - Veiller à l'application des conventions signées entre la République du Congo et les sociétés pétrolières dans le domaine de la valorisation du gaz ;
 - Suivre le programme de développement des
- réseaux de collectes, d'infrastructures de traitement, de transformation en composé liquide ou chimique du gaz ainsi que la distribution de ses dérivés ;
- Assurer le contrôle technique des installations et des équipements pétroliers dédiés à la collecte, au traitement, à la transformation et à la distribution du gaz et participer à leur certification ;
- Assurer la distribution efficiente du gaz pour la génération électrique des industries.
- **LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE, DE L'AUDIT ET DU TRADING PÉTROLIER** : C'est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière d'économie, d'audit et de trading pétrolier. À ce titre, elle est chargée, notamment, de :
 - Renforcer l'expertise technique congolaise dans le domaine de sa compétence ;
 - Participer à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires relatifs aux hydrocarbures ;
 - Veiller à la mise en place des mécanismes de coordination devant promouvoir l'échange d'informations et d'expertise en matière d'économie, d'audit et de trading pétrolier.
 - Suivre et analyser les dynamiques du marché mondial du pétrole brut, du gaz et de leurs produits dérivés ;
 - Assurer l'évaluation économique et financière des projets pétroliers et gaziers ;
 - Analyser les aspects commerciaux des bruts congolais et internationaux ;
 - Participer aux études techniques et économiques du secteurs des hydrocarbures ;
 - Faire des analyses économiques du secteurs des hydrocarbures ;
 - Assurer la planification, la coordination, le suivi et la supervision des contrôles et des audits auprès des sociétés pétrolières ;
 - Veiller à la réalisation des audits de performance des structures sous tutelle ;
 - Participer au contrôle technique des sites pétroliers ;
 - Suivre et évaluer la mise en œuvre des contrats pétroliers et gaziers

La semaine HSE organisée en collaboration avec la société ENI-CONGO



La majorité des congolais veut et mérite un cadre de vie de qualité et un environnement protégé à léguer à leurs enfants. Il est donc de notre responsabilité de donner envie de vivre dans un pays qui équilibre mieux son développement économique, la santé et la sécurité de ses travailleurs et des populations de même que ses ressources et ses milieux naturels. Il est donc de notre devoir d'articuler les enjeux de l'industrie pétrolière et gazière avec les attentes de nos concitoyens.



La semaine HSE organisée en collaboration avec la société ENI-Congo

Immeuble Mines et Énergies, Place de la République B.P 2120 BRAZZAVILLE
Tél : +242 22 28158 23 Site web : www.hydrocarbures.gouv.cg

La visite de travail du Ministre algérien de l'Énergie et du Pétrole



La Première édition sur le Contenu Local

La Première édition sur le Contenu Local: Sous les orientations très éclairées de Son Excellence Monsieur le Président de République, Chef de l'État, le ministère des Hydrocarbures en tant que locomotive de la promotion de la politique du Contenu Local dans notre pays, se fixe l'objectif de maximiser le taux d'intégration nationale sur l'ensemble de la chaîne de valeur des activités pétrolières et gazières au Congo.



Séjour du Secrétaire Général de l'OPEP

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DU PLAN ET DE L'INTEGRATION
REGIONALE



RÉPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès



Ludovic NGATSE
Ministre de l'Économie,
du Plan et de l'Intégration
Régionale

Les actions prioritaires du
ministère de l'économie,
du plan et de l'intégration
régionale pour la période
2025-2026



Actions prioritaires concernant le pilotage de la politique du ministère en charge du plan

Les actions relatives au pilotage de la politique du ministère de l'économie, du plan et de l'intégration régionale seront conduites par le cabinet du Ministre chargé de l'économie. Elles seront exécutées par le personnel du cabinet et se focaliseront essentiellement sur :

- L'actualisation du plan stratégique et du cadre budgétaire à moyen terme (CDMT) du ministère ;
- L'actualisation des projets annuels de performance du ministère ;
- La rédaction du rapport annuel de performance (RAP) du programme pilotage et des rapports annuels de performance des programmes opérationnels ;
- L'élaboration du décret fixant les modalités de passation des marchés de prestations intellectuelles financés par le fonds d'études des pro-

jets d'investissement public ;

- L'élaboration de l'arrêté portant sélection et priorisation des projets à inscrire au fonds d'études des projets d'investissement public ;
- L'élaboration de l'arrêté fixant fonctionnement et organisation des services et des bureaux de la direction générale du plan et du développement ;
- L'élaboration de l'arrêté fixant fonctionnement et organisation des services et des bureaux de la direction générale du partenariat au développement ;
- L'acquisition du système d'information du MEPIR ;
- L'élaboration du manuel de procédures du fonds d'études ;
- Le renforcement des capacités du personnel du MEPIR ;

- L'organisation de la commission administrative paritaire (CAP) ;
- L'élaboration de la nouvelle charte des investissements ;
- L'élaboration du nouveau décret portant création, attributions et composition des membres de la commission nationale d'investissement (CNI) ;
- L'organisation des sessions ordinaires de la CNI ;
- L'achèvement du bâtiment R+5 abritant le siège de l'Institut national de la statistique ;
- L'évaluation du Plan national de développe-

- ment (PND) 2022-2026 ;
- La mobilisation des financements pour le financement des études de faisabilité des projets d'investissement public et l'exécution d'autres activités prioritaires du ministère ;
- L'élaboration d'un nouveau plan du développement ;
- L'amélioration des conditions de travail des cadres du ministère ;
- L'accompagnement des ministères sectoriels dans le basculement du budget de moyens vers le budget en mode programme.

Actions prioritaires du domaine de l'économie

Dans le domaine de l'économie, les actions prioritaires seront exécutées par la direction générale de l'économie, le centre national d'information économique et de conseil en gestion, le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire. Ces actions porteront principalement sur :

- La redynamisation des deux (2) sous-comités du cadrage macroéconomique et budgétaire, à savoir le sous-comité prévisions macroéconomiques et le sous-comité politique budgétaire. Ces deux sous-comités sont respectivement gérés par le Directeur général de l'économie et le Directeur général du budget ;
- La mise en place d'un tableau de bord de l'économie congolaise ;
- La production des notes de conjoncture de l'économie congolaise ;
- Le suivi de l'évolution des critères et indicateurs de convergence ;
- Le suivi de la mise en œuvre de la matrice des actions du PREF-CEMAC ;
- Le suivi de la mise en œuvre des accords conclus dans le cadre des communautés économiques régionales de l'OHADA et toute autre organisation de coopération économique régionale et sous-régionale ;
- L'élaboration des manuels de procédures administratives et financières ;
- L'élaboration de la nomenclature budgétaire et comptable ;
- L'actualisation de l'étude de faisabilité sur la centrale des bilans ;
- L'élaboration de la brochure « investir dans les 15 départements de la République du Congo » ;
- La réalisation de l'étude d'opportunité en matière de conseils ;
- La participation et l'organisation des événements à portée internationale et nationale.

Actions prioritaires du domaine de la planification

Le domaine de la planification est opérationnalisé par le programme budgétaire « planification et programmation du développement ». Les actions de ce domaine couvrent la planification, la programmation, la budgétisation, le contrôle et le suivi et l'évaluation.

Plusieurs structures interviennent du ministère en charge du plan concourent à la réalisation des actions retenues dans ce domaine de planification. Ce sont : la direction générale du plan et du développement ; le centre national d'études et d'évaluation des projets d'investissements publics ; l'institut national

de la statistique ; le centre national de formation en statistique, en démographie et en planification ; la direction générale du partenariat au développement. Les actions à caractère transversal sont exécutées par l'ensemble des directions générales et structures sous-tutelles du MEPIR.

Pour la période 2025-2026, le ministère en charge du plan va concentrer ses efforts sur la mise en œuvre des actions prioritaires suivantes du domaine de la planification :

- La finalisation et la validation du document pros-

- pectif Congo vision 2048 ;
- L'élaboration du programme d'investissement public (PIP) 2026-2028 ;
- L'élaboration de la loi de finances pour l'année 2026 ;
- L'élaboration des rapports de suivi de la mise en œuvre des engagements internationaux (agendas 2030 des Nations unies et 2063 de l'Union africaine) ;
- L'élaboration de la mission du contrôle physico-financier des projets d'investissement public ;
- L'actualisation des guides méthodologiques de gestion des investissements publics ;
- La vulgarisation du cadre général de gestion des investissements publics ;
- La réhabilitation et l'équipement des bâtiments des directions départementales du plan et de la statistique ;
- La réhabilitation et l'équipement du bâtiment de la DGPAD ;
- La réalisation de la troisième enquête démographique et de santé (EDS-III) ;
- La production mensuelle de l'indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) ;
- La production des annuaires statistiques pour les années 2023 et 2024 ;
- L'élaboration du rapport sur la mise en œuvre de la SNDS 2022-2026 ;

- La production du rapport sur l'analyse des migrations ;
- La production des annuaires statistiques départementaux ;
- L'élaboration de la base de données de suivi des investissements publics ;
- L'élaboration des comptes administratifs du budget de l'État, volet investissement ;
- L'évaluation des coûts des projets des queues de municipalisation accélérées des départements ;
- L'évaluation des programmes en coopération signés avec les partenaires au développement ;
- La réhabilitation et l'équipement du bâtiment abritant le CNEEPIP ;
- L'élaboration des documents permettant de prendre en compte les aspects changements climatiques dans la maturation des projets ;
- L'évaluation ex-post des projets d'investissement public clôturés dans la période 2022-2023 ;
- La réalisation des activités de la formation continue ;
- La réalisation d'une enquête sur les besoins en formation des administrations publique et privée ;
- L'amélioration des conditions de travail du personnel du CNFSDP.

Actions prioritaires du domaine de l'intégration régionale

Les objectifs visés par le ministère en charge de l'économie dans le domaine de l'intégration régionale concernent notamment : (i) assurer la libre circulation des personnes, des biens et des services ; (ii) participer à la sensibilisation, la prévention et à la lutte contre le VIH/SIDA dans la zone CEMAC ; (iii) renforcer le cadre institutionnel et opérationnel de l'intégration au Congo ; (iv) accroître la visibilité des activités économiques, politiques et sociales des CER et partager les valeurs de l'intégration sous-régionale, régionale et continentale ; (v) promouvoir l'économie verte en Afrique centrale ; (vi) suivre l'exécution des programmes et projets d'infrastructures énergétiques ; (vii) suivre l'exécution des projets communautaires de formation et de renforcement des capacités du capital humain ; (viii) promouvoir l'intégration continentale et la bonne gouvernance ; (ix) suivre et exécuter les affaires administratives et juridiques.

Pour atteindre ces objectifs, les actions à mettre en œuvre par la direction générale de l'intégration

portent, entre autres, sur :

- Le suivi de la mise en œuvre du PREF-CEMAC ;
- Le suivi de la mise en œuvre de l'accord quadripartite MOU (OCEAC, MSP, MEPIR et ACBEF) ;
- Le suivi de l'opérationnalisation de la ZLECAf ;
- L'élaboration d'une base de données sur les potentialités et opportunités économiques des Etats membres de la CEMAC et de la CEEAC ;
- Le suivi de la mise en œuvre des travaux d'aménagement du corridor 13 Brazzaville-Bangui-Mbaikoro ;
- Le suivi de l'opérationnalisation du comité de gestion du corridor Brazzaville-Yaoundé ;
- Le suivi de l'exécution des travaux du poste de contrôle unique frontalier (PCUF) ;
- Vulgarisation des actes communautaires sur la libre circulation des personnes et des biens ;
- Le suivi de la mise en œuvre des programmes et projets de l'AUDA-NEPAD ;
- Le suivi de la mise en œuvre des activités du NEPAD.



La Jeunesse au Congo : Attentes, Défis et Espoirs pour un Avenir Meilleur



La jeunesse congolaise constitue un atout majeur pour le développement économique, social et culturel du pays. Elle représente près de la moitié de la population, une force vive pleine de potentiel mais aussi d'espoirs et de défis. Bien que déterminée et créative, cette jeunesse se confronte à de multiples obstacles, notamment en matière d'emploi, de formation et d'accès aux opportunités. Cependant, les engagements du président Denis Sassou Nguesso et les initiatives mises en place visent à préparer cette jeunesse à relever les défis de demain et à participer pleinement à la croissance du Congo.

Les Attentes et Espoirs des Jeunes Congolais

Les jeunes du Congo ont des attentes claires : ils veulent des opportunités d'emploi, une meilleure éducation, et surtout un environnement propice à l'entrepreneuriat et à l'épanouissement personnel. L'accès à un emploi stable reste la principale préoccupation de cette jeunesse, particulièrement dans un contexte où la croissance démographique est rapide et où les secteurs économiques traditionnels, tels que le pétrole et les mines, sont de plus en plus saturés.

Les jeunes congolais aspirent également à une meilleure qualité de vie, à des infrastructures modernes, et à une plus grande inclusion dans la prise de décisions politiques et économiques du pays. La technologie, le digital et les nouvelles industries représentent pour eux des secteurs prometteurs dans lesquels ils souhaitent s'investir et où ils voient leur avenir.



Les Défis de l'Emploi des Jeunes au Congo

L'un des plus grands défis auxquels les jeunes Congolais font face aujourd'hui est celui de l'emploi. Selon diverses études, un nombre considérable de jeunes

diplômés peinent à trouver un travail stable et bien rémunéré. Les causes de ce phénomène sont multiples : une économie encore trop dépendante du secteur pétrolier, une faible diversification des activités économiques, et un manque d'opportunités dans les secteurs clés pour la jeunesse, tels que l'agriculture, l'industrie, les technologies de l'information et la culture.

Le secteur public, traditionnellement perçu comme un pourvoyeur d'emplois, ne suffit plus à absorber la demande croissante de travail. D'un autre côté, l'entrepreneuriat, bien que prometteur, reste souvent confronté à des obstacles tels que l'accès limité au financement, la bureaucratie et l'absence d'infrastructures de soutien. Le manque de formation professionnelle et l'inadéquation entre les compétences des jeunes et les besoins du marché du travail sont également des facteurs qui compliquent leur insertion professionnelle.

La Relève de Demain : Une Jeunesse Prometteuse et Innovante

Malgré ces défis, la jeunesse congolaise reste une source d'espoir et de dynamisme pour le pays. De nombreux jeunes font preuve d'initiative, d'innovation et de créativité. De nombreux projets et start-ups émergent chaque année dans des domaines comme les nouvelles technologies, le commerce digital, et même l'agriculture durable. Cette jeunesse est prête à relever les défis qui se présentent, à condition d'avoir accès aux ressources nécessaires, telles que la formation adéquate, les financements et l'accompagnement institutionnel.

Le rôle des jeunes dans la société congolaise va bien au-delà de la simple consommation de ressources ; ils sont devenus de véritables acteurs de changement. La digitalisation et l'engagement dans des causes sociales (environnement, développement communautaire, etc.) montrent que la jeunesse congolaise est prête à être un moteur du développement du pays.

Les Engagements du Président Sassou Nguesso en Faveur de la Jeunesse

Le Président Denis Sassou Nguesso a clairement identifié la jeunesse comme un levier crucial pour le développement durable du Congo. En 2015, lors de la Conférence Nationale sur l'Emploi et l'Insertion des Jeunes, le gouvernement a mis en place plusieurs mesures en faveur des jeunes, notamment des programmes de formation professionnelle et technique, ainsi que des aides à l'entrepreneuriat.

Le Chef de l'État a également souligné l'importance d'offrir aux jeunes des opportunités dans les secteurs porteurs tels que les infrastructures, les technologies numériques et l'agriculture. Le programme «Emploi Jeune et Autonomisation»* lancé en 2020 a été un pas important pour permettre à la jeunesse congolaise d'avoir un accès direct à des financements pour leurs projets. Des initiatives visant à soutenir les jeunes dans la création de petites entreprises et à favoriser leur insertion dans le monde du travail ont également été mises en place.





Le Sport :

Un Pilier pour la Jeunesse Prometteuse du Congo

Le sport joue un rôle fondamental dans la vie de la jeunesse congolaise, non seulement comme vecteur de divertissement, mais aussi comme un moyen de promouvoir la cohésion sociale, l'esprit d'équipe et la discipline. Le Président Sassou Nguesso a toujours mis en avant le sport comme un secteur clé pour le développement des jeunes et leur épanouissement personnel.



Les événements sportifs internationaux tels que la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) ou la Coupe du Monde de Football sont des moments de rassemblement qui stimulent l'esprit de compétition et donnent aux jeunes un objectif commun. Par ailleurs, des investissements ont été faits dans les infrastructures

sportives, comme la rénovation des stades et la promotion des sports locaux, pour offrir aux jeunes un environnement propice à la pratique sportive. Cela permet de former de futurs champions, tout en développant des valeurs de persévérance et de travail d'équipe.



Dans un contexte de mutation rapide et de mondialisation, la jeunesse du Congo doit être soutenue dans sa quête de nouvelles opportunités. Avec des politiques publiques renforcées, un soutien à l'innovation et une meilleure intégration de cette jeunesse dans le développement national, le pays pourra sans doute compter sur la relève de demain pour bâtir un avenir prospère et durable.

Le sport est bien plus qu'une simple passion pour la jeunesse ; il constitue un élément vital et essentiel de la société, un réel catalyseur de changement et d'espoir. En unissant les efforts constants des autorités, des institutions et de la communauté, il est possible de surmonter les barrières qui entravent le développement sportif et d'ouvrir la voie à une nouvelle génération d'athlètes et de talents congolais. Notre Jeunesse congolaise mérite un environnement où le sport est accessible, valorisé et soutenu, lui permettant ainsi de s'épanouir pleinement et de contribuer activement à la richesse de la nation. Ensemble, faisons du sport un véritable levier d'émancipation et d'excellence pour la République du Congo.

Conclusion

La jeunesse congolaise représente l'avenir du pays. Malgré les défis économiques, sociaux et politiques, elle demeure un vivier d'espoir et de potentiel. Les actions menées par le gouvernement congolais, sous la direction du Président Denis Sassou Nguesso, sont un gage d'engagement pour le bien-être et le développement des jeunes, qu'il s'agisse d'accès à l'éducation, à l'emploi, à l'entrepreneuriat ou au sport.



www.csp-ilog.com

La Solution Logistique pour l'Industrie du Pétrole et du Gaz dans le Golfe de Guinée et le Bassin du Congo

Filiale de la SNPC, ILOGS S.A. est l'opérateur logistique du Centre de Services Pétroliers (CSP), installation portuaire soumise au code ISPS disposant d'un quai de 400m linéaires en continu avec un tirant d'eau de 9m et d'une surface aménagée en plateforme logistique de 40 hectares, entièrement dédiée à l'industrie Oil and Gas.

"Notre ambition est de voir ILOGS émerger de manière continue, pour devenir rapidement la référence régionale de la logistique Oil and Gas dans le Golfe de Guinée et le Bassin du Congo".

M. Maixent Raoul **OMINGA**, Directeur Général de la SNPC

"Le PAPN est en train de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'ensemble des opérations liées aux activités de l'industrie du pétrole et du gaz soient centralisées dans le CSP y compris le transfert de tout matériel et équipement de cette industrie".

M. Séraphin **BHALAT**, Directeur Général du PAPN



Ils nous ont fait confiance depuis un quart de siècle



Suivez-nous sur :




www.snpc-group.com

Agenda du Président de la République



Agenda du Président de la République



Dans le cadre de sa politique RSE, TotalEnergies EP Congo, entreprise citoyenne et responsable, mène de nombreuses actions visant à renforcer le tissu industriel et à contribuer au développement socio-économique du Congo.

TotalEnergies Startup Center : dynamiser l'entrepreneuriat local en incitant les jeunes à innover

TotalEnergies Startup Center est un incubateur initié par TotalEnergies au Congo pour soutenir l'entrepreneuriat, conformément à l'axe éducation et insertion des jeunes de sa politique sociétale.

Lancé en 2019, TotalEnergies Startup Center offre un espace collaboratif et dynamique, doté d'infrastructures informatiques, aux porteurs de projets pour une durée allant de 6 à 12 mois.

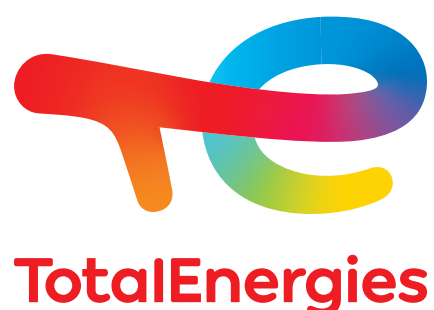
TotalEnergies Startup Center offre également :

- Des formules d'accompagnement personnalisées, comprenant des formations et du coaching, afin de maîtriser les outils de l'entrepreneuriat tels que l'étude de marché, le business model, le business plan et l'aide à la structuration juridique ;
- La possibilité de bénéficier de mécénat de compétences de la part des collaborateurs de TotalEnergies au Congo grâce au programme Action ! ;
- Une démarche proactive dans la recherche de partenaires tels que : ministère des PME, FIGA, CCIAM, réseau d'incubateurs internationaux.



Renforcer l'écosystème de startups

Nous soutenons les jeunes entrepreneurs Congolais d'une part, en les aidant à concrétiser leurs idées, et d'autre part, en les accompagnant dans la recherche de financement. Notre objectif est de contribuer à construire un écosystème dynamique et innovant au Congo. Actuellement, 71 % des projets issus de la première cohorte sont devenus des entreprises, et ont reçu des propositions de financement dès leur sortie.



Agenda du Président de la République



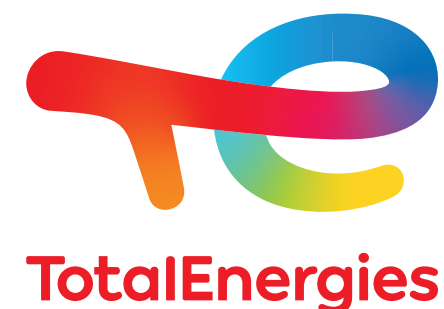
[TotalEnergiesCongo
www.totalenergies.cg](https://www.totalenergies.cg)



Pionnière du deep offshore

Depuis plus de 50 ans, TotalEnergies innove en mettant en œuvre de grands projets de développement pétrolier qui font du Congo un acteur incontournable de ce secteur sur le continent africain.

Cet engagement durable est porté par des projets sociétaux qui contribuent au développement socio-économique du pays.

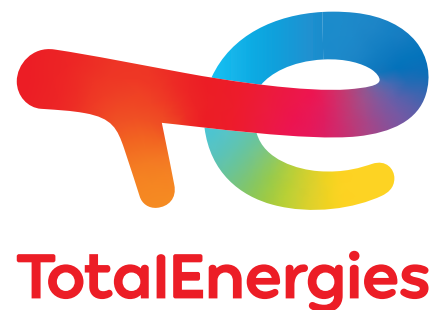


Agenda du Président de la République

Réduire notre empreinte carbone

TotalEnergies s'engage à relever le double défi consistant à fournir plus d'énergies avec moins d'émissions.

Notre objectif : veiller à limiter les impacts environnementaux de l'ensemble de nos projets.



Agenda du Président de la République

Ecobank
la Banque Panafricaine



UN MEILLEUR CHOIX POUR CONNECTER LES ENTREPRISES AFRICAINES

Rendez-vous sur ecobank.com/unmeilleurchoix

UN MEILLEUR CHOIX
POUR UNE AFRIQUE MEILLEURE

Agenda du Président de la République



Ammat Global Resources



AMMAT
Global Resources

Présentation de la Société

Ammat Global Resources («Ammat») est une entreprise internationale opérant dans le secteur de l'exploration et de la production pétrolières (upstream), spécialisée dans la production d'hydrocarbures et la gestion de l'ensemble du cycle de vie des gisements offshore, depuis leur exploitation initiale jusqu'à la production.

Depuis 2023, Ammat a lancé la production sur les champs offshore de Loango et Zatchi, situés en République du Congo, après avoir obtenu deux permis d'exploration d'une durée de vingt ans chacun.

L'entreprise pilote l'expansion des gisements et des infrastructures avec un double objectif : augmenter la production et générer une valeur partagée pour les communautés locales. Grâce à une approche innovante et à l'application de compétences techniques éprouvées, Ammat s'efforce d'optimiser la production énergétique tout en minimisant son impact environnemental.

La formation des collaborateurs, le développement des compétences locales et l'intégration de programmes de stages constituent des piliers fondamentaux de sa stratégie. Ammat encourage la croissance professionnelle des jeunes diplômés et des professionnels en favorisant le transfert de savoir-faire et en valorisant les talents de la République du Congo.

L'entreprise reconnaît que le développement durable passe par la création d'opportunités d'emploi et le soutien à la croissance économique et sociale du pays. Cette approche contribue à consolider un modèle opérationnel qui allie efficacité, durabilité et respect de l'environnement, reflétant ainsi l'engagement d'Ammat en faveur d'un avenir inclusif et responsable.

Objectifs

Les objectifs d'Ammat reflètent l'engagement de la société à concilier croissance industrielle, innovation et durabilité, tout en contribuant activement au développement économique et social de la République du Congo.

Parmi ces objectifs figurent :

Valorisation des compétences locales.

Intégrer les talents et les ressources congolaises à toutes les étapes opérationnelles, en favorisant le développement professionnel et le transfert de connaissances afin de renforcer le capital humain local.

Excellence opérationnelle. Garantir des standards élevés d'efficacité et de qualité dans la gestion des gisements offshore, en maximisant le rendement énergétique et en minimisant les pertes.

Développement durable. Adopter des pratiques environnementales responsables qui réduisent l'empreinte écologique, avec une approche visant à allier productivité énergétique et respect de l'environnement.

Innovation et flexibilité. Utiliser des technologies avancées et des solutions innovantes pour répondre rapidement et efficacement aux défis du secteur, en assurant compétitivité et résilience.

Perspectives

Ammat se projette vers l'avenir avec l'ambition de consolider son rôle dans le paysage énergétique de la République du Congo, en poursuivant des objectifs stratégiques alliant croissance économique et responsabilité sociale.

Les principales perspectives incluent :

Expansion des opérations. Renforcer la présence et la capacité de production en développant de nouveaux gisements pétroliers et en explorant des opportunités de partenariats stratégiques, en adéquation avec les besoins du secteur énergétique et du pays.

Renforcement de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Mettre en œuvre des politiques visant à améliorer les conditions de vie des communautés locales, à soutenir des projets d'intérêt public et à promouvoir le bien-être du personnel, contribuant ainsi concrètement au progrès économique et social de la nation.

Formation et développement professionnel. Continuer à investir dans le renforcement des compétences internes et proposer des programmes de stages de qualité pour les jeunes professionnels, en favorisant la création d'un avenir prospère et compétent pour le secteur énergétique local.



AMMAT Global Resources

POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE



Massimiliano Mignacca
Directeur Général
AMMAT Global Resources

Comment AMMAT se positionne-t-elle sur le secteur pétrolier au Congo, et quels sont vos principaux atouts ? Quelle vision portez-vous du secteur ?

AMMAT Global Resources se positionne comme un acteur prometteur et dynamique du secteur pétrolier en République du Congo. Depuis notre lancement le 09 septembre 2022 et le début de nos activités le 1er juillet 2023, nous avons rapidement démontré notre capacité à devenir un leader dans le cycle de vie complet des champs offshore, impliquant l'exploitation et la production.

Nos principaux atouts reposent sur :

- Expertise technique : Nos collaborateurs possèdent un savoir-faire technique acquis au fil du temps, nous permettant de mener des opérations exploratoires et productives en optimisant l'impact environnemental ;
- Engagement envers le développement durable : Nous adoptons des pratiques respectueuses de l'environnement et plaçons l'être humain, sa santé et sa sécurité au cœur de nos préoccupations ;
- Promotion du contenu local : Nous valorisons les compétences locales en offrant des programmes de formation continue, des stages et des opportunités d'emploi, ce qui renforce le dynamisme économique et social de la nation.

Notre vision est de soutenir une croissance économique inclusive et durable, où les ressources énergétiques sont gérées de manière responsable. Nous sommes engagés dans une collaboration inclusive avec nos institutions et les communautés locales pour bâtir un avenir énergétique prospère et respectueux de l'environnement.

DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES

Quelles sont les perspectives de croissance d'AMMAT au Congo, notamment en termes de production, d'exploration et de diversification énergétique ?

AMMAT Global Resources anticipe une croissance significative dans les années à venir. Nous avons des perspectives prometteuses en termes de production et d'exploitation : Nous visons à augmenter notre capacité de production en optimisant nos opérations

Agenda du Président de la République

actuelles. Nous lançons courant 2025 des travaux de workover afin d'accroître notre production dans l'espoir de la doubler en fin d'année. A cet effet, un programme d'investissement a été mis en œuvre.

En ce qui concerne la diversification énergétique, notre objectif est de développer une approche équilibrée qui inclut les sources d'énergie traditionnelles et renouvelables.

AMBITIONS ET INNOVATIONS

Quelles sont les grandes ambitions d'AMMAT pour les années à venir, et quel rôle joue l'innovation dans votre stratégie pour relever les défis du secteur pétrolier ?

Nos grandes ambitions pour les années à venir incluent l'expansion de notre présence sur le marché national et international, l'amélioration continue de nos opérations et l'accroissement de notre engagement envers le développement durable. Nous visons également à renforcer

notre position en tant que leader du contenu local et à multiplier les initiatives de responsabilité sociétale.

L'innovation joue un rôle central dans notre stratégie. Nous investissons dans des technologies avancées pour améliorer l'efficacité de nos opérations et réduire notre empreinte carbone. Nos programmes de formation continue et de stages sont conçus pour garantir que nos employés restent à la pointe des innovations du secteur, renforçant ainsi nos capacités internes et notre compétitivité sur le marché.

RELATIONS INSTITUTIONNELLES

Comment AMMAT collabore-t-elle avec les Autorités congolaises pour contribuer au développement économique et énergétique du pays tout en répondant aux attentes sociétales ?

AMMAT entretient des relations solides et constructives avec les Autorités congolaises. Nous collaborons étroitement avec le Ministère des Hydrocarbures et d'autres organismes gouvernementaux pour aligner nos projets et initiatives avec les objectifs nationaux de développement économique et énergétique. Cette collaboration nous permet de bénéficier d'un cadre réglementaire favorable et de contribuer activement à la croissance du secteur énergétique du pays.

En matière de responsabilité sociétale, nous mettons l'accent sur des initiatives qui soutiennent le développement des compétences locales, la création d'emplois et l'amélioration

des infrastructures communautaires. Nous investissons dans des programmes de formation pour les talents locaux et soutenons des projets sociaux et environnementaux qui apportent des bénéfices tangibles aux populations locales. Ces efforts reflètent notre engagement à répondre aux attentes sociétales tout en contribuant au développement durable de la République du Congo.

Par exemple, nos engagements HSE incluent la promotion d'une culture de la santé et de la sécurité au travail, le respect et la protection de l'environnement, et l'adoption de pratiques durables. Nous veillons également à ce que toutes nos exigences HSE soient respectées par les entreprises exerçant une activité sous notre responsabilité, assurant ainsi une gestion rigoureuse et responsable de toutes nos opérations.

Agenda du Président de la République

Trident OGX Congo : STRATÉGIE DE CROISSANCE ET ENGAGEMENT LOCAL

STRATÉGIE LOCALE ET PERSPECTIVES D'EXPANSION

Trident OGX Congo vise à renforcer sa présence en République du Congo en augmentant significativement la production de pétrole brut. La société a lancé un programme de développement de sept ans sur le permis Mengo-Kundji-Bindi II (MKB II). Ce projet devrait accroître la production pétrolière du pays d'environ 30 % et générer de nombreux emplois locaux. En acquérant des participations stratégiques dans des champs pétroliers clés, Trident OGX Congo consolide sa position en tant qu'acteur du secteur pétrolier africain.

IMPACT ET RESPONSABILITÉ SOCIALE (POLITIQUE RSE)

Consciente de son rôle dans le développement durable, Trident OGX Congo s'engage à soutenir les communautés locales et à renforcer ses collaborations avec les entreprises congolaises. L'entreprise prévoit de mettre en œuvre des programmes sociaux tels que la création de puits d'eau potable, l'embauche et la formation de personnel local, l'établissement de services médicaux itinérants suivis de la construction de dispensaires, ainsi que la création d'une école dédiée aux technologies liées à l'exploitation pétrolière. Ces initiatives visent à améliorer les conditions de vie des populations avoisinantes et à favoriser le développement socio-économique régional.



TECHNOLOGIE ET INNOVATION

Trident OGX Congo intègre des technologies de pointe pour optimiser ses opérations et réduire son empreinte carbone. L'entreprise utilise des techniques modernes de forage horizontal et de fracturation hydraulique, encore très peu utilisées au Congo, pour maximiser l'efficacité de l'extraction pétrolière.

DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Parmi les principaux défis, Trident OGX Congo doit naviguer dans un environnement réglementaire complexe et assurer le financement adéquat de ses projets ambitieux. Cependant, les opportunités sont nombreuses : en adoptant des technologies avancées et en renforçant ses partenariats avec le gouvernement, Trident OGX Congo est bien positionnée pour devenir un leader de l'industrie pétrolière en République du Congo.

Trident OGX Congo : STRATÉGIE DE CROISSANCE ET ENGAGEMENT LOCAL

STRATÉGIE LOCALE ET PERSPECTIVES D'EXPANSION

Trident OGX Congo vise à renforcer sa présence en République du Congo en augmentant significativement la production de pétrole brut. La société a lancé un programme de développement de sept ans sur le permis Mengo-Kundji-Bindi II (MKB II). Ce projet devrait accroître la production pétrolière du pays d'environ 30 % et générer de nombreux emplois locaux. En acquérant des participations stratégiques dans des champs pétroliers clés, Trident OGX Congo consolide sa position en tant qu'acteur du secteur pétrolier africain.

IMPACT ET RESPONSABILITÉ SOCIALE (POLITIQUE RSE)

Consciente de son rôle dans le développement durable, Trident OGX Congo s'engage à soutenir les communautés locales et à renforcer ses collaborations avec les entreprises congolaises. L'entreprise prévoit de mettre en œuvre des programmes sociaux tels que la création de puits d'eau potable, l'embauche et la formation de personnel local, l'établissement de services médicaux itinérants suivis de la construction de dispensaires, ainsi que

la création d'une école dédiée aux technologies liées à l'exploitation pétrolière. Ces initiatives visent à améliorer les conditions de vie des populations avoisinantes et à favoriser le développement socio-économique régional.

TECHNOLOGIE ET INNOVATION

Trident OGX Congo intègre des technologies de pointe pour optimiser ses opérations et réduire son empreinte carbone. L'entreprise utilise des techniques modernes de forage horizontal et de fracturation hydraulique, encore très peu utilisées au Congo, pour maximiser l'efficacité de l'extraction pétrolière.

DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Parmi les principaux défis, Trident OGX Congo doit naviguer dans un environnement réglementaire complexe et assurer le financement adéquat de ses projets ambitieux. Cependant, les opportunités sont nombreuses : en adoptant des technologies avancées et en renforçant ses partenariats avec le gouvernement, Trident OGX Congo est bien positionnée pour devenir un leader de l'industrie pétrolière en République du Congo.

- Localisation : République du Congo
- Champ Pétrolier : Mengo-Kundji-Bindi (MKB)
- Surface d'Exploitation : 700 Km²
- Technologie et Innovation : Forage Horizontal et Fracturation Hydraulique (4 fois > Forage Vertical)
- Objectif : Augmentation de la Production du Pays > 30%
- RSE : Politiques Sociale et Environnementale de Pointe

TRIDENT
OGX
RESPONSIBLE
ENERGY

TRIDENT OGX Congo Sau
Immeuble le Tchilassi 5ème étage, 35 Rue Kouanga Makosso, Pointe Noire, République du Congo
+242 05 201 75 75 | +242 06 896 76 76 | contact@trident-ogx.com

Agenda du Président de la République

GROUPE AOGC
AFRICA OIL & GAS CORPORATION

**Plateforme 400
PI 401**



UNE RÉPONSE AU DÉFI DE PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ NATIONAL CONGOLAIS

Nos Filiales



GPL SA

Conditionnement
& Distribution du Gaz Butane



PHENIX SA

Logistique & Transport
de Produits Pétroliers



ITMS SA

Prestation de services
Pétroliers On/Off-shore



AOGC DISTRIBUTION

Commercialisation & Distribution
des Produits Pétroliers

1ER GROUPE PÉTROLIER PRIVÉ CONGOLAIS

Siège Brazzaville Passage à Niveau Rue mbochis MOUNGALI
Tél : +242 06 654 54 63 / B.P : 25073 / E-mail : direction@aogc.cg / www.aogc.cg

Agenda du Président de la République



SOCIÉTÉ CONGOLAISE DES GAZ DE PÉTROLE LIQUÉFIÉS

1 BOUTEILLE

Achetée

=

1 GESTE POUR

la Planète



Le Gaz pour tous !

Préserveons la planète en luttant ensemble
contre la déforestation avec le gaz GPL SA
comme source d'énergie domestique !

+242 05 393 89 09 / +242 06 722 59 88

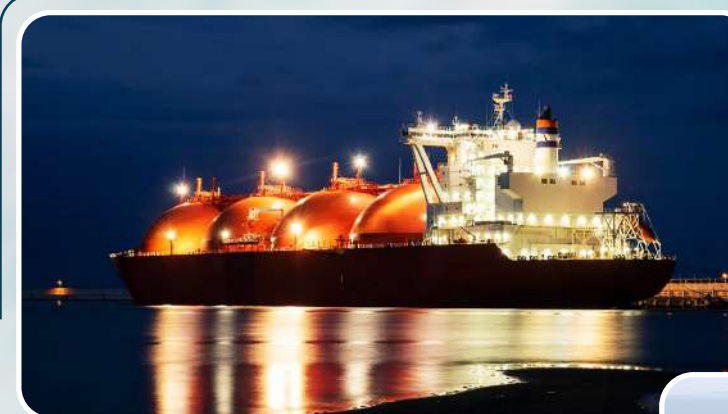
direction.gplsa@aogc.cg

Agenda du Président de la République



L'EXPERTISE ÉNERGIE PAR LES AFRICAINS POUR L'AFRIQUE

IMPERATUS ENERGY



NOTRE MISSION

Notre mission est de fournir des solutions adaptées
aux besoins et aux objectifs de nos clients;
Pour y parvenir, nous travaillons en étroite
collaboration avec eux, assurant une
compréhension approfondie de leurs exigences et
offrant des services personnalisés qui répondent
à leurs attentes.



NOS SERVICES

Nous offrons une gamme complète de services dans
le secteur pétro-gazier, incluant :

- ✓ L'approvisionnement des produits pétroliers raffinés (Gasoline, Gazole et Kérosène) ;
- ✓ L'approvisionnement des produits gaziers (Butane, Propane et GNL) ;
- ✓ L'exportation du pétrole brut et autres dérivés (Fuel, Naphta et essence légère) ;
- ✓ L'exportation du GNL et des gaz associés ;
- ✓ Le soutage (OFF SHORE) ;
- ✓ La logistique & le Transport: Solutions de transport efficaces et sûres pour assurer la livraison ponctuelle des produits.



+242) 05 209 38 30

contact-infos@imperatus-energy.com

Imperatus Energy

www.imperatus-energy.com

Agenda du Président de la République



L'EXPERTISE ENERGIE PAR LES AFRICAINS POUR L'AFRIQUE

IMPERATUS
ENERGY

Monsieur Oumar SEMEGA
Chief Executive Officer
fondateur du groupe IMPERATUS
ENERGY

Le trading occupe une place prépondérante dans les activités d'Imperatus Energy. Comment prévoyez-vous de développer cette activité afin de maximiser les opportunités offertes sur les marchés énergétiques au Congo et en Afrique centrale ?

Le trading constitue le pilier fondamental de nos opérations car il nous permet d'optimiser les flux d'approvisionnement en énergie tout en répondant de manière proactive et adoptée aux besoins spécifiques des marchés africains. Pour maximiser les opportunités offertes sur les marchés du Congo et d'Afrique Centrale, nous prévoyons renforcer nos partenariats stratégiques avec les raffineries et les dépôts pétroliers et gaziers. Nous envisageons investir également dans des solutions technologiques de pointe pour assurer une gestion optimale des données du marché et une logistique plus fluide. Par ailleurs, nous travaillons à étendre notre réseau régional, ce qui permettra d'offrir des solutions plus compétitives aux acteurs du secteur au Congo, Afrique centrale et de l'Afrique en général.

Pouvez-vous nous parler des principales activités qu'Imperatus Energy mène actuellement au Congo, quel est votre positionnement dans le secteur pétrolier et gazier ? Et comment ces initiatives s'inscrivent-elles dans votre stratégie globale pour la sous-région, en particulier en Afrique centrale ?

Au Congo, nous concentrons nos efforts sur plusieurs activités clés : l'approvisionnement des produits pétroliers raffinés, des gaz associés et du GNL, ainsi que sur l'exportation de pétrole brut et de produits dérivés. Notre positionnement repose sur une approche de proximité, en collaborant étroitement avec les opérateurs locaux tout en apportant notre expertise internationale. Ces initiatives s'intègrent dans notre stratégie globale de création d'un hub énergétique en Afrique centrale, en misant sur l'optimisation des chaînes d'approvisionnement et le développement d'infrastructures adaptées aux besoins de la région, à partir du Congo.

Comment comptez-vous vous différencier par rapport à la concurrence présente ?

Nous nous distinguons par notre capacité à proposer des solutions sur mesure, adaptées aux spécificités du marché local, tout en respectant les standards internationaux. Notre équipe dispose d'une expertise approfondie du marché africain et international, ce qui nous permet d'anticiper les besoins de nos partenaires et d'offrir des services fiables

et flexibles. De plus, nous investissons dans des technologies avancées et des partenariats pour optimiser la logistique et garantir des livraisons ponctuelles. Enfin, nous mettons un point d'honneur à construire des collaborations solides basées sur la transparence et la confiance, ce qui nous permet de créer de la valeur à long terme.

AMBITIONS AU CONGO ET EN AFRIQUE CENTRALE

Quelles sont vos ambitions à long terme pour renforcer votre présence dans le secteur énergétique au Congo et en Afrique centrale, et quels projets structurants prévoyez-vous dans ces régions ?

Nos ambitions à long terme sont de positionner Imperatus Energy comme un acteur clé du secteur énergétique en Afrique. Nous souhaitons participer activement au développement économique de la région en renforçant les chaînes d'approvisionnement locales, en modernisant les infrastructures et en soutenant la transition énergétique. Parmi les projets structurants, nous envisageons de développer des terminaux de stockage (pétroliers et gaziers), et des solutions logistiques avancées pour améliorer l'accès à l'énergie. Nous explorons également des projets dans les énergies renouvelables pour diversifier notre portefeuille et accompagner la région dans sa transition énergétique à moyen et long terme.

Comment collaborez-vous avec les sociétés pétrolières présentes au Congo et dans la région pour développer vos acquis et ainsi accélérer la transition énergétique tout en tirant parti des infrastructures existantes ?

Nous collaborons étroitement avec les sociétés pétrolières locales et internationales présentes au Congo et dans la région pour maximiser d'une part l'utilisation des infrastructures existantes, comme les pipelines, les terminaux et les installations de stockage et d'autre part, nous proposons nos services de trading. Ces collaborations nous permettent d'optimiser les ressources, de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité des opérations. Par ailleurs, nous échangeons régulièrement sur les bonnes pratiques pour intégrer des solutions plus durables, notamment l'utilisation des gaz associés et du GNL, essentiels pour accélérer la transition énergétique dans la région. Notre approche collaborative est axée sur la création de synergies pour favoriser une croissance mutuelle et durable tout en renforçant la résilience du secteur énergétique régional.

AXES DE DÉVELOPPEMENT

Quels sont les axes stratégiques clés pour le développement d'Imperatus Energy en Afrique centrale, notamment en termes de partenariats industriels, de technologies ou de diversification des solutions énergétiques ? Vos perspectives de développement pour les 5 prochaines années ?

NOS AXES STRATÉGIQUES CLÉS INCLUENT :

Renforcement des partenariats industriels : Nous collaborons avec des acteurs locaux et internationaux pour assurer une chaîne d'approvisionnement fiable, efficace et résiliente.

Investissement dans les technologies : Nous misons sur l'intégration des solutions logistiques avancées (stockage flottant) pour optimiser nos opérations, améliorer la gestion des flux énergétiques et renforcer notre compétitivité sur les marchés locaux et internationaux.

Diversification des solutions énergétiques : Nous nous projetons dans le développement d'énergies renouvelables et de technologies à faible émission de carbone pour accompagner la transition énergétique de la région.

Sur les cinq prochaines années, nous prévoyons une croissance significative de nos parts de marché en Afrique centrale, avec le lancement de nouveaux projets d'infrastructure, le renforcement de nos capacités de stockage et de distribution, et l'élargissement de nos activités vers des secteurs comme le solaire, l'éolien et dans l'amont pétrolier. Notre objectif est de devenir un catalyseur clé du développement énergétique durable dans la région. En combinant ces axes stratégiques, IMPERATUS ENERGY se positionne comme un partenaire de choix pour accompagner la croissance énergétique de l'Afrique Centrale tout en favorisant une transition énergétique responsable, juste et équitable.



Centrale Électrique du Congo

L'énergie essence du développement

Inaugurée le 23 novembre 2011, La Centrale Électrique du Congo (CEC SA) est un producteur d'électricité indépendante opérant avec trois turbine à gaz en cycle ouvert d'une capacité totale de 484 MW.

La CEC contribue à plus de 70% de l'électricité produite en République du Congo, avec une fiabilité au-dessus de 97%, elle est alimentée par le gaz provenant du champ gazier Marine XII.

La CEC prévoit d'accroître sa capacité de production avec l'installation de turbines supplémentaires et de turbine au cycle combiné qui pourront porter sa puissance jusqu'à environ 1GW.

GT2 : 157 MW

GT1 : 157 MW

GT3 : 170 MW

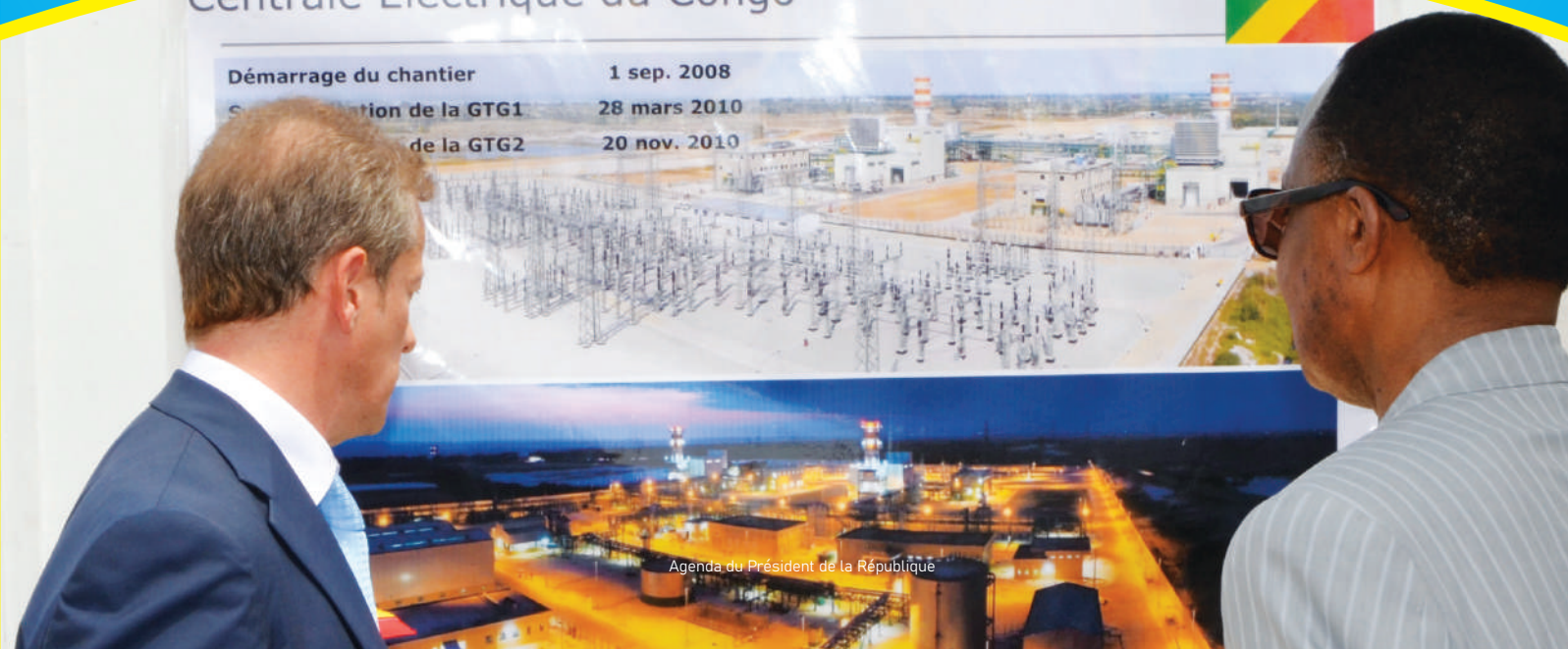


La CEC SA 1ère entreprise du secteur au Congo à être certifiée **ISO 14001** dans sa nouvelle version 2015 depuis le mois de mai 2017, faisant de la protection de l'environnement une priorité. L'obtention de cette certification a permis

d'améliorer de manière significative nos impacts sur l'environnement : Reduction des rejets atmosphériques grâce à l'action du mode **PREMIX**, rationalisation de la gestion des déchets.

Centrale Electrique du Congo

Démarrage du chantier	1 sep. 2008
Commissioning de la GTG1	28 mars 2010
Commissioning de la GTG2	20 nov. 2010





PETRO CONGO

un partenaire pétrolier
engagé dans
le développement
du Congo



petrocongogroup.com

Agenda du Président de la République

P E R E N C O
C O N G O



C O N G O R E P



www.perenco.com

Agenda du Président de la République



Présent depuis 2001 en République du Congo, Perenco est un producteur indépendant d'hydrocarbures qui intervient sur l'ensemble du cycle de vie des projets, de l'exploration au démantèlement, grâce à des compétences internalisées couvrant l'ensemble des métiers de l'amont pétrolier. Expert reconnu dans l'optimisation des champs matures et le développement des champs marginaux, sa production s'élève à 90 000 bopd par jour (2023). Acteur ambitieux et responsable dans le paysage pétrolier congolais, ses collaborateurs déploient une polyvalence et un véritable savoir-faire technique afin d'accompagner l'essor économique et social de la République du Congo dans le respect de l'environnement.



SUCCÈS OPÉRATIONNELS ET INNOVATIONS

De belles réussites opérationnelles et géosciences ont marqué l'année 2024, comme les différentes campagnes de forages réalisées avec succès et l'arrivée de la plateforme *Tchendo 2*, qui garantit désormais l'indépendance énergétique de la filiale.

PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ

La sécurité, priorité absolue du groupe Perenco, est au cœur de son engagement quotidien pour offrir à tous ses collaborateurs un environnement de travail sûr et sain. Fidèles au principe d'amélioration continue, Perenco met tout en œuvre pour progresser chaque jour dans ce domaine.

FORMATION ET JEUNESSE

Le personnel de Perenco est sa première force, sa singularité, et la valeur ajoutée grâce à laquelle ses activités sont un succès. Le Groupe croit beaucoup à la formation de ses équipes, c'est pour cela que les équipes des Ressources humaines travaillent pour proposer, chaque jour, un environnement de travail stimulant, mais aussi des formations et des opportunités de montée en compétence.

On ne peut évoquer la formation sans évoquer la jeunesse, l'avenir d'une nation. Perenco au Congo collabore avec la République pour faciliter l'insertion professionnelle et socio-économique des jeunes congolais. Depuis 2023, Perenco au Congo a scellé des partenariats avec trois établissements scolaires de la République : les universités Marien NGOUABI, Denis SASSOU NGUESSO et le lycée d'Excellence Denis SASSOU NGUESSO de Mbounda à Dolisie. En parallèle, un partenariat a également été signé avec

le FONEA. Sans oublier les bourses sociales et d'excellence attribuées à un certain nombre d'étudiants sur la base de critères prédéfinis. Enfin, le programme *Mbuma* a démarré au cours de cette année, avec une promotion de douze ingénieurs intégrés au sein des équipes de Pointe-Noire. *Mbuma* vise à former des ingénieurs diplômés dans différents domaines opérationnels. Le programme propose des formations spécifiques à leurs qualifications et permet de répondre de manière particulière aux besoins internes de recrutement.

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE)

Les objectifs du groupe Perenco en matière de RSE sont clairs : une contribution à un développement local, durable ; l'amélioration des conditions de vie des populations et la protection de notre environnement. Le Groupe croit fermement que le développement économique doit aller de pair avec la responsabilité sociale et environnementale. De ce fait, Perenco multiplie les projets et démontre ainsi son engagement auprès des pays dans lesquels il est implanté.

AU CONGO, DE GRANDES RÉALISATIONS ONT MARQUÉ L'ANNÉE, PARMİ LESQUELLES :

- La pisciculture, pour le développement de la filière piscicole dans la région du Kouilou.
 - Les écoles paramédicales du Congo, au sein desquelles Perenco soutient la formation d'étudiants avec la fourniture de matériel paramédical et la formation des formateurs.
 - Le partenariat avec l'ASLAV, par lequel Perenco contribue à la distribution de médicaments et la réhabilitation de centres de santé.
 - Les multiples engagements du Groupe en matière de santé, comme le laboratoire Perenco, qui soutient les acteurs de la santé au niveau local et qui a notamment pratiqué plus de 6000 dépistages de maladies depuis mars 2023.
- 2024 a également été marquée par de beaux projets sociaux, comme la construction du CSI de Yanga, où Madame Antoinette SASSOU NGUESSO était présente lors de l'inauguration.

SPORT ET CULTURE

Le groupe Perenco est aussi fortement engagé dans la pratique et la promotion du sport pour ses employés, et plus largement, pour les populations locales, en sponsorisant des événements sportifs à grand impact. Le *RAID*, mobilise des milliers de coureurs tous les ans depuis sa création. Le *Run in Pointe-Noire*, dont la première édition a eu lieu fin octobre 2024, a mobilisé plus de 6000 coureurs, toutes catégories confondues. A plus petite échelle, Perenco au Congo soutient des associations sportives, mais aussi des particuliers dans l'exercice de leur passion sportive. En République du Congo, Perenco Congo et Congorep continuent d'incarner une vision ambitieuse et responsable du développement énergétique.

Animés par l'innovation, la solidarité et un profond respect pour nos collaborateurs et l'environnement, nous nous engageons à relever les défis de demain tout en contribuant à l'essor économique et social du pays. Ensemble, grâce à notre passion, notre expertise et nos partenariats, nous construisons un avenir durable, où chaque projet reflète nos valeurs et notre ambition de laisser une empreinte positive et pérenne.





LUKOIL est une société privée de production de pétrole et de gaz qui exerce ses activités dans les secteurs amont, intermédiaire et aval. La société produit environ 1,8 million de barils de pétrole et 95 millions de mètres cubes de gaz par jour et raffine 60 millions de tonnes de pétrole par an. La société LUKOIL met en œuvre des initiatives environnementales visant à réduire son empreinte carbone et à préserver la biodiversité, notamment des projets d'utilisation de gaz associé et de sources d'énergie renouvelables. L'entreprise est présente dans plus de 30 pays (de l'Amérique du Nord au Proche-Orient).

Depuis 2019, la société LUKOIL est présente en République du Congo et participe au développement du bloc Marine XII avec ses partenaires, les sociétés « Eni Congo et la SNPC », y compris la réalisation du projet GNL, dont le volume de production de GNL devrait atteindre 3 millions de tonnes par an à partir de 2026.



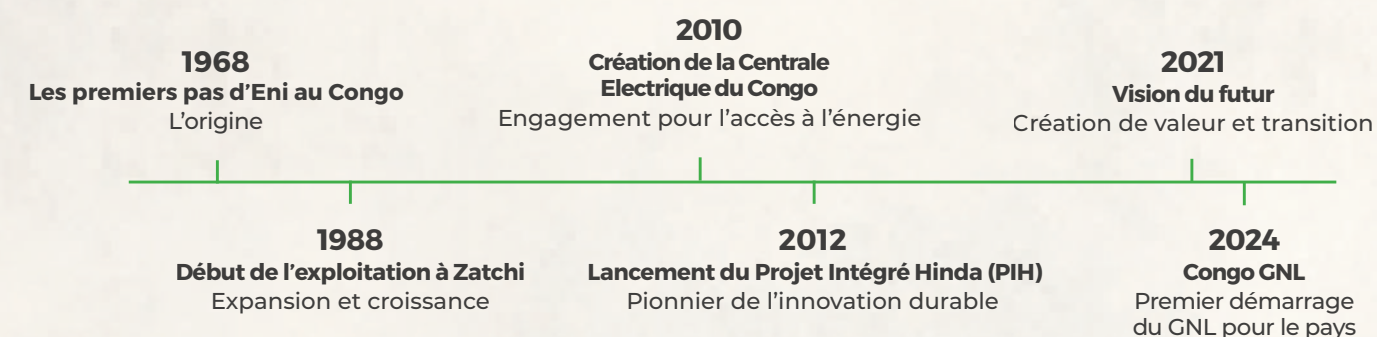
Always moving forward!

Agenda du Président de la République



Eni Congo 56 ans

**d'innovation énergétique et
d'engagement pour un développement
plus durable et responsable, sur les plans
environnemental, économique et social.**



DE DIFFÉRENTES ÉNERGIES, UNE ÉNERGIE UNIQUE.

Agenda du Président de la République

INTERVIEW



Jean-Baptiste BARAY
Directeur Général
Dietsmann Congo

Implantation et rôle au Congo : Quelle est l'ampleur des opérations de Dietsmann au Congo, et quels secteurs d'activité sont principalement concernés ?

Nous sommes actifs au Congo depuis les années 1970 et implantés durablement à Pointe Noire depuis 1986. Nos premières activités dans le pays ont été des travaux de construction en électricité et instrumentation sur le terminal pétrolier de Djeno. Nous avons ensuite été attributaires d'autres projets de construction, toujours dans le secteur pétrolier, avant d'étendre nos activités à la maintenance globale de sites de production d'énergie qui est aujourd'hui notre cœur de métier.

Nos principaux clients au Congo sont les opérateurs de production pétrolière et gazière ainsi que la Centrale Electrique du Congo. Nous opérons et entretenons les sites de production de nos clients afin qu'ils fonctionnent en toute sécurité, de manière efficace et à moindre coût. Nous les accompagnons sur toute la durée de vie de leurs installations et leur proposons l'ensemble des services développés au sein du groupe Dietsmann :

- Ingénierie et travaux de construction en électricité, instrumentation, automatismes et climatisation,
- Ingénierie de maintenance et d'inspection,
- Opérations et maintenance,
- Assistance technique, formation et gestion des compétences.

Depuis quelques années les nouvelles technologies ont pris une importance capitale dans notre offre de services notamment au travers du concept de Maintenance 4.0 développé par Dietsmann. Concrètement cela se traduit par l'utilisation de robots pour des missions d'inspection ou par l'utilisation de l'Intelligence Artificielle visant à développer des solutions de Maintenance Prédictive.

Projets phares : Pouvez-vous nous parler des projets majeurs que Dietsmann a menés ou soutient actuellement au Congo ?

Parmi les projets majeurs menés par Dietsmann au Congo nous pouvons citer :

- Le contrat de maintenance globale des installations de TotalEnergies EP Congo. Depuis 2004 nous maintenons les équipements de surface des sites Offshore et Onshore opérés par TotalEnergies EP Congo contribuant ainsi à l'optimisation de la production du pétrole Congolais et au maintien de l'intégrité des installations de notre client.
- Le contrat d'Opération et Maintenance de la Centrale Electrique du Congo. Depuis 2011 nous opérons et maintenons les installations de la Centrale Electrique du Congo qui fournit 70% de l'électricité distribuée au Congo. L'investissement sans faille de nos équipes sur site permet de garantir un taux de disponibilité des turbines à gaz de la centrale supérieur à 97%.
- Les travaux en électricité et instrumentation de la station de traitement gaz OPT Litchendjili dans le cadre du projet ENI Congo LNG

Nous sommes fiers d'avoir participé en 2023 et 2024 à la construction de ce nouveau site industriel capital pour le développement du marché gazier au Congo.

Projets phares : Pouvez-vous nous parler des projets majeurs que Dietsmann a menés ou soutient actuellement au Congo ?

Parmi les projets majeurs menés par Dietsmann au Congo nous pouvons citer :

- Le contrat de maintenance globale des installations de TotalEnergies EP Congo.

Depuis 2004 nous maintenons les équipements de surface des sites Offshore et Onshore

opérés par TotalEnergies EP Congo contribuant ainsi à l'optimisation de la production du pétrole Congolais et au maintien de l'intégrité des installations de notre client.

- Le contrat d'Opération et Maintenance de la Centrale Electrique du Congo.

Depuis 2011 nous opérons et maintenons les installations de la Centrale Electrique du Congo qui fournit 70% de l'électricité distribuée au Congo. L'investissement sans faille de nos équipes sur site permet de garantir un taux de disponibilité des turbines à gaz de la centrale supérieur à 97%.

- Les travaux en électricité et instrumentation de la station de traitement gaz OPT Litchendjili dans le cadre du projet ENI Congo LNG

Nous sommes fiers d'avoir participé en 2023 et 2024 à la construction de ce nouveau site industriel capital pour le développement du marché gazier au Congo.

Formation et impact local : Quelles initiatives Dietsmann met-il en place pour former les talents locaux et contribuer à l'économie congolaise ?

Nous employons actuellement au Congo de manière directe ou indirecte environ 800 personnes dont 90% de Congolais. Tous bénéficient dans le cadre de leur travail de programmes de formation qui s'articulent autour de deux axes principaux :

- Qualité Hygiène Sécurité Environnement

La sécurité des travailleurs est notre priorité et celle de nos clients. Nous mettons tout en œuvre pour protéger nos employés en veillant à ce qu'ils disposent des bons outils et des connaissances nécessaires pour assurer leur propre sécurité, ainsi que celle d'autrui.

- Technique

Nous garantissons à nos employés un programme de formation technique continue en agissant aussi bien sur les connaissances théoriques que sur les savoir-faire pratiques. Notre programme interne de formation technique (TACT) est en place depuis 2008 et permet d'aligner les aptitudes du personnel aux exigences techniques qu'imposent leurs fonctions.

Au-delà de la formation de nos employés, nous avons développé des partenariats avec des organismes de formation locaux. Nous accueillons ainsi chaque année en stage des apprenants de l'école d'ingénieurs Ucac-Icam et du centre de formation professionnelle Don Bosco.

Nous avons également intégré une démarche de contenu local dans notre politique achats visant à favoriser les fournisseurs de biens et de services Congolais.

Environnement et développement durable : Comment Dietsmann intègre-t-il des pratiques respectueuses de l'environnement dans ses activités au Congo, notamment dans le secteur énergétique ?

Dans le cadre de sa politique « Environnementale, Sociale & Gouvernance » le groupe Dietsmann s'est engagé à réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), en atteignant la neutralité carbone sur ses activités d'ici 2040.

Au Congo cela se traduit par des actions menées conjointement avec nos clients opérateurs pétroliers pour réduire le torchage du gaz et limiter les fuites de gaz dans le processus de production de pétrole. Nous travaillons aussi avec la Centrale Electrique du Congo pour améliorer le rendement des turbines à gaz produisant l'électricité.

En interne nous menons également des actions visant à limiter notre empreinte carbone au Congo parmi lesquelles :

- L'utilisation des nouvelles technologies pour développer la formation et le support technique à distance et ainsi limiter les déplacements,
- Le remplacement des éclairages d'ancienne génération par des éclairages LED basse consommation,
- Le remplacement du gaz frigorigène des climatiseurs par un gaz moins nocif pour l'environnement et offrant un meilleur rendement énergétique,
- La mise en place de tri des déchets et le partenariat avec la société Congo-Plast pour le recyclage et la valorisation de ces déchets,
- Le soutien de l'association Renatura pour des actions d'éducation et de sensibilisation à l'environnement.



OPTIMIZING THE OPERATION & MAINTENANCE OF THE WORLD'S ENERGY PRODUCING INDUSTRIES

Follow us: [in](#) Dietsmann
www.dietsmann.com

Dietsmann est spécialisé en opération et maintenance (O&M) de centrales de production dans les industries de l'énergie. Depuis plus de 45 ans, l'entreprise opère et fournit des services de maintenance à des centaines d'installations de production à travers le monde et met en application les méthodes opérationnelles et les technologies de maintenance les plus efficaces. Dietsmann place l'innovation au cœur de ses activités en intégrant les nouvelles technologies dans son fonctionnement quotidien. Grâce à des investissements importants en Recherche et Développement, l'entreprise accélère la transition vers une maintenance digitalisée et intelligente. Avec un focus sur la robotique, la digitalisation et l'analyse des données, elle s'impose comme un acteur clé de la MAINTENANCE 4.0.

DES SOLUTIONS DE MAINTENANCE INTELLIGENTES POUR LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION CONTINUE





André COLLET
Directeur Général BCI

Rôle dans le développement économique

Quelles sont les principales actions que la BCI Congo entreprend pour soutenir la croissance économique et le développement des secteurs clés de l'économie congolaise ?

La BCI est un acteur clé de l'économie congolaise en sa qualité de créatrice de solution financière. Les parts de marché engrangées dans l'octroi des crédits aux particuliers, notamment sur les volets consommation, équipement et immobilier, démontrent bien son positionnement et son apport significatif auprès des ménages et des classes moyennes. A côté du marché des particuliers, notre institution accompagne de manière significative, les Grandes Entreprises, les PME-PMI performantes. Fort de son expertise, la BCI s'ouvre au secteur institutionnel et s'emploie à accompagner les nouveaux sous-segments des professionnels, de la Très Petite Entreprise (TPE) ainsi que la clientèle associative qui constituent des niches d'opportunités dans le cadre de la bataille pour la bancarisation. Des campagnes d'ouverture de compte épargne à l'attention des professions libérales à taux attractif, accompagnées de l'initiative « Save & Win », sont en cours de lancement tout comme la mise en marché de l'offre « PRO CROISSANCE » et des packs associés en soutien à ces nouveaux segments de marché vecteurs de croissance. Cette dynamique est appelée se prolonger à moyen et long terme avec l'adressage projetée des acteurs de l'économie informelle et solidaire (artisans, petits commerçants) qui échappent encore au circuit bancaire, afin de les accompagner dans la formalisation tant souhaitée par les pouvoirs

publics. Des réflexions, démarches et actions sont en cours de formalisation avec les ministères en charge de l'industrie et de la promotion du secteur privé, des PME et artisanat ou encore de l'économie solidaire et informelle sont en cours, à l'instar des contacts engagés avec l'Agence de Promotion des Investissements (API-Congo), les Fonds de Garanties au niveau local et continental (FIGA, FSA, FAGACE) en ce qui concerne la couverture des risques financiers et opérationnels et bien d'autres structures et agences gouvernementales et/ou internationales. Les diasporas ne sont pas en marge de la stratégie de conquête engagée par la BCI avec l'accompagnement du Groupe BCP, afin de les rendre beaucoup plus dynamiques et impliquées dans le développement économique national.

Parallèlement nous intervenons également dans des financements syndiqués en pool bancaire ainsi que dans le financement de projets structurants d'envergure nationale. Cas de la participation de la BCI à de grosses opérations financières dont la dernière est l'accompagnement des opérateurs de télécommunications dans le déploiement du réseau 5 G. La digitalisation des services et des processus ne demeure pas en marge des actions majeures menées par notre banque en réponse aux valeurs cibles de Performance et d'Innovation chères au Groupe Banque Centrale Populaire (BCP) notre maison mère.

Appui aux petites et moyennes entreprises (PME)

Les PME représentent une part importante du tissu économique congolais. Quels outils ou services spécifiques propose la BCI pour accompagner leur développement et faciliter leur accès au financement ?

La BCI est l'une des banques qui finance les opérateurs économiques privés du Congo. Elle fait à cet effet partie du Top 4 en terme de parts de marché sur ce segment. Nous participons aux projets structurants pour le pays dans les secteurs clés du développement économique à savoir : Télécommunications, Energie, Industrie, Commerce et Distribution, Transport et Logistique, BTP, Agriculture et Elevage, Bois et dérivés, ... pour ne citer que ceux-là. Ces projets sont stratégiques, créateurs d'emploi et générateurs de recettes fiscales et douanières pour le Congo. A côté des filiales

des grands groupes internationaux/firmes internationales, ou des grandes entreprises publiques ou paraétatiques, se trouve un tissu intermédiaire de PME-PMI et d'entreprises de type Mid-Market qui opèrent en appui et/ou en sous-traitance et qui bénéficient de l'accompagnement financier de la BCI sous forme d'octroi de ligne de crédits, d'activité de conseil, d'ingénierie financière ou de mise à disposition des solutions digitales innovantes pour la gestion des opérations et des flux de paiements aussi bien au niveau national qu'international.

Transformation numérique

Dans un contexte de digitalisation croissante des services financiers, comment la BCI Congo se positionne-t-elle pour répondre aux nouvelles attentes des clients et améliorer leur expérience bancaire ?

L'une des valeurs de la BCI est « L'innovation ». C'est dans ce sens que depuis quelques années, notre institution bancaire a accéléré son programme de digitalisation des services financiers à travers des plateformes dotées de fonctionnalités à forte valeur ajoutée et répondant aux besoins des clients. Aussi, il sied de noter que la mise sur le marché des produits digitaux BCI de

référence, s'inscrit dans un processus d'amélioration continue en adéquation avec les exigences évolutives des technologies, de sécurité, de la réglementation et enfin par rapport aux nouveaux besoins de nos segments de clients particuliers, professionnels, entreprises et institutionnels.

Stratégie de proximité et d'inclusion

Quelles sont les initiatives de la BCI Congo pour élargir l'accès aux services bancaires, en particulier dans les zones rurales ou auprès des populations non bancarisées ?

Dans un contexte où l'inclusion financière est mise en lumière et portée par la banque centrale à travers l'ensemble des institutions de régulation qui gravitent autour de la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC), dont les initiatives et actions dans les pays membres de la CEMAC en général et le Congo en particulier n'est plus à démontrer, la BCI n'est pas restée en marge de ce mouvement qui vient renforcer le taux de bancarisation du Congo et favoriser la croissance de son économie aussi bien dans les zones urbaines que rurales. Pour ce faire, la BCI à travers le concept novateur d'Agency Banking s'emploie à élargir son réseau de distribution avec l'enrôlement des agences et points de ventes des partenaires : micro finances, sociétés de Mobile Money des opérateurs télécoms, lesquels sont densément implantés dans les coins les

plus reculés du territoire national. A côté des solutions digitales innovantes de monétique et de banque à distance que nous mettons à la disposition de nos clients de tout bord, particuliers comme entreprises, l'Agency banking permet à la BCI de faire bénéficier aux populations vivant dans les zones non couvertes ou desservies par des agences bancaires, les produits et services bancaires de base (retraits et versements d'espèces, collecte de dépôt, épargne, opérations de transfert d'argent, ...). Des partenariats sont en cours de formalisation et de déploiement en vue de mailler le territoire national en présence bancaire par le biais d'un réseau d'agents intermédiaires afin de davantage promouvoir l'une de nos valeurs à savoir la « Proximité » et être en phase avec notre signature « GRANDIR. ENSEMBLE ».



**ET SI VOS AMBITIONS DEVENAIENT
DES RÉALISATIONS CONCRÈTES ?**

SOLUTIONS DE FINANCEMENT

**FINANCEZ VOS AMBITIONS ET BOOSTEZ VOTRE
CROISSANCE AVEC NOS SOLUTIONS SUR MESURE**

DÉCOUVREZ LES SOLUTIONS **CASH MANAGEMENT** DU CRÉDIT DU CONGO.

● **BANQUE A DISTANCE**

■ Virements compte à compte ■ Virements CEMAC ■ Virements de masse,
■ Consultation de solde en temps réel ■ Editions des historiques des opérations ■ Edition des avis d'écritures
■ Swiftnet ■ E-relevés ■ Demande de chéquier...

● **SOLUTIONS DE PLACEMENT**

■ Dépôts à Terme Plus ■ Bons du Trésor ■ Obligations du Trésor ■ Emprunts obligataires ■ SICAV...

● **AUTRES SERVICES**

■ Ramassage de fonds ■ Scanners chèque ■ TPE dernière génération ■ Factoring...

● **CONSEILS EN CASH MANAGEMENT**

Nos conseillers en Cash Management sont disponibles pour vous accompagner avec des solutions sur mesure.

Vous souhaitez avoir plus d'infos ou prendre RDV avec l'un de nos conseillers ?
Appelez le Centre de Relation Clients au : **5554 / 06 704 51 67 / 06 704 51 68**
ou écrire à : **crc@creditducongo.com**

CRÉDIT DU CONGO

SOCIÉTÉ ANONYME AVEC C.A - CAPITAL 10.476.730.000 FCFA - RCCM CG-BZV-01-2002-B14-00024-NUI : M2006110000051122
SIEGE SOCIAL : AVENUE AMILCAR CABRAL-BRAZZAVILLE-REPUBLIQUE DU CONGO.

L'ARPCE, acteur majeur de la souveraineté numérique du Congo



Dans un monde où la maîtrise des infrastructures numériques dessine les contours de la puissance nationale, l'Agence de Régulation des Postes et des Communications Électroniques (ARPCE) du Congo s'impose comme le moteur de la transformation digitale du pays et le porte-étendard de l'expertise congolaise sur la scène continentale. Elle s'est forgée une réputation d'excellence qui transcende les frontières, attirant l'attention de ses homologues africains et des organisations internationales, témoignage éloquent d'un savoir-faire qui redéfinit les standards de la régulation numérique.

Au-delà du simple déploiement d'infrastructures, l'ARPCE mène une véritable stratégie de souveraineté technologique. Elle déploie un arsenal d'outils et de services dont l'excellence technique et la pertinence constituent les fondations d'une économie numérique robuste et autonome. Cette architecture complexe vise non seulement à combler le fossé numérique au sein de notre société, mais surtout à établir les bases d'une indépendance technologique durable, conformément aux missions stratégiques confiées par l'État et le cadre législatif national.

Notre ambition est clairement définie : propulser le Congo dans le cercle restreint des nations africaines qui excellent dans le domaine des Postes et des Communications Électroniques. Cette vision, loin d'être une simple déclaration d'intention, se matérialise à travers une succession d'initiatives stratégiques méticuleusement planifiées. Ainsi, en tant que bras technique de l'État, l'ARPCE façonne méthodiquement un environnement où l'innovation technologique est mise au service du développement et de la souveraineté nationale.

.Louis Marc SAKALA
Directeur Général ARPCE Congo

Agenda du Président de la République



Data center TIER 3+ de l'ARPCE mis en service le 28 février 2024, par Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République, Chef de l'État, au cours de la cérémonie de l'activation du câble 2 Africa de Meta couplée à l'inauguration de l'antenne départementale de l'ARPCE Pointe-Noire.

Des infrastructures de classe mondiale

Le Congo affirme sa position stratégique avec deux centres de données de nouvelle génération déployés par l'ARPCE : un datacenter TIER 2 à Brazzaville et un deuxième de type TIER 3+ à Pointe-Noire, qui compte parmi les plus performants d'Afrique. La connexion à deux câbles sous-marins, le WACS et 2Africa de Méta, fait du Congo un hub numérique incontournable dans la sous-région.



CGIX : L'autonomie des échanges numériques

Déployés à Brazzaville, Pointe-Noire et très bientôt à Oyo, les Points d'Échange Internet du Congo (CGIX) de l'ARPCE aident à fluidifier les échanges en local et permettent d'avoir un internet de qualité. Ces infrastructures de pointe renforcent la souveraineté numérique du Congo en réduisant sa dépendance vis-à-vis des infrastructures étrangères et les coûts des services de communications électroniques, tout en facilitant les investissements dans le secteur.



Une gestion performante des fréquences

Grâce à son Système de Gestion Automatisé du Spectre (SysGAS), l'ARPCE optimise la gestion du spectre de fréquences au Congo. Sa plateforme SPECTRA, conforme aux normes UIT, intègre les processus de planification, gestion et contrôle du spectre à travers des modules administratifs et techniques spécialisés.



Un contrôle optimal de la qualité

L'ARPCE assure un contrôle rigoureux des services (téléphonie mobile, internet, réseaux fixes, services postaux et transactions électroniques) via son Centre de supervision (NOC), doté de plateformes avancées (IMS, DMS, ADEV, TRVS). La plateforme QRAN surveille, en temps réel, la qualité des réseaux, permettant ainsi une supervision efficace du trafic, des revenus et des services des opérateurs.



La modernisation du système fiscal

Le Timbre Électronique, mis en place par l'ARPCE, est un dispositif électronique qui permet d'assurer une traçabilité, en temps réel, des taxes qui reviennent à l'État et d'augmenter son assiette fiscale, tout en garantissant une confiance numérique auprès des consommateurs.



Codification postale : Un territoire connecté et identifié

En établissant un système d'adressage moderne, l'ARPCE prépare, à travers son projet de codification postale, le terrain pour le développement du e-commerce et l'inclusion numérique de tous les citoyens, aligné sur les standards de l'Union Postale Universelle et les objectifs du Plan National de Développement 2022-2026.



Une plateforme financière innovante

Le Hub Numérique développé par l'ARPCE est un instrument stratégique de supervision des transactions électroniques. Il assure le contrôle des opérations financières digitales, du Mobile Money au secteur bancaire, permettant à l'État de sécuriser ses recettes et de lutter efficacement contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.



L'ARPCE à l'écoute de ses consommateurs

Conformément à sa mission de protection des consommateurs, l'ARPCE développe des solutions digitales innovantes : "LandaYango" révolutionne le suivi postal en temps réel et "Allo arpce" permet de suivre la qualité d'expériences des abonnés des réseaux mobiles. Son centre d'écoute des consommateurs, joignable gratuitement au 5050, facilite la résolution des différends restés en suspens entre consommateurs et opérateurs.

Agence de Régulation des Postes et des Communications Électroniques

OFFRE DE SERVICES



”

...il nous faut poursuivre les efforts en cours avec plus de détermination et d'intensité.

Pour consolider les initiatives amorcées en 2024 et les acquis enclenchés au bénéfice des jeunes, il est nécessaire d'inscrire dans le temps et d'amplifier, en 2025, notre action au profit de cette frange importante de la population...

SEM Denis SASSOU N'GUESSO
Président de la Rép. du CONGO

“

01 FORMATIONS

FORMATION QUALIFIANTE
Pour l'apprentissage d'un métier

FORMATION CONTINUE
Pour développer des compétences en phase avec les besoins de l'entreprise



02 FACILITATION À L'INSERTION
Afin de croître son employabilité par acquisition d'une expérience professionnelle



03 APPUI À LA PROMOTION D'ENTREPRISE
Afin de croître son employabilité par l'auto emploi, se mettre à son propre compte



04 ETUDES
Afin de croître son employabilité par acquisition d'une expérience professionnelle

Agenda du Président de la République

☎ 06 534 98 88 ☎ 06 870 45 14 📱 FONEA CONGO ✉ contact@fonea.cg



Mot du Directeur Général

Chers partenaires et chers jeunes,
Inspiré par l'appel du Chef de l'État et soutenu par les directives du ministre en charge de la Jeunesse et des Sports, de l'Éducation Civique, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi, l'année 2024 a marqué un tournant décisif pour la jeunesse congolaise. Porté par un engagement sans faille, le Fonds National d'Appui à l'Employabilité et de l'Apprentissage (FONEA) a multiplié les initiatives pour offrir aux jeunes des opportunités réelles de formation, d'apprentissage et d'insertion professionnelle.

À travers des programmes concrets et diversifiés, couvrant des domaines aussi variés que le numérique, l'artisanat, l'industrie ou encore l'agriculture, nous avons permis à plus de 6 000 jeunes d'acquérir des compétences solides et d'entrevoir un avenir professionnel prometteur. Nos partenariats avec le secteur privé et les organisations internationales ont renforcé cet élan, ouvrant la voie à de nouvelles perspectives.

L'année 2025 s'annonce encore plus ambitieuse, nous estimons atteindre 10 000 jeunes formés en diverses filières des métiers porteurs dans les secteurs viables tracés par le PND.

Notre offre de services est d'une part disponible à travers nos agences départementales (Brazzaville, Pointe-Noire, Kouilou, Sangha, Likouala, Bouenza, Niari, Lekoumou) et nous invitons le public à se rapprocher de nous pour en bénéficier. D'autre part, nous nous porterons vers eux grâce aux moyens mobiles et digitaux.

Nous poursuivons notre mission avec la ferme conviction que chaque jeune congolais mérite une chance d'épanouissement et de réussite.

Avec le FONEA, l'avenir commence ici !

Patrick Robert Ntsibat
Directeur Général

Agenda du Président de la République



Jean PINDA NIANGOUA

Directeur Général de l'Agence Congolaise pour l'Emploi (ACPE)



Quel bilan faites-vous des cinq dernières années de l'ACPE et comment ces acquis orientent-ils vos priorités actuelles ?

Au cours des cinq dernières années, l'ACPE a entrepris une transformation numérique de ses processus afin d'optimiser ses services d'intermédiation et de régulation du marché de l'emploi. En parallèle, nous avons modernisé et renforcé notre offre de services, tant pour les demandeurs d'emploi que pour les entreprises.

Dans cette dynamique, un réseau d'agences de proximité a été déployé sur l'ensemble du territoire national afin d'offrir un accompagnement plus efficace aux jeunes et de mieux répondre aux réalités locales. Nous avons également renforcé la centralité de l'offre d'emploi en lançant une plateforme interactive facilitant l'inscription des demandeurs et des entreprises, ainsi que la gestion d'une base de données opérationnelles et exploitables.

Ces avancées structurantes nous permettent aujourd'hui d'orienter nos priorités vers une modernisation continue de nos services, un accompagnement plus personnalisé des demandeurs d'emploi et une collaboration renforcée avec les entreprises pour favoriser une insertion massive et durable des jeunes dans le tissu économique.

Comment mettez-vous en œuvre la vision du Chef de l'État, qui a fait de la jeunesse une priorité nationale ?

L'ACPE s'inscrit pleinement dans la vision du Chef de l'État en mettant en place des actions concrètes pour l'insertion professionnelle des jeunes. Nous intensifions nos efforts de prospection d'emplois et d'identification des opportunités cachées afin d'élargir le champ des possibles pour les demandeurs d'emploi.

Par ailleurs, nous organisons des sessions d'orientation professionnelle dans les écoles et instituts de formation pour sensibiliser les jeunes aux métiers porteurs et aux compétences recherchées sur le marché du travail.

Un programme ambitieux de stages sera également lancé pour permettre aux primo-demandeurs d'acquérir une première expérience professionnelle, facilitant ainsi leur employabilité et leur insertion durable. Ces initiatives traduisent notre engagement à accompagner activement la jeunesse congolaise vers des emplois stables et de qualité, en droite ligne avec la volonté du Chef de l'État.

Comment évaluez-vous les progrès réalisés par l'ACPE et quelles leçons en tirez-vous pour l'avenir ?

Les avancées de l'ACPE sont significatives. La digitalisation des processus d'inscription, via une plateforme interactive et interopérable, a considérablement simplifié l'accès aux services de l'agence. L'accompagnement des demandeurs d'emploi s'est renforcé, avec des dispositifs plus adaptés à leurs besoins spécifiques.

Nous avons également noué des partenariats stratégiques avec les organisations patronales et les entreprises, facilitant ainsi l'ouverture de nouvelles opportunités d'emploi. De plus, la mise en place de centres d'orientation et d'information pour guider les jeunes dans leurs choix professionnels, ainsi que la création d'un bureau de liaison à Paris pour favoriser l'insertion des Congolais de la diaspora, comptent parmi nos réalisations majeures.

Quelles sont vos priorités depuis votre prise de fonctions en juin 2024 ?

Mes priorités pour 2025 s'articulent autour de plusieurs axes stratégiques :

- Digitalisation complète des processus de l'ACPE pour moderniser et fluidifier nos services,
- Renforcement des agences locales et départementales pour assurer une couverture territoriale optimale et un accompagnement de proximité,
- Contrôle accru de la conformité des emplois, notamment par la mise en place de contrats de compagnonnage pour favoriser l'intégration des Congolais aux postes occupés par des travailleurs étrangers,
- Développement d'une intermédiation active, avec des dispositifs innovants et un partenariat renforcé avec les acteurs du marché de l'emploi.
- Intensification des visites d'entreprises, afin d'accroître le placement des jeunes, en ciblant les secteurs d'avenir.

Quelles stratégies mettez-vous en place pour moderniser l'ACPE et accroître son impact sur le marché de l'emploi congolais ?

Pour moderniser l'ACPE et maximiser son impact, nous misons sur :

- L'investissement dans des plateformes numériques interactives, facilitant les interactions entre les demandeurs d'emploi, les entreprises et l'ACPE.

- L'amélioration des services de conseil et d'accompagnement, en les adaptant aux exigences du marché du travail ;
- Le renforcement des compétences des conseillers emploi et relation entreprise, à travers des formations ciblées,
- L'amélioration des conditions de travail au sein des agences, pour garantir un service plus efficace et réactif,
- Une prospection proactive des opportunités d'emploi, avec un objectif de créer plus de 2 500 offres d'emploi et de placer au moins 2 300 demandeurs en 2025.

Quels sont les principaux défis de l'ACPE et comment comptez-vous les relever ?

Nous devons relever plusieurs défis majeurs :

- L'opérationnalisation complète du réseau d'agences et du bureau de liaison à Paris, afin d'assurer une couverture efficace du territoire national et de répondre aux besoins des Congolais de l'étranger.
- L'augmentation du taux de placement des jeunes, grâce à une diversification des opportunités et une meilleure adéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché.
- La révision du cadre réglementaire du secteur de l'emploi, notamment la revalorisation des frais de visa pour les travailleurs étrangers, afin d'encourager l'embauche des nationaux et de renforcer la régulation du marché du travail.

Nous sommes pleinement engagés à relever ces défis avec pragmatisme et détermination, afin de faire de l'ACPE un acteur central et incontournable de l'emploi au Congo.





WINGWAH

En tant que filiale du prestigieux groupe chinois Southernpec, nous sommes fiers de jouer un rôle majeur dans le développement énergétique de la République du Congo.

Depuis son implantation en 2016, Wing Wah E&P s'est affirmée comme un partenaire stratégique dans le développement du secteur énergétique national.

Reconnue pour son expertise, notre entreprise s'engage à fournir des solutions énergétiques sûres, fiables et durables.

Reposant sur des valeurs de durabilité, d'innovation et de responsabilité, nous combinons expertise technique et vision stratégique pour répondre aux besoins croissants en énergie, tout en respectant les normes internationales.



CE QUE NOUS FAISONS



PRODUCTION
PÉTROLIÈRE



PRODUCTION
GAZIÈRE



PRODUCTION
ÉLECTRIQUE



PRODUITS
DÉRIVÉS

Agenda du Président de la République

5 avenue Stéphane Tchitchelle, Centre-ville, Pointe-Noire

courrier@wingwahep.com



WINGWAH

“ Notre ambition est de contribuer à la transformation du potentiel énergétique de la République du Congo en une richesse durable, au bénéfice de ses populations et de l'économie mondiale. ”

XIAO Liangping

Administrateur Général de Wing Wah E&P



QU'EST-CE QUI A MOTIVÉ WING WAH À LANCER LE PROJET DE VALORISATION DU GAZ ASSOCIÉ?

Le projet de valorisation du gaz associé est une réponse directe à l'appel de Son Excellence Denis Sassou Nguesso visant à réduire les émissions de carbone, à prévenir le réchauffement climatique et à se conformer à la réglementation sur le torchage.

Ce projet témoigne de notre engagement à transformer un défi environnemental en opportunité économique. Initié en 2023 dans le cadre du permis Banga Kayo, il vise à valoriser le gaz associé en produits tels que le GPL, le GNL et le polypropylène. La phase I est achevée et les phases II et III seront achevées d'ici 2025.

Nous espérons ainsi poser les bases d'une industrie énergétique durable, au service du Congo et de ses ambitions climatiques.

QUELLE EST L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE DU PROJET DE VALORISATION DU GAZ ASSOCIÉ?

Ce projet est crucial pour l'énergie, l'économie, l'environnement et les communautés. En exploitant efficacement le gaz associé, nous augmentons l'offre énergétique tout en limitant l'impact écologique des activités pétrolières. Cela contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre et renforce l'engagement du Congo dans la lutte contre le changement climatique.

Sur le plan économique, ce projet génère des revenus à travers la production de GPL et d'autres produits dérivés, tout en réduisant la dépendance aux importations.

Sur le plan social, il crée des emplois et favorise le développement des compétences locales. Ce projet n'est pas seulement une innovation technologique, mais une véritable avancée pour un avenir énergétique durable et inclusif.

QUELLES SONT LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE WING WAH POUR 2025?

En 2025, Wing Wah E&P concentrera ses efforts sur la stabilisation et l'augmentation de la production de pétrole brut du champ Banga Kayo tout en poursuivant nos investissements dans le projet de valorisation du gaz associé. Ce projet reste central pour améliorer l'efficacité énergétique et réduire l'impact environnemental.

Par ailleurs, le développement du permis Holmoni dans le département du Kouilou offrira de nouvelles opportunités pour l'industrie énergétique congolaise.





www.fasuce.cg

FONDS POUR L'ACCÈS ET LE SERVICE UNIVERSELS DES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

FASUCE : CATALYSEUR DE PROGRÈS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL POUR NOS TERRITOIRES



Luc MISSIDIMBAZI
Président du Comité
du Fonds

Co-construire
un Congo
connecté et
inclusif

Le FASUCE incarne la vision de Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République, Chef de l'État, d'un Congo résolument tourné vers l'avenir numérique. Inscrite pleinement dans les douze batailles du programme gouvernemental porté par le Premier Ministre, Chef du gouvernement, Anatole Collinet MAKOSSO, la mission du FASUCE se déploie à travers une stratégie axée sur trois piliers essentiels : l'accès universel aux services de communications électroniques pour les communautés rurales, le développement de contenus numériques locaux et le renforcement des capacités en matière de TIC. Depuis 2020, nous démontrons, à travers nos réalisations, qu'une société congolaise

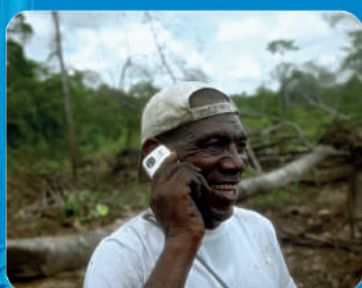
numérique inclusive est possible.

Nos résultats parlent d'eux-mêmes avec plus de 330 000 Congolais désormais connectés. Cette révolution numérique dépasse la simple connectivité ; elle est un catalyseur de progrès économique et social pour nos territoires. Notre ambition, qui épouse parfaitement les hautes instructions du Chef de l'État, qui est d'arrimer le Congo à l'économie numérique, est de faire de notre pays une référence continentale, voire mondiale, en matière de service universel.

Je tiens à remercier les techniciens de l'organe de gestion du FASUCE, l'ARPCE, pour leur abnégation et leur efficacité dans la réalisation des objectifs du fonds.

DES AMBITIONS CITOYENNES POUR L'EXERCICE 2024-2025

- Connecter 44 nouvelles zones rurales ;
- Doter 4 nouveaux lycées de salles multimédia : Abala, Mindouli, Mossaka et Owando ;
- Connecter 45 303 Congolais supplémentaires, déjà 19 498 citoyens sont connectés ;
- Migrer progressivement les sites vers la 3G et la 4G.



L'IMPACT DU FASUCE SUR LE TERRAIN

- Désenclavement numérique de zones rurales éloignées et difficiles d'accès ;
- Accès aux services voix, données, SMS, USSD et internet ;
- Contribution à l'amélioration de l'accès à l'éducation grâce aux salles multimédias ultramodernes ;
- Développement des économies locales grâce aux services financiers numériques ;
- Renforcement de la sécurité territoriale et sécurisation des informations.

NOUS TRAVAILLONS À RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE POUR UNE SOCIÉTÉ
CONGOLAISE PLUS INCLUSIVE, PLUS ÉDUQUÉE ET PLUS PROSPÈRE

Agenda du Président de la République

LES SALLES MULTIMÉDIA FASUCE DES ESPACES D'APPRENTISSAGE POUR UNE JEUNESSE DÉCOMPLEXÉE FACE AUX DÉFIS DU NUMÉRIQUE



Louis-Marc SAKALA,
Secrétaire du Fonds,
Directeur Général de l'ARPCE,
Organe de gestion du FASUCE

Le FASUCE
améliore le
quotidien des
Congolais

Initié par le Président de la République, Chef de l'État, Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso, le FASUCE constitue aujourd'hui une réponse concrète aux défis de la fracture numérique. Face au problème crucial de couverture des zones rurales isolées et d'accès difficile, notre bilan démontre la pertinence de cette initiative présidentielle : en quatre ans d'activités, 187 localités connectées, 23 établissements scolaires et universitaires dotés de salles multimédias ultramodernes connectées à internet haut débit avec une bibliothèque virtuelle de plus de 50 000 ouvrages. Cette politique d'inclusion numérique permet désormais aux communautés rurales et aux couches défavorisées de la population de bénéficier des mêmes opportunités que leurs concitoyens des zones urbaines.

Pour l'exercice 2024-2025, nous poursuivons cette dynamique avec le déploiement de la connexion dans 44 nouvelles zones rurales et l'équipement de quatre

lycées supplémentaires. Au-delà des chiffres, c'est la transformation quotidienne que nous observons dans les localités où nous mettons en œuvre les activités du FASUCE qui nous motive : l'émergence d'une économie numérique locale, la multiplication des services financiers numériques et l'accès à l'éducation numérique pour notre jeunesse.

Tous ces résultats sont le fruit d'une parfaite collaboration entre l'ARPCE et les opérateurs qui ne ménagent aucun effort pour la matérialisation des idéaux du FASUCE.

Ainsi, notre engagement est de garantir, grâce au leadership du gouvernement à travers notre ministère de tutelle, en charge des Postes et des Communications Électroniques, à chaque Congolais, quelle que soit sa localisation géographique et sa couche sociale, l'accès aux services de communications électroniques à des tarifs abordables et non discriminatoires.

DES RÉALISATIONS TRÈS ENCOURAGEANTES EN 4 ANS D'ACTIVITÉ


197
Sites déployés sur
l'ensemble du
territoire national


187
Localités
connectées dans
12 départements


Plus de
330 000
Congolais sortis des
zones blanches


23
Établissements scolaires
et universitaires dotés de
salles multimédias


Plus de
50 000
ouvrages disponibles
dans la bibliothèque
numérique FASUCE

Agenda du Président de la République

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)



Evariste Ondongo
Directeur Général
de la CNSS

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) est un établissement public à caractère social doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Elle est chargée de la gestion du régime de sécurité sociale des travailleurs relevant du code de travail.

Administrée par un conseil d'administration tripartite (trois représentants des organisations d'employeurs, deux représentants des travailleurs, un représentant des retraités et trois représentants de l'Etat), la CNSS est dirigée par un directeur général.



❖ QUE FAIT LA CNSS ?

La CNSS recouvre les cotisations sociales et sert les prestations dans les branches :

- ✓ risques professionnels (accidents du travail et maladies professionnelles)/ taux 2,25% ;
- ✓ prestations familiales/ taux 10,03% ;
- ✓ pensions / taux 12% (8% employeur et 4% salarié).

Au 31 décembre 2024, la CNSS s'est acquittée de toutes les prestations dues.

Pour 2025, la CNSS va continuer à jouer son rôle de pilier important de la lutte contre la pauvreté et de la paix sociale par le paiement régulier des prestations. Elle est un instrument de mise en œuvre de la politique sociale du Gouvernement.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'actions 2025, la CNSS va poursuivre :

- ✓ sa transformation numérique par la digitalisation des activités et l'amélioration de la qualité des services : la télédéclaration, la biométrie, la GED...
- ✓ sa politique de proximité qui permet aux assurés d'être plus proches du service public de sécurité sociale ;
- ✓ la promotion de la prévention des risques professionnels.

comdec.cnss@gmail.com
www.cnss.cg
+242 06 719 62 62



Maquette du futur siège de la CNSS

La CNSS est à :

- Brazzaville (direction générale, Agences du Centre-ville, de Baongo, de Moungali, de Talangaï)
- Kinkala dans le Pool
- Nkayi, Bouenza-Lékoumou
- Dolisie, Niari
- Pointe-Noire (Centre-ville, Rond-point Kassaï)
- Djambala, Plateaux
- Makoua, Oyo dans la Cuvette
- Eo, Cuvette Ouest
- Ouessou, Sangha
- Impfondo, Likouala

La CNSS, votre assurance aujourd'hui et demain !

182 / Boulevard Denis SASSOU NGUESSO
Brazzaville, République du Congo
Tel. : (+242) 06 6677011
Mail : comdec.cnss@gmail.com



Michel Djombo
Président du Conseil d'Administration

Pilier du développement du secteur privé congolais

UN ACTEUR ENGAGÉ POUR UN ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES FAVORABLE

UNICONGO est aujourd'hui l'organisation patronale la plus représentative du secteur privé congolais, rassemblant des entreprises de tous secteurs et de toutes tailles. Son rôle est central dans la structuration et le développement de l'économie du pays, car il permet d'assurer un dialogue constructif et efficace entre les acteurs économiques et les pouvoirs publics.

L'organisation s'est donnée pour mission de défendre les intérêts des entreprises, de promouvoir un cadre réglementaire et fiscal propice à la croissance et d'accompagner les entrepreneurs dans leurs défis quotidiens. Elle œuvre ainsi pour améliorer le climat des affaires, en travaillant à la simplification des démarches administratives, à l'allègement des contraintes fiscales et à l'amélioration de l'accès aux financements.

Concrètement, UNICONGO joue un rôle clé dans la formation et l'accompagnement des entrepreneurs, leur offrant des outils pratiques pour mieux structurer leurs entreprises, gérer leur fiscalité et accéder aux opportunités d'investissement. L'organisation s'emploie aussi à dynamiser des secteurs stratégiques pour le développement du Congo, notamment l'agriculture, les services pétroliers, l'industrie et les infrastructures.

UNICONGO ne se limite pas à un rôle institutionnel : il est aussi un catalyseur de collaborations et d'échanges. Chaque mois, des sessions de vulgarisation et des activités de réseautage sont organisées afin de permettre aux entreprises de mieux se connaître, d'échanger leurs



Assemblée Générale 2024

expériences, de partager des opportunités et de tisser des partenariats. Ces rencontres sont l'occasion pour les entrepreneurs d'élargir leur réseau, de découvrir de nouveaux marchés et de bâtir des collaborations durables.

Mais au-delà de son rôle de soutien direct aux entreprises, UNICONGO porte également la voix du secteur privé sur la scène nationale et internationale. À travers son engagement dans l'Alliance des Patronats Francophones, elle participe activement aux discussions économiques qui touchent l'ensemble de l'espace francophone, contribuant ainsi à la mise en place d'initiatives concrètes en faveur des entreprises congolaises.

LA COLLABORATION AVEC LES POUVOIRS PUBLICS POUR AMÉLIORER LE CLIMAT DES AFFAIRES

UNICONGO entretient un dialogue permanent avec les autorités congolaises afin de créer un cadre propice à l'investissement et au développement des entreprises. Cet échange est crucial pour renforcer la compétitivité du secteur privé et favoriser l'émergence de champions économiques locaux.

L'organisation intervient sur plusieurs fronts pour améliorer les conditions d'exercice des entreprises. Elle participe aux discussions sur la réforme fiscale et plaide pour une législation

plus souple et plus adaptée aux réalités économiques du pays. Elle milite également pour la digitalisation des services administratifs afin de réduire les lourdeurs bureaucratiques qui freinent souvent l'initiative privée.

UNICONGO agit aussi comme un pont entre les autorités et les entreprises en identifiant les difficultés rencontrées sur le terrain et en proposant des solutions concrètes. L'objectif est d'instaurer un dialogue permanent et constructif, où les préoccupations du secteur privé sont écoutées et prises en compte dans l'élaboration des politiques publiques.

LES PRINCIPAUX DÉFIS DU SECTEUR PRIVÉ CONGOLAIS

Le secteur privé congolais évolue dans un environnement encore marqué par plusieurs contraintes qui ralentissent son développement. Parmi les obstacles majeurs auxquels les entreprises sont confrontées, le manque d'accès au financement est souvent cité comme un frein principal. Les PME et startups congolaises peinent à obtenir des crédits en raison des garanties élevées exigées par les banques et des taux d'intérêt qui restent prohibitifs pour la plupart des entrepreneurs.

S'ajoute à cela une fiscalité jugée lourde et complexe, qui décourage l'investissement et freine l'émergence de nouvelles entreprises.

UNICONGO

Les démarches administratives restent longues et coûteuses, ce qui constitue une barrière supplémentaire pour les entrepreneurs, notamment les jeunes et les femmes qui souhaitent se lancer dans les affaires.

Les infrastructures et l'accès à l'énergie sont aussi des défis majeurs. L'irrégularité de la fourniture d'électricité et son coût élevé pénalisent de nombreuses entreprises qui doivent faire face à des charges d'exploitation excessives. Le déficit d'infrastructures de transport et de logistique complique également les échanges commerciaux et limite l'intégration des entreprises congolaises dans les circuits économiques régionaux et internationaux.

Un autre défi fondamental concerne la formation de la main-d'œuvre. Il existe encore un décalage entre les compétences disponibles sur le marché du travail et les besoins des entreprises. Le renforcement des capacités est donc essentiel pour permettre aux entreprises de gagner en productivité et de mieux répondre aux exigences de la compétitivité internationale.

UNICONGO travaille activement sur tous ces enjeux en proposant des solutions adaptées. En partenariat avec les institutions financières, l'organisation plaide pour la mise en place de mécanismes de financement plus souples et accessibles aux PME. Elle accompagne aussi les entrepreneurs en leur offrant des formations pratiques pour mieux structurer leur activité et naviguer dans un environnement administratif souvent complexe.

En parallèle, UNICONGO collabore étroitement avec les syndicats pour améliorer les conditions de travail et favoriser la formalisation des entreprises. Ce partenariat permet d'instaurer un climat social plus apaisé et de garantir des pratiques équitables pour l'ensemble des acteurs économiques.

LES OPPORTUNITÉS POUR LE SECTEUR PRIVÉ ET L'ENTREPRENEURIAT

Malgré ces défis, le Congo regorge de potentialités économiques qui peuvent être exploitées pour stimuler la croissance et diversifier l'économie. L'agriculture, par exemple, représente un levier de développement majeur. Avec ses 10 millions d'hectares de terres arables et un climat favorable, le pays a la possibilité de renforcer sa production agricole et d'investir dans la transformation locale des produits pour réduire la dépendance aux importations.

Le secteur des services pétroliers est un autre domaine clé où le savoir-faire congolais peut être valorisé à une échelle plus large. Par ailleurs, les infrastructures, le BTP et l'économie numérique constituent des axes de développement stratégiques qui nécessitent des investissements et un accompagnement adapté pour favoriser l'essor d'un secteur privé solide et compétitif.

UNICONGO s'investit dans ces domaines en facilitant l'accès aux marchés et en favorisant la mise en réseau des entrepreneurs avec des investisseurs et des partenaires stratégiques. L'organisation met un accent particulier sur l'inclusion des jeunes et des femmes dans l'économie locale, en développant des programmes de formation, d'accompagnement et d'accès aux financements spécifiques. L'année dernière, nous avons lancé un programme de mentorat pour les jeunes. Cette année, nous enrichissons cette initiative avec un programme dédié aux femmes cadres et cheffes d'entreprise : Basi na Biso.

L'innovation est également au cœur de l'action d'UNICONGO, qui soutient les startups et les initiatives technologiques susceptibles de moderniser l'économie congolaise et de favoriser l'émergence de nouveaux secteurs porteurs.

PERSPECTIVES ET AVENIR DU SECTEUR PRIVÉ CONGOLAIS

L'avenir du secteur privé au Congo repose sur plusieurs piliers fondamentaux : la diversification économique, l'industrialisation, l'intégration régionale et la transition énergétique. UNICONGO entend jouer un rôle moteur dans cette transformation en accompagnant les entreprises vers des solutions plus durables et innovantes.

La digitalisation et l'innovation seront des leviers essentiels pour moderniser les activités économiques et améliorer la productivité des entreprises. Dans le même temps, l'industrialisation du pays, notamment à travers la transformation locale des ressources naturelles et agricoles, sera déterminante pour renforcer l'autosuffisance économique et stimuler la création d'emplois et de richesse.

UNICONGO continuera d'agir en facilitant les partenariats public-privé et en soutenant les initiatives qui favorisent le développement des infrastructures et des services essentiels. L'intégration régionale reste également un enjeu majeur pour permettre aux entreprises congolaises d'accéder à de nouveaux marchés et de renforcer leur compétitivité.

En définitive, UNICONGO œuvre pour bâtir un écosystème entrepreneurial dynamique et inclusif, où les entreprises peuvent prospérer et jouer pleinement leur rôle dans le développement du pays. L'engagement de l'organisation est clair : accompagner la transition économique du Congo en créant un environnement propice à l'investissement, à l'innovation et à l'épanouissement du secteur privé tout en promouvant la destination Congo comme un hub économique attractif.

Dans cette dynamique, UNICONGO organisera, en partenariat avec l'APF (Alliance des Patronats Francophones), la Rencontre des Entrepreneurs Francophones (REF) du 26 au 28 juin 2025, un événement d'envergure qui réunira des acteurs économiques, institutionnels et investisseurs pour échanger sur les opportunités au Congo. Cette plateforme unique favorisera les synergies entre entrepreneurs locaux et internationaux, offrant des perspectives concrètes pour le développement des entreprises.



La rencontre historique entre UNICONGO et la Fédération des Entreprises du Congo

Brazzaville : 18^e étage des tours jumelles de Mpila
Pointe-Noire : 26 avenue du Havre, Zone Industrielle

Agenda du Président de la République

Agenda du Président de la République



BDEAC : entre la notation financière et la refonte du corpus réglementaire, l'Institution accélère sa transformation et sa modernisation

Depuis la mise en œuvre du Plan Stratégique 2023-2027 « Azobé », la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) concrétise de plus en plus sa vision d'être « une Institution moderne, socle du développement durable des économies de l'Afrique Centrale ».

En effet, depuis la mise en œuvre du Plan Azobé, on peut citer parmi les principales réalisations accomplies sous son leadership :

(i) l'augmentation du capital de la Banque de 1.200 à 1.500 milliards de Francs CFA en vue de renforcer les fonds propres de l'Institution et lui permettre d'élargir le spectre de son intervention ; (ii) l'accélération du processus de notation financière et d'arrimage de la comptabilité aux normes IFRS ; (iii) l'évolution du corpus réglementaire à travers une série de réformes ayant conduit à faire adopter plus de 15 politiques et procédures pour améliorer la gouvernance de la Banque et arrimer ses instruments aux standards internationaux ;

(iv) la mise en place d'un Guichet Islamique de la BDEAC en vue de diversifier et renforcer les ressources financières de la Banque, (v) la mise en place d'un Programme de Titres de Créances Négociables comme nouvel instrument de levée de fonds sur le marché monétaire régional, (vi) la mise en œuvre du Programme Immobilier de la Banque, etc.



Une vue de la flotte de la Compagnie aérienne AFRIJET BUSINESS SERVICES (Gabon) financée par la BDEAC.

Des investissements d'impacts en faveur des économies de la CEMAC

Au titre des financements, la BDEAC a poursuivi les activités de financements des projets de développement à travers un concours à la fois en faveur des secteurs public et secteur, dans une optique de diversification des économies de la sous-région.



Une vue de l'Aéroport International de BATA (Guinée Equatoriale) financé par la BDEAC.

Les financements de ces dernières années ont ainsi contribué à améliorer qualitativement et quantitativement les conditions de vie des populations en favorisant l'accès à l'eau potable pour plus de 30 000 personnes ; en augmentant les capacités d'accueil des aéroports de la sous-région ; en augmentant les capacités litnières des infrastructures sanitaires de 1 500 lits ; et en contribuant à la création de 150 000 emplois directs et indirects. Sur le plan environnemental, les projets financés par la BDEAC ont contribué à l'économie de 100 000 tonnes de CO2 en émission de gaz-à-effet de serre, limitant ainsi l'empreinte-carbone de la sous-région.

Dans le même temps, la BDEAC s'est illustrée davantage sur l'accompagnement de la mise en œuvre des projets prioritaires du Programme Economique Régional (PER) à travers un engagement pris pour une enveloppe de FCFA 308 milliards couvrant six (6) projets dont cinq (5) dans le domaine des transports et un (1) dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). La mise en œuvre de ces projets permettra l'interconnexion des six (6) capitales de la CEMAC afin de booster les échanges intra-communautaires.

En outre, il y a lieu de signaler également la mise en œuvre effective du Guichet Fonds Bleu pour le Bassin du Congo dont la BDEAC est l'Agent financier pour le compte de la Commission Climat du Bassin du Congo (CCBC).

L'étude de préfiguration a déjà identifié 254 projets à divers niveaux de maturité, valorisés à plus de 10 milliard USD. Cependant, 15 projets de ce pipeline ont déjà fait l'objet de missions de préparation, en vue de la prochaine table ronde des bailleurs.

Bd Denis SASSOU N'GUESSO B.P. 1177, Brazzaville, République du Congo (+242) 04 426 83 00 - bdeac@bdeac.org

www.bdeac.org



Agenda du Président de la République

Découvrez quelques réalisations de la BDEAC en faveur du Congo



Construction des hôpitaux généraux de Sibiti et Ouesso : la BDEAC a octroyé FCFA 30 milliards en faveur de la République du Congo pour la construction et l'équipement des hôpitaux généraux de ces deux villes selon les normes et standards internationaux.



Aménagement de la route Dolisie-Kibangou : la BDEAC a octroyé FCFA 32,8 milliards en faveur de la République du Congo pour l'aménagement de 93 km de route entre Dolisie et Kibangou qui constitue la première phase du projet d'aménagement de la route Ndendé-Doussala-Dolisie du corridor Libreville-Brazzaville et réhabilitation de 53 km de pistes rurales connexes.

Découvrez quelques réalisations de la BDEAC en faveur du Congo



Extension et diversification des activités industrielles de la Société GLOBAL DEVELOPPEMENT SARL (Globaline) : la BDEAC a octroyé FCFA 5 milliards en faveur de la Société GLOBAL DEVELOPPEMENT SARL pour l'acquisition de nouvelles lignes de production et la construction des unités d'extension à Pointe Noire et Brazzaville.



Construction et équipement d'un Centre de formation à Pointe-Noire (UST) : la BDEAC a octroyé FCFA 700 millions en faveur de la Société Universel des Services et des Technologies (UST) pour le financement partiel du Projet de construction et d'équipements d'un centre de formation à Pointe-Noire.

À PROPOS DE MBTP

Fondée en 1985, MBTP totalise 36 ans d'expérience dans le bâtiment, de la conception à la réalisation et à l'exploitation de projets en République du Congo, RDC, Bénin et Côte d'Ivoire.



La force de cette structure ambitieuse réside dans l'étendue de son expertise métier et son capital humain formé.

Nos Expertises : - Bâtiment - Travaux Publics & Infrastructures - Étude & Développement Transport & Logistique - Centrale à Béton - Unité de Préfabrication



MBTP EN QUELQUES CHIFFRES ...

COLLABORATEURS



+ 900

PRÉSENCE EN AFRIQUE



4 pays

CERTIFICATION



ISO 9001 : 2015

65%

Équipe d'ingénierie

36

Ans d'expérience

500

Véhicules BTP

10

Nationalités différentes

Pointe-Noire

Tél : +242 05 777 76 66

Email : info@mbtpsa.com

Brazzaville

Tél : +242 06 511 91 75

Email : info@mbtpsa.com

Abidjan - Côte d'Ivoire

Tél : +225 57 12 32 01

Email : info@mbtpsa.com

www.mbtptsa.com



Agenda du Président de la République



FELICITATIONS
vous êtes assurés!

SCANNEZ-MOI



NSIA DIRECT ASSUREZ-VOUS EN UN CLIC

Souscrivez facilement à vos assurances en ligne via l'application mobile **NSIA Direct Congo** en scannant le code QR.

© (+242) 06 633 64 21 / 05 547 80 16 / 04 454 74 36

Brazzaville :

Agence Siège : 1, Avenue Cardinal Emile BIAYENDA

Agence City Center : Avenue du Camp, Immeuble Pharmacie Mavré

Pointe-Noire :

Rond point KASSAI : Immeuble NBY (Face CNSS)

Agence Poaty Bernard : Croisement Avenue Jacques OPANGAULT
Boulevard Felix TCHICAYA, en face de POATY BERNARD

Paielement via:



NSIA, le vrai visage de l'assurance

Agenda du Président de la République



ENTRETIEN AVEC **Joel KOUASSI ELLAH** Directeur Général du Groupe NSIA

Avec le 30ème anniversaire du Groupe NSIA en 2025, quelles sont les principales réalisations dont vous êtes le plus fier au sein du groupe, et comment ces accomplissements ont-ils influencé la stratégie de NSIA Assurances au Congo ?

Le 30ème anniversaire du Groupe NSIA est une étape importante qui reflète notre parcours exceptionnel depuis notre création en 1995. Parmi les réalisations dont nous sommes le plus fier, nous pouvons citer dans un premier temps, l'expansion panafricaine réussie, qui a permis au Groupe de devenir un acteur majeur dans 12 pays à travers l'Afrique. Nous avons également su diversifier nos activités en combinant les assurances et la banque. Ce maillage réussi nous a conféré une solidité financière et une capacité à répondre à des besoins variés, allant de l'épargne à la protection des biens et des personnes.

Depuis votre nomination en tant que Directeur Général de NSIA Assurances au Congo, quelles initiatives majeures avez-vous mises en place pour renforcer la position de l'entreprise sur le marché congolais de l'assurance ?

Depuis notre prise de fonction, nous avons initié plusieurs projets clés dans le but de consolider notre position sur le marché congolais. Une des faits marquants de cette décennie a été le **lancement de NSIA Direct**, une plateforme numérique et digitale qui offre la possibilité de

Au Congo, ces accomplissements nous ont inspirés à adopter une approche plus proche du client. Nous avons aligné notre stratégie locale sur les succès du groupe en mettant en avant trois axes principaux : **l'innovation**, avec le lancement de produits adaptés, l'accessibilité, grâce à la digitalisation de nos services et **la responsabilité sociale**, en investissant dans des initiatives communautaires qui reflètent nos valeurs. Cela nous a permis de maintenir notre position de leader tout en renforçant notre impact positif sur la société congolaise.

souscrire des contrats d'assurance en ligne, facilitant l'accès à nos services pour une clientèle plus large. Cette innovation a marqué un tournant dans notre façon de faire des affaires et a renforcé notre image d'entreprise tournée vers l'avenir. Nous avons également concentré

nos efforts sur le **développement des compétences de nos équipes commerciales**. Cela a permis d'améliorer la qualité de notre service client et de dynamiser nos ventes.

En parallèle, nous avons renforcé nos partenariats stratégiques, notamment avec les sociétés de télécommunication, pour offrir des produits intégrés et des solutions adaptées au contexte local. Nous parlons ici du PASS NSIA qui permet

de souscrire à des produits d'assurance packagés à moindre coût.

Nous avons enfin intensifié nos actions de **responsabilité sociétale**, en rénovant des écoles et en soutenant des causes importantes comme la lutte contre les AVC et le diabète. Ces initiatives nous ont aidés à nous démarquer et à renforcer notre ancrage dans la communauté congolaise.

Quels défis spécifiques rencontrez-vous dans le secteur de l'assurance au Congo, et quelles stratégies adoptez-vous pour les surmonter tout en alignant les actions avec les valeurs du Groupe NSIA, telles que l'intégrité et l'innovation ?

Le secteur de l'assurance au Congo est confronté à plusieurs défis majeurs. Le premier est la **faible culture de l'assurance**, qui se traduit par un taux de pénétration encore très bas. Beaucoup de congolais perçoivent l'assurance comme un luxe plutôt qu'une nécessité. Un autre défi est la **volatilité économique**, qui affecte le pouvoir d'achat et rend difficile la souscription à des produits d'assurance pour une partie de la population. Enfin, la **concurrence accrue**, notamment sur l'assurance automobile, qui pousse à innover constamment pour rester compétitif.

Pour relever ces défis, nous avons adopté une approche basée sur l'éducation et la sensibilisation. Par exemple, nos campagnes de communication expliquent l'importance de l'assurance

dans la vie quotidienne, en mettant l'accent sur des produits simples et accessibles. En parallèle, nous avons renforcé notre **engagement envers l'intégrité**, en rendant nos processus plus transparents et en réduisant les délais de traitement des sinistres, ce qui a renforcé la confiance de nos clients.

Sur le plan de l'innovation, nous investissons dans des solutions numériques comme les applications mobiles et les plateformes en ligne pour rendre l'assurance plus facile d'accès et plus pratique. Ces initiatives nous permettent non seulement de surmonter les défis, mais aussi de continuer à incarner les valeurs du Groupe NSIA : **Intégrité, Innovation, et la proximité avec nos clients**.

Comment envisagez-vous l'évolution de NSIA Assurances au Congo dans les cinq prochaines années, notamment en termes de diversification des produits et de digitalisation des services, pour répondre aux besoins changeants de vos clients ?

Dans les cinq prochaines années, NSIA Assurances ambitionne de devenir une référence en matière d'innovation et de satisfaction client au Congo. Notre priorité sera de diversifier notre portefeuille de produits pour mieux répondre aux besoins spécifiques des segments de marché sous-représentés.

La digitalisation continuera d'être un axe stratégique majeur. Nous allons améliorer nos plateformes existantes pour offrir une expérience client encore plus fluide. Enfin, notre vision à long terme repose sur l'analyse des données et l'écoute active de nos clients. Cela nous permettra d'innover

en continu tout en renforçant notre proximité avec eux. Nous voulons que chaque client, quel que soit son profil, perçoive NSIA Assurances comme un partenaire de confiance qui l'accompagne dans la réalisation de ses projets et la sécurisation de son avenir.

Notre objectif est clair :

être à la fois le leader du marché et un modèle de transformation positif dans le secteur de l'assurance au Congo.



Marion Lemeunier,
Directrice générale du Double Tree
by Hilton Pointe Noire



STRATÉGIE DE DEVELOPPEMENT

Quelles sont vos priorités stratégiques pour positionner le DoubleTree by Hilton comme un acteur incontournable de l'hôtellerie à Pointe noire et attirer une clientèle diversifiée, tant d'affaires que de loisirs

Plus qu'un hôtel le DoubleTree by Hilton Pointe Noire est un lieu à vivre; ceci se manifeste par le nombre de clients non hébergés qui viennent y travailler, se restaurer et se divertir dans ses différents espaces de loisirs.

Pour attirer une clientèle diversifiée le positionnement de l'hôtel s'appuie sur 2 piliers que sont des offres de qualité et une tarification optimisée en fonction des différents profils de clients.

IMPACT LOCAL ET RESPONSABILITÉ SOCIALE

Comment le DoubleTree by Hilton contribue t-il au développement économique et social de Pointe Noire, notamment en termes d'emploi local, de collaborations avec des fournisseurs congolais et d'implication dans des initiatives communautaires ?

Le DoubleTree by Hilton Pointe Noire entend assumer toutes ses responsabilités sociétales. Ainsi plus de 90% des emplois de l'hôtel sont occupés par des nationaux. De même la majorité des fournisseurs sont des entreprises et autres acteurs économiques établis au Congo. Et dans l'esprit du programme CARE à l'œuvre dans tous les hôtels Hilton à travers le monde, chaque année nous effectuons des actions au bénéfice de la communauté comme le nettoyage des plages, de même que nous faisons des dons de divers matériels à des établissements scolaires comme à des orphelinats.

EXPÉRIENCE CLIENT ET HOSPITALITÉ

Quels sont les principaux services ou innovations que vous avez introduits pour garantir une expérience unique et mémorable à vos clients, en particulier pour répondre aux besoins spécifiques des voyageurs d'affaires et des touristes ?

L'Hospitalité est notre crédo; de sorte que tous nos clients peuvent accéder au programme de fidélité Hilton Honors et bénéficier de privilèges et avantages aussi bien au DoubleTree by Hilton Pointe Noire que dans plus 7500 hôtels à l'échelle internationale. En complément de ce programme de fidélité nos clients réguliers sont l'objet de plusieurs petites attentions qui permet une reconnaissance au quotidien.

ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

Hilton est connu pour son programme Travel with purpose.

Quelles initiatives spécifiques le DoubleTree Pointe Noire met-il en œuvre pour intégrer des pratiques durables, notamment en matière de réduction des déchets, de gestion des ressources et de préservation de l'environnement ?

La préservation de la planète est au cœur de notre démarche dans toutes nos procédures d'exploitation. Dans ce sens l'hôtel pratique un tri systématique de ses déchets, de même que nous veillons à un usage parcimonieux et raisonnable des produits d'entretien et autres intrants. La même logique s'applique dans le déploiement de la lingerie et autres accessoires textiles présents dans les chambres.

Par ailleurs la DoubleTree est le seul établissement de la ville qui dispose d'une unité ultra moderne de traitement des eaux usées, ainsi que d'une station de transformation électrique permettant ainsi de moindres déperditions d'énergie au quotidien.



BRAZZAVILLE LES TOURS JUMELLES HOTEL & RESIDENCES



Avec ses 140 mètres de hauteur, le Hilton Brazzaville Les Tours Jumelles Hotel & Résidences est le plus grand bâtiment du pays, offrant une vue spectaculaire sur le fleuve Congo et la ville de Kinshasa. Adossé à une tour de bureaux dynamique, l'hôtel propose 221 chambres, comprenant des suites et des appartements spacieux allant jusqu'à 675 mètres carrés. En tant que nouvelle référence à Brazzaville, il abrite des installations passionnantes, comme un restaurant rotatif unique sur le toit, la Brasserie Le Mbongui. Le Hilton Brazzaville Les Tours Jumelles Hotel & Residences propose également un ensemble

d'équipements pour la détente et les loisirs, notamment une piscine, des courts de tennis, une salle de sport et un spa. Plusieurs options de restauration sont proposées, notamment The Kitchen, qui sert le petit-déjeuner tous les jours, et le Regale Lounge, qui propose une sélection de boissons, du café du matin au thé de l'après-midi, en passant par les cocktails et les collations du soir. Perchée au 30^e étage, la Brasserie Le Mbongui est un lieu exceptionnel qui célèbre la diversité et l'authenticité de la cuisine africaine. Ce remarquable restaurant rotatif offre une vue panoramique à 360 degrés sur les paysages environnants.

Agenda du Président de la République



HILTON BRAZZAVILLE LES TOURS JUMELLES
HOTEL & RESIDENCES
D : (+242) 06 716 92 71 / Tél. : (+242) 06 716 92 71
Les Tours Jumelles De Mpila / Brazzaville, Congo

Agenda du Président de la République



Crédit : Laurent Humbert.

AF001, la signature olfactive d’Air France signée Francis Kurkdjian

Pour la première fois de son histoire, Air France dévoile sa signature olfactive, baptisée AF001. Pour sa création, la compagnie a fait appel à Francis Kurkdjian, grand parfumeur français et directeur artistique de Maison Francis Kurkdjian. Une nouvelle occasion pour Air France de valoriser l’excellence du savoir-faire français auprès du monde entier.

Ce parfum d’intérieur se dévoilera peu à peu à compter du 15 janvier 2025 à l’entrée de certains salons Air France à Paris-Charles de Gaulle, tel un geste d’accueil au début du voyage. Les clients pourront le découvrir dans le vestibule, le salon La Première et ses suites attenantes, ainsi qu’aux salons situés dans les terminaux 2E halls L et M, 2F et 2G. Air France équipera progressivement ses autres salons à Paris et à travers le monde au cours des prochains mois.

Offrant une sensation d’espace, de calme et de luminosité, AF001 accompagne les voyageurs en douceur. Son accord musqué enveloppant associé à du mimosa de Provence apporte une vibration solaire et naturelle. Construit autour de notes jasminées et rosées, son aura florale aérienne crée un véritable voyage olfactif capturant un instant suspendu.

AF001, le premier voyage est le parfum

Référence aux voyages mythiques opérés en Concorde entre New York et Paris dès la fin des années 1970, le nom AF001 évoque immédiatement l’univers d’Air France et les codes propres à l’aérien. Il invite également à l’idée du tout premier voyage.

« Je suis très fier d’avoir imaginé la première signature olfactive d’Air France » a déclaré Francis Kurkdjian. « C’est l’illusion d’un rayon de soleil sur les ailes d’un avion qui m’a guidé pour composer ce parfum d’intérieur léger, frais et réconfortant. »

« Le voyage signé Air France touche désormais à chaque sens : la vue, grâce aux uniformes haute couture de nos personnels, à l’harmonie de nos cabines et au design soigné de nos salons, le goût à travers les savoureux menus proposés à chacun, le toucher via les matières douces de nos sièges, l’ouïe avec les playlists à découvrir à bord, et désormais l’odorat avec cette signature olfactive de prestige » a ajouté Fabien Pelous, directeur de l’expérience client Air France.

Fruit de plus de deux années de travail, cette fragrance dévoile une sensorialité supplémentaire venant enrichir l’identité de la compagnie. La première note d’un voyage qui valorise l’art de vivre à la française dans son ensemble.

Agenda du Président de la République

À propos de Francis Kurkdjian

Francis Kurkdjian a commencé sa carrière en 1995 et créait la même année « Le Mâle » pour Jean Paul Gaultier, un best-seller mondial. Il est le compositeur de créations emblématiques pour Guerlain, Dior, Armani, Jean Paul Gaultier, Narciso Rodriguez, Elizabeth Arden, Acqua di Parma, Versace, Ferragamo, Lanvin, Van Cleef & Arpels, Elie Saab, Burberry. Il est le premier parfumeur à avoir ouvert son atelier de parfum sur mesure en 2001. Élevé au grade de Chevalier des Arts et Lettres en 2008, ses parfums ont reçu de nombreux prix internationaux. Francis Kurkdjian est le parfumeur et directeur de création de la Maison qui porte son nom et également Directeur de la création des Parfums Christian Dior.

À propos de Maison Francis Kurkdjian

Maison Francis Kurkdjian a été co-créée en 2009 par Francis Kurkdjian et Marc Chaya, avec la volonté de mettre le parfumeur et la création au premier plan. Ce duo fondateur aux talents complémentaires a imaginé un territoire de libre expression sensuel, généreux et aux multiples visages dont le parfum est naturellement le héros. Sous leur vision, elle s’est imposée comme un acteur reconnu du monde de la Haute Parfumerie. Maison Francis Kurkdjian fait partie du Groupe LVMH depuis 2017 et est présente dans plus de 800 points de vente ultra-sélectifs à travers une soixantaine de pays dans le monde.



Air France lance le Wi-Fi très haut débit et totalement gratuit à bord de l’ensemble de ses avions

Air France révolutionne son offre de Wi-Fi à bord, une étape majeure de sa montée en gamme. La compagnie proposera progressivement dès 2025 une qualité de service de connectivité en très haut débit, pour une expérience « comme à la maison ». Ce nouveau service totalement gratuit dans toutes les cabines de voyage sera accessible en se connectant à son compte Flying Blue. À terme, il sera disponible sur l’ensemble des avions de la compagnie en remplacement de l’offre actuelle.

Pour lancer ce service d’exception, Air France a choisi Starlink, leader mondial de la connectivité. S’appuyant sur la plus grande constellation de satellites au monde utilisant une orbite terrestre basse, Starlink offre un accès internet très haut débit couvrant l’ensemble de la planète, y compris les zones les plus isolées. L’expérience d’utilisation est ainsi stable, rapide et sécurisée.

Pendant le vol, il sera alors facile de rester en contact avec ses proches, de suivre en direct toutes les actualités du monde, de jouer à des jeux vidéo en réseau et bien sûr de regarder la télévision, des films et des séries en *streaming*.

Le service sera accessible depuis les smartphones, tablettes numériques et ordinateurs portables. Chacun pourra connecter plusieurs appareils en même temps.

Les clients pourront accéder à ce service en se connectant depuis leur compte Flying Blue, le programme de fidélité du groupe Air France-KLM. Ceux ne disposant pas d’un compte Flying Blue pourront le créer directement à bord gratuitement et en quelques clics.

À compter de la saison été 2025, Air France équipera progressivement l’ensemble de ses avions de cette technologie de pointe, y compris sa flotte régionale. Pendant cette période transitoire, la compagnie continuera de proposer une offre de connectivité à bord des appareils n’étant pas encore équipés : un pass « messages » gratuit pour les membres Flying Blue et une offre payante couvrant les autres usages.

Agenda du Président de la République

VOUS FAIRE VOLER
VERS L'UNE DE NOS
1000 DESTINATIONS.*



MEMBRE DE
L'ALLIANCE
SKYTEAM

Avec KLM et nos partenaires SkyTeam.

AGISSONS POUR UN
VOYAGE PLUS RESPONSABLE



Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage
sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur airfranceact.airfrance.com

AIRFRANCE

S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE

Agenda du Président de la République

PORTE OCÉANE DE L'AFRIQUE CENTRALE

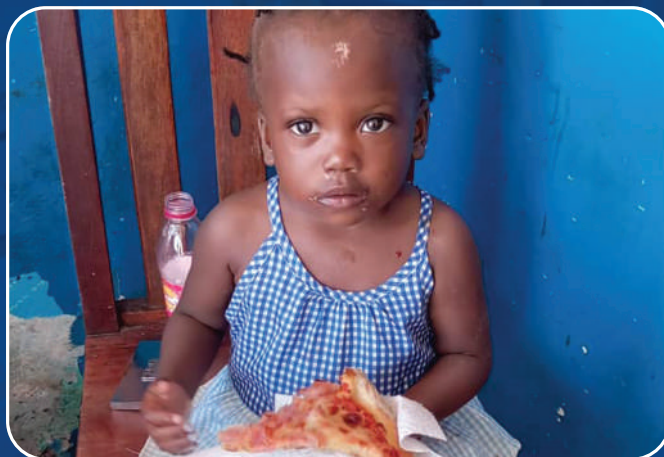
- UN TERMINAL À CONTENEUR DE 42 HECTARES
- PLUS DE 500 M DE LONGUEUR DE QUAIS
- UN TIRANT D'EAU DE -16H
- UN PARC À BOIS DE 114455 M²
- UN PARC AUTOMOBILE DE 11 000 M²
- UNE ZONE LOGISTIQUE DE DEPOTAGE DE MARCHANDISE DE 4,5 HECTARES
- 1006 941 EVP EN 2022
- UNE CAPACITÉ D'ACCUEIL DE PLUS DE 11 NAVIRES SIMILYANEMENT SUR SES QUAIS



www.papn-cg.org

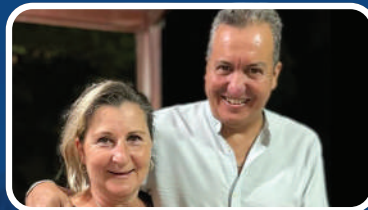


Agenda du Président de la République



ARCHIDIOCESE DE BRAZZAVILLE
Société des Sœurs Oblates Apostoliques
de Notre Dame de Lourdes

Orphelinat **Yamba Ngai**
1665, rue MATSIONA-NZOULOU, Batignolles Plateau des 15ans



Fondation Stefana Cannizzaro

Une Fondation au service des enfants, des plus défavorisés et des orphelins du Congo

Stefana est née le 6 juillet 1962 à Alcamo dans la province de Trapani. Elle nous a quitté le 23 septembre 2024, nous allons œuvrer pour honorer sa mémoire.

Sa vie d'assistante sociale en Italie a été dédiée à la protection de l'enfance, à la défense des mineurs maltraités, elle a toujours été dévouée pour apporter du bien être et faire preuve de solidarité auprès des enfants et femmes abusées sexuellement et défavorisées.

Stefana a été inscrite à l'Université de Palerme où elle a obtenu un diplôme d'assistante sociale, elle a collaboré à la prison pour mineurs Ucciardone de Palerme et dans diverses associations pour la protection de l'enfance. Stefana a évolué à La Fondation S.O.S Il Telefono Azzurro ETS qui promeut le respect total des droits des enfants et des adolescents. Avec ses activités quotidiennes, elle a soutenu leur potentiel de croissance et la protection des enfants contre les abus et la violence qui mettaient en péril leur bien-être et leur chemin de croissance.

L'association Téléphone Rose œuvre pour prévenir, signaler et accompagner les femmes victimes de harcèlement et de violences physiques ou psychologiques, pour les aider à sortir et demander de l'aide. Avec sept bureaux opérationnels dans certaines régions d'Italie, de 2012 à 2020, l'association a géré le service public gratuit contre la violence et le harcèlement criminel numéro 1522 - actif depuis le 8 mars 2006, 24 heures sur 24, promu par le Département pour l'Égalité. L'association propose un service juridique et médical aux victimes de violences.

Au cours des dix premiers mois de 2017, 26 481 appels ont été passés au numéro gratuit 1522, dont 84 % émanaient de femmes italiennes (avec enfants dans 70 % des cas). Sur les 26 000 appels, plus de quatre mille ont été effectués par des femmes victimes de violences et 630 sont venues signaler des cas de harcèlement.

Stefana a toujours été dans sa carrière à l'écoute chaque jour des enfants, des adolescents et a toujours proposé des réponses concrètes à leurs demandes d'aide, également grâce à la collaboration avec des institutions, des associations et d'autres entités locales. Elle a opéré dans un contexte international pour promouvoir une culture des droits.

Elle a toujours visé le bien-être de chaque enfant et son droit de grandir dans un environnement sûr et au sein d'un réseau de relations capables d'assurer son développement et de prévenir les abus et la détresse.

Aujourd'hui après son départ, son mari et son compagnon de vie, Rey Ouafi lui rend hommage et poursuit à travers la Fondation Stefana Cannizzaro son chemin et sa volonté d'aider les enfants et les plus défavorisés, Stefana souhaitait développer une Fondation au Congo, à présent je poursuis son œuvre et je contribuerai à prendre soin des enfants orphelins, des femmes défavorisées.

Rey souhaite aujourd'hui continuer au nom de Stefana sa volonté de défendre les personnes dans le besoin et d'aider les enfants du Congo.

Cotisation annuelle et donation pour soutenir notre association :
Rey Ouafi +242 05 604 8033
+39 3274539747
cstefana@humanitaire.com

Agenda du Président de la République

Pour vous servir, le réseau de la Banque Postale du Congo continue de s'étendre



BRAZZAVILLE

SIEGE SOCIAL

Agence Siège
Place de la poste
Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO
Tél : (+242) 06 526 89 18

Agence Bacongo
Avenue Matsoua (Marché Total)
Enceinte bureau de la poste
Tél : (+242) 06 521 00 96

Agence Kouounda
Croisement avenue des 3 martyrs
et de la tsiémé, rond-point kouounda
Tél : (+242) 06 847 41 08

Agence Poto-Poto
Croisement avenue de la paix
et de la rue mbochi
Tél : (+242) 06 412 94 78

Agence Aéroport
Boulevard Denis Sassou NGUESSO,
à proximité de l'hôtel King Maya
Tél : (+242) 06 510 54 67

Agence Sainte-Anne
02 rue dahomet en face
de la Basilique Sainte-Anne
Tél : (+242) 06 852 67 72

Agence Mfilou
48 avenue ngamaba, quartier inzouli,
côte à côte avec l'Eglise
Evangélique du Congo
Tél : (+242) 06 735 05 02

Agence Alpha
Immeuble Stella, Cité du clairon
Tél : (+242) 06 518 18 48

KINKALA
Avenue Obami Itou
Quartier Banzimo-Kinkala
Tél : (+242) 06 468 52 05

POINTE-NOIRE

DIRECTION REGIONALE ZONE SUD

Agence Gare Centrale
Place de la poste, avenue
Charles de Gaulle
Tél : (+242) 06 875 08 80

Agence Kassai
Tour miroir, rond-point Kassai,
en face de l'IFC (ex CCF)
Tél : (+242) 06 471 57 28

Agence Grand Marché
Avenue Alphonse Pemouso
Tél : (+242) 06 826 77 46

Agence Fond Tié-Tié
Avenue de l'indépendance en
face de l'Eglise Saint - Don Bosco
Tél : (+242) 06 428 13 93

Agence Port Autonome
Enceinte ex bâtiment panalpina
Tél : (+242) 06 511 72 17

Agence Portuaire
A l'intérieur du port
Tél : (+242) 06 403 33 26

Agence Aéroport
277 avenue Nelson MANDELA,
enceinte bâtiment de la Douane
Tél : (+242) 06 826 75 04

TCHIAMBA-NZASSI
Frontière Congo-Angola
Tél : (+242) 06 511 86 02

MINDOULI
Quartier administratif
Tél : (+242) 06 511 74 64

MOUYONDZI
002 avenue Denis Sassou Nguesso
Quartier Manguembo-Mouyondzi
Tél : (+242) 06 735 31 27

OUESSO

Centre-ville
Arrondissement 2 Mbindjo
Tél : (+242) 06 511 74 18

OWANDO
27 avenue des écoles du CEG Leyet
GABOKA dans l'enceinte de la poste
Tél : (+242) 06 526 86 44

OYO
Avenue Marien N'GOUABI,
Immeuble de l'Hôtel des Impôts
Tél : (+242) 06 982 24 12

DJAMBALA
Boulevard de Djambala,
en face de la résidence du Préfet
Tél : (+242) 06 677 73 87

IMPFONDO
Quartier Bohona, place de
l'aéroport, Marien N'GOUABI
Tél : (+242) 06 511 74 31

BETOU
Située sur le Boulevard
d'entrée de Betou
Tél : (+242) 06 916 32 02

MOKABI
En diagonale de l'école
primaire de Mokabi
Tél : (+242) 06 735 16 45

CABOSSE
Sur la route de NTAM, en face
du siège de la SEFYD
Tél : (+242) 06 735 05 40

SOUANKE
Avenue Marien Ngouabi,
à côté du centre de santé
Tél : (+242) 06 511 74 57

ENYELLE
Avenue de la CIB
Tél : (+242) 06 511 74 17

EWO

Avenue Georges Mobambi
vers l'ancien port
Tél : (+242) 06 511 74 55

NGOMBE
Quartier Kenta, à côté
de la gendarmerie
Tél : (+242) 06 511 74 10

POKOLA
En face de la CIB, dans l'enceinte
du bureau des douanes
Tél : (+242) 06 916 32 53

NKAYI
Agence Capable Nkayi
Enceinte de la Direction
Départementale des
douanes de la bouenza
Tél : (+242) 06 511 74 36

Agence Nkayi
Bâtiment de la poste, avenue
de la République-Grand Marché
Tél : (+242) 06 437 51 81

DOLISIE
Avenue Jean Jacques Mouaya
en face du Grand Marché
Tél : (+242) 06 699 28 77

SIBITI
Agence Loukana Sibiti
Enceinte de la Direction
Départementale des douanes
de la Lékoumou, quartier Loukana
Tél : (+242) 06 468 52 05

Agence Sibiti
Place de la poste
Tél : (+242) 06 511 74 37



Pour plus d'informations,
contactez-nous au 2223

Notre ambition : votre réussite



**Conseil
Congolais des
Chargeurs**

MISSIONS/ATTRIBUTIONS

- DEFENDRE LES INTERETS DES CHARGEURS;
- ASSISTER LES CHARGEURS DANS LEURS OPERATIONS;
- REALISER, GERER LES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS D'APPUI AUX ACTIVITES DES CHARGEURS;
- CONTRIBUER A LA COMPETITIVITE DE LA CHAINE LOGISTIQUE MULTIMODALE DU CONGO;
- CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE L'INDICE DE PERFORMANCE LOGISTIQUE DU CONGO;
- CONTRIBUER A LA RÉDUCTION DES COÛTS INHÉRENTS À L'ACHEMINEMENT DES MARCHANDISES TANT À L'IMPORT QU'À L'EXPORT INCLUANT TOUS MODES LES MODES DE TRANSPORTS;
- MENER DES CONSULTATIONS ET DES NÉGOCIATIONS AVEC LES ARMEMENTS DESSERVANT LES PORTS CONGOLAIS, LES AUTORITÉS PORTUAIRES, LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT AINSI QU'AVEC LES TRANSPORTEURS FLUVIAUX, ROUTIERS, FERROVIAIRES ET AÉRIENS SUR LES CONDITIONS TARIFAIRES ET COMMERCIALES ;
- ASSURER LE SUIVI DU TRAFIC MULTIMODAL CONGOLAIS ;
- FOURNIR L'ASSISTANCE MULTIFORME AUX CHARGEURS PAR L'ÉVALUATION DE LEURS BESOINS ET PAR LA RECHERCHE DES SOLUTIONS ADAPTÉES ;
- ENTREPRENDRE, COORDONNER LES ÉTUDES, LES ACTIONS DE FORMATIONS, D'INFORMATIONS ET DE CONSEILS POUVANT CONDUIRE À LA PROMOTION ET AU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS DES CHARGEURS ;
- SUIVRE L'ÉLABORATION DES POLITIQUES DE FACILITATION ET DE SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES ET DOUANIÈRES OU Y CONTRIBUER ;
- ASSURER LA GESTION DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES TRANSPORTS ;
- PARTICIPER À LA RECHERCHE DES DÉBOUCHÉS POUR LA PROMOTION DES PRODUITS CONGOLAIS À L'ÉTRANGER.
- REALISER LES ÉTUDES SUR LE COÛTS ET DÉLAIS DE PASSAGE PORTUAIRE DE MARCHANDISES ET CORRIDORS DE TRANSIT ;
- PARTICIPER AVEC LES AUTRES CONSEILS DES CHARGEURS HOMOLOGUES AUX PROJETS COMMUNS A PARTENAIRES MULTIPLES DANS LE CADRE DE L'UNION DES CONSEILS DES CHARGEURS AFRICAINS.



dgcgccc@gmail.com



+242 05 569 11 18

06 852 24 44



81, rue De Tchilounga

Pointe-Noire Centre-ville / Congo



<https://www.ccc-cg.com/>

Agenda du Président de la République

PRODUITS/SERVICES

BESC (Bordereau Electronique de Suivi des Cargaisons)

CARTE DE CHARGEUR

ENTREPOTS

ENGINS

OBSERVATOIRE NATIONAL DES TRANSPORTS

BOURSE DE FRET



**Dr Dominique Candide Fabrice
KOU MOU BOULAS**
Directeur Général
Vice Président UCCA



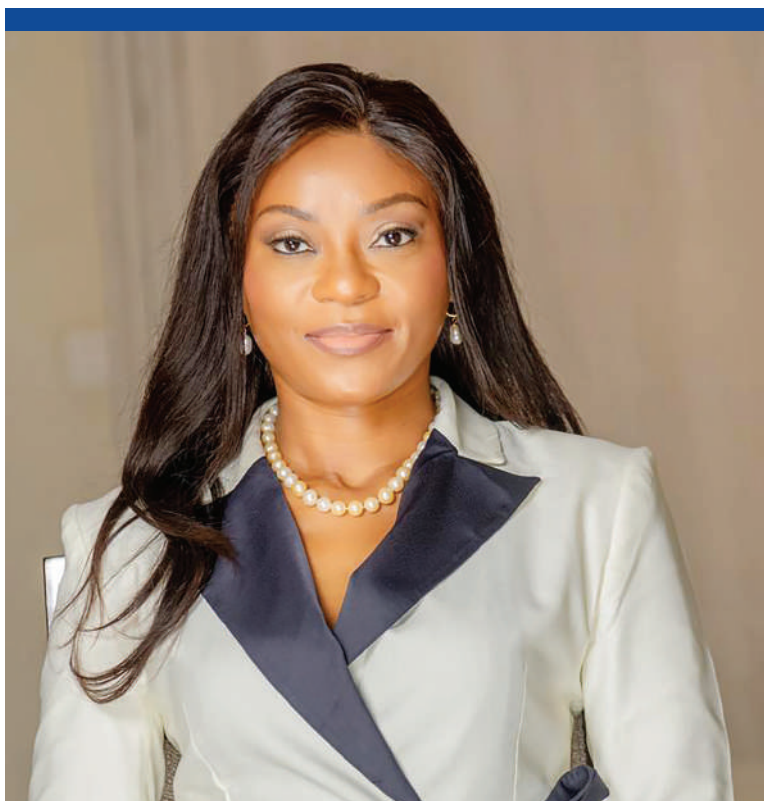
**NOUS ACCOMPAGNONS AU QUOTIDIEN LES
CHARGEURS DANS LA RÉUSSITE DE LEURS
OPÉRATIONS D'IMPORT/EXPORT**

Agenda du Président de la République



LEXA INTERNATIONAL

INTERVIEW



ME. BOURGELIE AMPION
Associée gerante du cabinet Lexa International Consulting Congo

Quels sont les principaux défis que rencontrent les investisseurs souhaitant s'implanter au Congo Brazzaville, et comment Lexa International Consulting les accompagne-t-elle dans cette démarche ?

L'implantation d'une entreprise en République du Congo est une étape indispensable pour mener à bien ses investissements dans le pays. Il est important d'identifier les défis que les investisseurs rencontrent ou sont suscep-

tibles de rencontrer. Les défis dont nous parlons sont de différentes natures, trois d'entre eux sont d'une importance majeure.

Qu'il soit local ou étranger, l'investisseur doit prendre en compte l'environnement juridique. En plus des dispositions nationales, la République du Congo s'inscrit au sein de l'OHADA. Cette réalité impose d'en saisir les implications en termes d'identification des règles applicables en matière de constitution de société, de droit du travail, de change, d'importation et d'exportation, de fiscalité, mais aussi de règlement des litiges.

L'investisseur doit ensuite avoir une bonne compréhension du fonctionnement administratif congolais. Selon les secteurs d'activité, les autorisations ou autres permis à obtenir font l'objet de procédures complexes ; tel est le cas notamment des secteurs agricoles, forestiers, miniers. À cela, il faut ajouter que les pratiques administratives engagent un temps d'aboutissement plus ou moins long selon la procédure.

Enfin, se pose la question du marché du travail congolais, car la réussite d'une entreprise dépend de son capital humain. Au préalable, l'investisseur doit donc pouvoir identifier s'il pourra trouver le personnel compétent sur place ou s'il devra recourir au moins en partie à un personnel étranger, étant entendu que le droit congolais encadre ce domaine. De même, les contrats auxquels l'investisseur aura recours influent sur les obligations et la fiscalité, de sorte qu'ils doivent faire l'objet d'une réflexion en amont.

C'est, d'abord, parce que nous avons conscience de ces différents enjeux que nous

sommes qualifiés pour accompagner les investisseurs désireux de s'implanter en République du Congo. Ensuite, notre capacité, à apporter des solutions concrètes et sur-mesure, ainsi que notre parfaite connaissance du système administratif congolais nous permettent de mener les procédures sans difficultés dans des délais plus que raisonnables. Grâce à notre expertise et notre maîtrise de l'environnement juridique et

fiscal congolais, parfaitement appréhendé. De plus, notre longue expérience au côté d'acteurs œuvrant dans divers secteurs nous confère des compétences étendues. Nous sommes en mesure de les assister tant dans la mise en place et la négociation de projets ou de transactions de grande envergure, que sur des sujets du quotidien.



Pouvez-vous nous parler de l'importance du droit OHADA dans le cadre des affaires au Congo, et comment votre cabinet aide-t-il les entreprises à naviguer dans ce système juridique ?

L'OHADA (en sigle, Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) est une institution internationale dont le but est d'atteindre l'intégration économique en harmonisant le droit qui régit les activités économiques en Afrique. Il s'agit d'un cadre juridique attrayant et uniforme pour les investisseurs en raison du fait qu'il offre une sécurité juridique des opérations économiques et qu'il stimule les investissements au sein des pays-membres dont le Congo fait partie.

L'OHADA constitue un véritable levier pour le monde des affaires congolais, l'enjeu est donc

important. D'une part, au sein de notre cabinet, nous mettons tout en œuvre pour aider les entreprises à comprendre les exigences du droit OHADA, appliquées à leurs secteurs d'activité respectifs. D'autre part, nous veillons à leur mise en pratique, s'assurant ainsi de la conformité des activités et de la réduction voire la suppression des risques juridiques, sociaux, fiscaux et financiers.

De plus, notre vaste réseau de collaborateurs locaux et internationaux comprenant notamment des avocats, des notaires, des comptables, des huissiers, et des conseils en stratégie financière nous permet de nous déployer efficacement dans les différents secteurs d'activité et pour des acteurs aux profils variés (entreprises multinationales, petites et moyennes entreprises, startups, organisations non-gouvernementales locales et internationales, entités publiques et privées, etc.).



Quels sont les outils et stratégies spécifiques que vous proposez pour garantir une transition réussie et conforme aux réglementations locales pour les entreprises internationales entrant sur le marché congolais ?

Plusieurs entreprises internationales s'intéressent au marché congolais en raison des opportunités d'affaires, de la stabilité politique et des avantages fiscaux qu'il offre. Il s'agit d'entreprises expérimentées à l'étranger, qui bien souvent ne connaissent pas l'environnement congolais.

Dans ce cas, notre rôle est de les accompagner à l'appréhension de l'écosystème congolais en matière juridique, social et fiscal pour assurer une installation réussie. Pour se faire, nous leur proposons de mettre en œuvre certains outils incitatifs.

Parmi ceux-ci, il faut compter les avantages portant sur des exonérations fiscales, mais aussi des réductions d'impôt variable selon le régime juridique auquel l'entreprise est affiliée. Tel est le cas des investisseurs qui s'implantent dans les zones de développement préférentielles.

Notre qualité de conseil juridique, fiscal et stratégique au niveau local et international nous permet d'accompagner les entreprises à choisir l'entité juridique congolaise adéquate, d'apporter

une assistance juridique, administrative, comptable et financière sur-mesure.

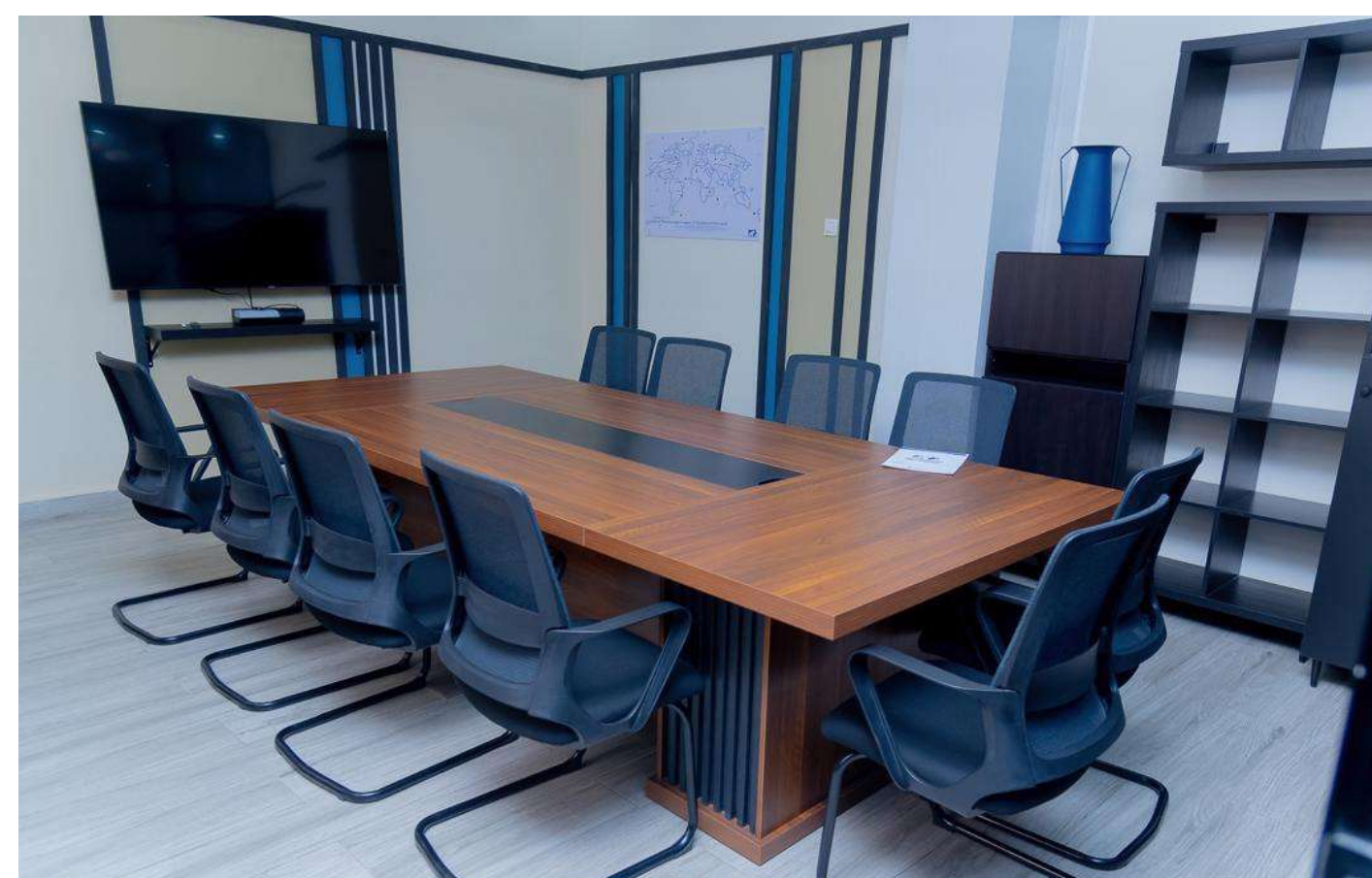
Nous disposons pour cela de plusieurs outils :

- La mise à disposition de notes portant sur les exigences légales et réglementaires du secteur d'activité concerné ;
- Les avis portant sur les stratégies juridiques, sociales, fiscales et financières qu'il convient d'adopter en considération du cadre législatif et réglementaire ;
- Les consultations portant sur des problématiques particulières pour lesquelles les entreprises souhaitent avoir de plus amples informations.

Afin d'assurer la mise en œuvre effective de ces outils, nous avons mis en place un certain nombre de procédures, consistant principalement en :

- La prise de connaissance des différentes réformes par le biais de la veille juridique et fiscales ;
- Une méthode d'évaluation et de prévention des risques juridiques pour les entreprises en cours de constitution ;
- Une méthode de mise en conformité des entreprises en cours d'exercice afin de prendre en compte les nouvelles dispositions légales.

Ces procédures nous permettent de rester informés en permanence des réformes intervenant dans divers secteurs, afin d'assurer une mise en conformité de l'entreprise.



Dans un environnement juridique et fiscal parfois perçu comme complexe, comment accompagnez-vous les entreprises dans la gestion des risques et l'optimisation de leur implantation au Congo ?

La fiscalité et le droit congolais s'avèrent particulièrement complexes en raison des différentes influences qu'elle possède. L'héritage du droit français se mêle à l'émergence d'un droit régional et à l'affirmation grandissante d'un droit national tenant compte des particularités de notre pays ; autant de sources à concilier et à considérer avant de proposer des solutions.

Aussi, l'accompagnement des entreprises en cours d'implantation au Congo, consiste essentiellement en l'assistance lors de la création d'entreprise et en la délivrance de conseils à la fois administratifs, juridiques, fiscaux, et même financiers. Les services financiers ont été mis en place plus récemment au sein du cabinet Lexa International, avec une équipe dédiée, afin d'assister nos clients dans la mise en place de leur stratégie de financement. Plusieurs services sont disponibles tels que par exemple, l'élaboration de business modèles, de

business plans, de projections financières, la valorisation d'entreprise ou encore l'accompagnement à la levée de fonds.

Nos conseils portent sur la gestion des risques qui implique un réel travail d'identification des risques juridiques potentiels, d'évaluation de leur impact et d'élaboration de stratégies en vue de les atténuer. Ce travail est réalisé soit en amont, soit en aval selon que l'entreprise soit au stade de sa création ou déjà en plein exercice.

Aussi, l'aide à l'optimisation de l'implantation des entreprises, a pour dessein de prodiguer des conseils en vue d'une gestion plus optimale à la fois des ressources financières, humaines et matérielles de l'entreprise.

Outre notre expertise juridique et pluridisciplinaire, la plus-value de notre cabinet se trouve également dans nos méthodes de travail. La réactivité et la rigueur dont nous faisons preuve nous permettent de proposer un accompagnement de qualité.

Nous sommes compétents pour soutenir nos clients au niveau local et international, car les juristes et experts en finances qui constituent notre équipe disposent d'une formation correspondant à cette exigence.



« Congo, Brazzaville, un gisement d'opportunités, édition 2024 »



Monsieur Branham KINTOMBO
Directeur Général du FIGA

Créée par la loi n° 23/2019 du 05 Juillet 2019, Le Fonds d'Impulsion de Garantie et d'Accompagnement, FIGA en sigle, est une structure publique d'appui au développement des Micro, Très Petites, Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat (MTPMEA). Doté d'un fonds initial de quinze (15) milliards de Francs CFA, le FIGA a la mission d'apporter des réponses concrètes à la problématique d'accès des MTPMEA aux services non financiers et financiers.

Avec à sa tête un Directeur Général, Monsieur **Branham KINTOMBO**, et un Directeur Général Adjoint, Monsieur **Brice MAKAYA KOKOLO**, le FIGA établissement public à caractère administratif (EPA), a été transformé par la loi du n°13/2023 du 16 Octobre 2023 en établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) consécutivement.

Le passage du statut d'EPA à celui d'EPIC confère au FIGA de nouvelles marges de manœuvre et lui permet de bénéficier d'une plus grande autonomie dans sa gestion. En effet, cette mutation constitue une étape majeure dans la modernisation de l'appareil d'État et dans le soutien aux MTPMEA. En renforçant la gouvernance, en optimisant les performances et en favorisant l'innovation, cette transformation ouvre de nouvelles perspectives pour le développement de l'entrepreneuriat et la création d'emplois. Il est désormais crucial de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour assurer le succès de cette transition et faire du FIGA un acteur incontournable du développement économique du pays.



MISSION

Instrument d'inclusion économique et sociale et levier de la politique de promotion de l'entrepreneuriat, de diversification de l'économie et de lutte contre le chômage, le FIGA a pour missions de mettre au profit des promoteurs d'idées de projets et des chefs d'entreprises des services non financiers et financiers nécessaires à la création et au développement de leurs entreprises.

L'IMPULSION :

Il s'agit des dispositions qui accompagnent les MTPMEA en création et celles en reprise d'activités, ou en développement confrontées aux problèmes d'accès aux services non financiers. Exemple : formalisation, plan d'affaire...

LA GARANTIE :

Mécanisme à travers lequel le FIGA partage le risque de financement avec les banques et les microfinances pour couvrir le risque du crédit dans le cadre du financement des MTPMEA. Une garantie qui se décline sous cinq (05) formes selon les profils des demandeurs à savoir : la Garantie Classique, la Garantie d'Impulsion, la Garantie de Portefeuille, la Garantie de Trésorerie, la Garantie des Marchés Publics

L'ACCOMPAGNEMENT :

L'accompagnement est un dispositif permettant d'assurer le suivi des entreprises en démarrage ou en redémarrage, bénéficiaires de la garantie du FIGA afin de leur éviter un échec prématuré dû au manque d'expérience, aux fluctuations du marché, aux évolutions technologiques, etc. Elle a pour principales composantes le suivi, le conseil et la formation.



ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE BSCA BANK



Patrick OBAMBY
Directeur Général Adjoint
de BSCA BANK

Positionnement de la BSCA Bank

La BSCA Bank occupe une place de plus en plus importante dans le secteur bancaire congolais. Comment vous positionnez-vous sur le marché bancaire de la République du Congo et quels éléments vous distinguent de vos concurrents?

Dans un environnement fortement concurrentiel marqué par la présence de dix banques dont la Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique est la dernière-née, à fin 2024, nous avons réussi à gagner des parts de marché sur des segments significatifs qui ont permis de positionner notre établissement bancaire, sans cesse en progression depuis sa création, comme la 1^{ère} banque en terme de dépôts et en terme de financement de l'économie et de l'Etat. A cet effet, je rends hommage au travail acharné de nos équipes.

En ce qui concerne les éléments qui nous distinguent de nos concurrents, nous avons su mettre en avant des produits et services innovants, en réponse à la demande de la clientèle, qui nous ont permis de nous démarquer. Ainsi, nous avons favorisé la bancarisation massive des congolais par l'ouverture des comptes (+50.000 comptes ouverts) et banalisé l'acquisition de la carte bancaire en fixant le prix à une somme très modique, ce qui permet de bénéficier des services bancaires et faciliter l'inclusion financière. A cette politique a été couplée celle de l'implantation des ATM dans tous les quartiers de Brazzaville et de Pointe-Noire afin de développer la proximité avec nos clients. Ce qui implicitement a fait de la banque aujourd'hui le leader en matière de réseau de distribution des ATM au Congo et en Afrique Centrale avec un parc monétique de 145 machines dont 102 à Brazzaville et 43 à Pointe-Noire. Ce déploiement des produits et services monétiques s'est poursuivi par le lancement de la carte internationale UNIONPAY qui fonctionne dans plus de 170 Pays dans le monde entier. Il est indispensable de noter que la BSCA Bank est la seule banque au Congo et l'une des seules banques en Afrique Centrale à émettre des cartes UnionPay International (+15.000 cartes au 31 juillet 2020). A ce tableau, il faut ajouter, notre dynamisme sur le marché interbancaire et la mise à disposition du Renminbi (RMB) à la clientèle.

Relation d'accord entre le Congo et la Chine

Le Congo entretient des relations d'affaires commerciales croissantes avec la Chine. Quel rôle joue la BSCA Bank dans la facilitation de ces relations d'affaires, notamment pour les entreprises locales et chinoises opérant dans le pays?

Pour répondre à cette question, il serait opportun de nous prêter préalablement à un exercice de mémoire d'une grande portée.

Le 12 juin 2014, les Excellences Messieurs les Présidents Denis SASSOU-NGUESSO et Xi JINPING, ont signé le protocole de Pékin qui a abouti à la création de la BSCA Bank. Avec la naissance de cet établissement de crédit, le Président de la République Denis SASSOU-NGUESSO, donnait à son homologue son Excellence Xi JIPING, la clé de la porte pour la conquête de l'Afrique.

Pour s'aligner au programme, du Président de la République du Congo, dénommé « Ensemble poursuivons la marche », la Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique, accompagne l'Etat congolais

au quotidien dans la mise en œuvre de ses projets de développement, parmi lesquels on peut citer, le programme PNOT pour le rééchelonnement de la dette sur le marché des titres des valeurs du trésor, le financement des hôpitaux régionaux de Sibiti et Ouessou. Quant au financement de l'économie, il a concerné plusieurs secteurs comme l'agroalimentaire, le BTP, l'amont et l'aval pétrolier et le secteur des télécommunications. Aussi nous sommes allés plus loin en participant à la redynamisation de l'économie par l'accompagnement des entreprises nationales et chinoises, qui trouvent l'opportunité de banaliser les coûts de changes exorbitants avec la mise à disposition de la possibilité d'effectuer des transactions en Renminbi (RMB)

Rôle de la BSCA Bank dans les relations sino-congolaises

En tant que principal acteur bancaire, comment la BSCA Bank participe-t-elle aux relations économiques entre le Congo et la Chine, et quelles initiatives avez-vous mises en place pour renforcer cette coopération?

Afin d'être un potentiel levier de facilitation des activités économiques, nous avons donné la possibilité à la clientèle d'effectuer des transactions en Renminbi (RMB). Et après que ces transactions soient effectuées par la clientèle à notre niveau, nous procédons à l'obtention des compensations avec le concours de notre actionnaire chinois, la Banque Agricole de Chine (ABC).

Perspectives de croissance de la BSCA Bank : Quelles sont les perspectives de croissance à moyen terme pour la BSCA Bank au Congo? Quels sont vos projets pour développer davan-

tage votre réseau et vos services dans un environnement bancaire en constante évolution?

Comme l'indique notre crédo, « Ensemble construisons l'Afrique émergente », nous poursuivons notre plan d'expansion par la finalisation de l'agence d'Oyo et bientôt celle de Pointe-Noire avant de nous connecter à la sous-région. Cette expansion passe à travers l'évolution de nos effectifs qui ne cesse de croître depuis sa création en 2015, jusqu'à nos jours. Nous apporterons sur le marché d'autres produits et services innovants à la hauteur des technologies actuelles.

Ambitions pour le développement économiques du Congo

En tant qu'institution financière clé, quelles sont les ambitions de la BSCA Bank pour contribuer au développement du Congo, en particulier dans les domaines du financement des PME et des projets d'infrastructure?

Nous ne cesserons d'apporter du soutien à ces acteurs qui représentent le poumon de l'économie, bien qu'étant un fragment délicat. Le financement

des PME/PMI fait partie de la stratégie commerciale de la BSCA Bank, tout en respectant le cadre réglementaire prévu par la COBAC.



Chez BGFIBank Congo, nous réaffirmons notre ambition permanente de répondre aux attentes de chaque segment de notre clientèle à travers une organisation commerciale solide, qui repose sur trois lignes métiers :

- La Banque de Financement des Grandes Entreprises et des Institutionnels,
- La Banque Privée et Gestion des Actifs,
- La Banque de Détail.

Nous proposons à notre clientèle des produits et services adaptés à leurs besoins, en garantissant la meilleure qualité possible, car l'excellence est au cœur de l'ADN de notre Groupe.

Nous sommes heureux de vous rappeler que BGFIBank Congo demeure la première et unique banque du pays à être certifiée selon la norme ISO 9001 version 2015 depuis mars 2010. Cette marque distinctive confirme notre savoir-faire en matière de prise en charge du client par des organismes compétents. À l'ère de la digitalisation, où tout tend à se dématérialiser, la maîtrise des activités de stockage, de traitement et de transmission des données des cartes bancaires des clients devient un enjeu majeur pour l'ensemble des organismes. Ainsi, BGFIBank Congo a obtenu la certification PCI-DSS en 2022 pour garantir la sécurité des transactions des cartes de paiement de notre clientèle. Nous maintenons ce niveau d'excellence en optimisant la qualité de notre capital humain et en renforçant la "motivence", un terme qui associe motivation et compétence en tant que facteurs clés de la réussite. Conformément à notre plan stratégique triennal 2023-2025 "MBONGWANA" (en français : le changement), en lien avec le projet d'entreprise du Groupe "DYNAMIQUE 2025".

Notre plan stratégique vise à :

Renforcer le concept de « motivence » de notre capital humain, Améliorer la qualité de nos services grâce à une grande réactivité commerciale et davantage de flexibilité organisationnelle, Enrichir notre portefeuille clients grâce à une approche commerciale offensive sur les segments grandes entreprises, PME/PMI, institutionnels et particuliers haut de gamme, Renforcer notre maillage territorial par l'ouverture d'agences et l'élargissement du réseau de DAB/GAB, Mettre en place des dispositifs adéquats et efficaces pour maîtriser les risques, notamment le risque de crédit.

Nous sommes convaincus que cette nouvelle dynamique managériale, au cœur de notre projet d'entreprise "MBONGWANA", contribuera à créer davantage de valeur pour l'économie congolaise et pour tous les opérateurs économiques qui nous font confiance.

Yvon-Serge FOUNGUI
Administrateur Directeur Général BGFIBank Congo

Agenda du Président de la République



ICI  et dans **18** pays



LCB BANK

devient

BANK OF AFRICA - CONGO

BANK OF AFRICA - CONGO est membre d'un réseau bancaire présent en Afrique, en Asie et en Europe.

Agenda du Président de la République



PEFACO HOTEL MAYA MAYA

AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE

★★★★★



Passez des moments exquis au sein de notre hôtel 5 étoiles !

RÉSERVATIONS :

+242 05 604 80 30 / +242 05 604 80 35

info@pefacohotelmayamaya.com

www.pefacohotelmayamaya.com

- ✓ 158 chambres
- ✓ 03 Restaurants
- ✓ Piscine
- ✓ Centre de fitness
- ✓ Bar & Lounge
- ✓ Conciergerie
- ✓ Parking
- ✓ 05 salles

Agenda du Président de la République

GROUPE PEFACO



Le Groupe Pefaco et sa vision

Comment les valeurs et la vision du Groupe Pefaco se traduisent-elles dans les prestations et l'expérience offertes par Pefaco Hôtel Maya-Maya ?

Nos hôtels Maya-Maya et Alima Palace, sont non seulement des symboles de l'excellence de l'hospitalité congolaise, mais ils sont aussi le reflet du dynamisme et de la résilience de cette nation que nous aimons servir. Et concernant les projets à venir, je peux vous assurer que nous continuerons à œuvrer pour l'amélioration de nos services, toujours dans l'objectif d'offrir la meilleure expérience à nos clients. A titre d'exemple, il y a eu la rénovation de la terrasse du Moringa, la rénovation de la terrasse de la piscine, la transformation du restaurant italien Le Bochelli que nous vous invitons à venir nombreux redécouvrir, pour ne citer que cela. Dans sa vision, le Groupe Pefaco ponctionne une partie du pourcentage des montants encaissés pour soutenir les œuvres de mécénat : culture et arts, les enfants, les orphelinats, vernissage, œuvres sociales et caritatives etc. Tout cela sous la supervision de son Directeur Général Monsieur Alexandre BECHER

Développement régional

En tant qu'établissement emblématique à Brazzaville, comment Pefaco Hotel Maya-Maya s'inscrit-il dans la stratégie globale du Groupe Pefaco pour le développement du secteur hôtelier en Afrique ?

Depuis un certain temps, le Pefaco Hotel Maya Maya, par l'entremise de son Directeur Général Monsieur Alexandre Becher, organise des grands vernissages, des expositions et des ventes aux enchères en partenariat avec les grands artistes locaux, Africains, européens et de la diaspora.

Les contacts entretenus avec le monde diplomatique, le secteur public, les ONG ainsi que le corporate ont permis à l'hôtel d'aller de l'avant et ainsi se maintenir au-devant de la scène parmi les grands hôtels du Congo. Le Groupe Pefaco est engagé dans la lutte contre le SIDA en étroite collaboration avec le Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS) ainsi que la lutte contre le cancer du sein. Rappelons qu'en 2018, Pefaco Hotel Maya Maya a participé à l'opération goût de France dont le but est de valoriser la gastronomie française. Le Bistro parisien avait proposé une carte variée pour un coût abordable avec des plats typiquement français.

Hôtel Alima et complémentarité

Avec l'Hôtel Alima à Oyo, comment le Groupe Pefaco crée-t-il une complémentarité entre ses établissements pour répondre aux différents besoins des visiteurs, qu'ils soient en quête de luxe urbain ou d'un cadre plus naturel ?

Tous les clients individuels, corporate, équipage et autre ayant séjourné au Pefaco Maya-Maya de Brazzaville peuvent bénéficier, sur demande, d'un tarif préférentiel au Pefaco Alima Palace de OYO.

A travers le Pefaco Hotel Maya Maya, le Pefaco Hotel Alima Palace reçoit des clients comme l'Organisation Mondiale de la Santé qui, à certaines occasions, décentralise ses réunions à l'intérieur du pays, ou encore les Rencontres Humanistes et Fraternelles de l'Afrique et Madagascar (REHFRAM) qui se tiendront du 5 au 8 février 2025 à Oyo et dont le comité d'organisation a bénéficié de remises considérables de la part du Groupe Pefaco. Il est à noter que Pefaco Hotel Maya Maya et Pefaco Alima Palace partagent une seule et même direction générale et un même personnel polyvalent pour les deux hôtels.

Vision pour l'avenir

Quelles sont les ambitions du Groupe Pefaco pour ses établissements en Afrique centrale, et comment prévoyez-vous d'innover pour répondre aux attentes croissantes des voyageurs ?

PEFACO est considéré comme un temple de la culture à Brazzaville. Les sponsors et tous ceux qui s'intéressent à l'art et la culture sont invités à se joindre à nous. Pefaco a plusieurs projet en cours; et parraine déjà plusieurs autres activités qu'il est préférable de garder privée pour l'instant.



Agenda du Président de la République



Marius Boris MIERE DNKA
Directeur Général

Le **Bureau de Contrôle du Bâtiment et des Travaux Publics (BCBTP)** est un établissement public à caractère technique et scientifique, se distingue comme un acteur majeur dans le domaine des infrastructures. Créé par la loi 10/86 du 19 mars 1986, il est placé sous la tutelle du Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Grands Travaux. Doté d'une autonomie de gestion et d'une personnalité morale, le BCBTP allie expertise technique et innovation pour répondre aux enjeux contemporains du bâtiment et des travaux publics.



Bureau de Contrôle du Bâtiment et des Travaux Publics

Missions et Services

Le **BCBTP** est un acteur majeur dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, offrant une gamme étendue de services techniques et scientifiques. Ses missions principales comprennent :

Expertise en BTP : Conseil et analyse dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Auscultation des chaussées : Diagnostic de l'état des routes et chaussées.

Étude et contrôle géotechnique routière : Analyse des sols et des structures pour les projets des infrastructures diverses.

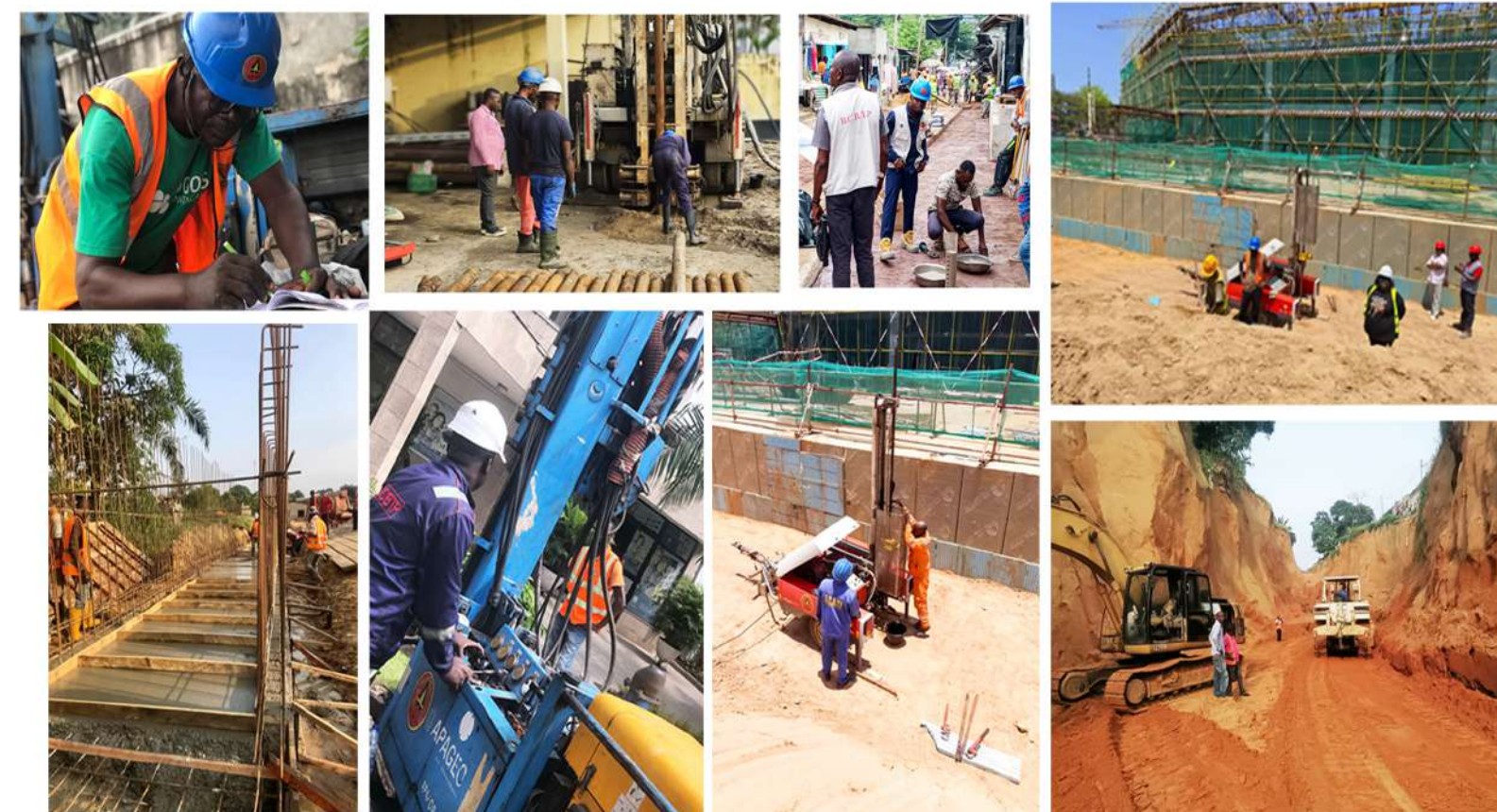
Contrôle technique des BTP : Vérification de la conformité et de la qualité des constructions.

Études et contrôle des matériaux de construction : Analyse des matériaux utilisés dans les projets de construction.

Réalisation des forages d'eau : Forage et analyse des ressources en eau.

Surveillance du réseau routier et étude de l'évolution du trafic : Suivi et analyse des infrastructures routières et de leur utilisation.

Mesure des performances de la qualité des revêtements : Évaluation de la durabilité et de l'efficacité des revêtements routiers.



SIEGE SOCIAL : BRAZZAVILLE
96 Avenue Luc Daniel ADAMO MATETA, prolongement
de l'Etablissement Français Saint-Exupéry.
Tél : (+242) 05 201 33 33 / 06 542 69 68
E-mail : bcbtpcg@gmail.com
B.P : 752

Agenda du Président de la République

AGENCE DE POINTE-NOIRE
140 Avenue Maloango-Moepoaty
centre-ville
Tél : (+242) 06 973 92 19
E-mail : agencepn@gmail.com
B.P : 366

ANTENNE DOLISIE
Croisement avenue
de la république et de la rue Makabana
en face des sapeurs pompiers.
Tél : (+242) 06 746 11 27
E-mail : antennedolcg@gmail.com



Bâtir en toute sécurité

Agenda du Président de la République



Réponses du DG des MUCODEC

Notre objectif est d'être un partenaire fiable pour les entrepreneurs et les PME, en favorisant leur succès et leur impact sur l'économie locale.

3. Transformation numérique : digitalisation des services et de l'expérience client

La transformation numérique est au cœur de notre stratégie pour améliorer l'expérience client. Nous avons déjà lancé plusieurs initiatives, telles que le SMS Banking pour informer nos sociétaires des mouvements sur leurs comptes et l'application MUCODEC Mobile et le service Push Pull pour faciliter les opérations bancaires quotidiennes. En 2025, nous continuerons à investir dans la digitalisation de nos services afin d'offrir une expérience fluide et sécurisée, tout en renforçant notre capacité d'interaction avec nos sociétaires et en répondant rapidement à leurs besoins. Ces initiatives visent à offrir des services simples, rapides et sécurisés, tout en renforçant notre proximité avec nos membres.

4. Éducation financière : programmes pour une meilleure gestion des finances personnelles et professionnelles

L'éducation financière est un pilier fondamental pour l'autonomisation économique de nos sociétaires. Nous le faisons au quotidien dans nos agences, pendant les assemblées générales ou des rencontres d'échanges avec les sociétaires dans les marchés, pendant des événements publics ou des campagnes de street marketing ou de sensibilisation pour vulgariser les notions financières de base. Sans oublier, bien évidemment les programmes de notre média, Radio MUCODEC qui couvre une bonne partie du territoire national.

Nous sommes convaincus qu'une meilleure maîtrise des concepts financiers contribue non seulement au bien-être individuel, mais aussi à la stabilité économique globale.

1. Inclusion financière : défis et solutions innovantes pour élargir l'accès aux services financiers

L'inclusion financière est au cœur de notre mission aux MUCODEC. C'est un enjeu majeur pour le développement économique et social de notre pays. Les défis persistent, notamment l'accès limité aux services financiers pour les populations. Pour y remédier, nous mettons en place des solutions innovantes telles que le lancement de produits de crédit et d'épargne adaptés, comme le livret épargne enfant et le plan épargne retraite. De plus, nous développons des outils numériques, comme notre application MUCODEC Mobile et le service Push Pull (USSD), qui permettent à nos sociétaires d'accéder facilement à leurs comptes et d'effectuer des transactions à distance. Ces initiatives visent à rapprocher les services financiers des citoyens. Nous croyons fermement que chaque citoyen devrait avoir la possibilité d'épargner, de gérer ses finances et de réaliser ses projets grâce à des services adaptés à ses besoins.

2. Soutien aux PME et entrepreneurs : accompagnement et financement pour la croissance économique

Les PME et les entrepreneurs jouent un rôle clé dans le développement économique de notre pays. Conscients de leurs défis, nous avons élaboré des initiatives spécifiques pour les soutenir, notamment la mise en place de produits adaptés, tels que des crédits à taux préférentiels et des offres spécifiques aux professionnels.

Livret Épargne ENFANT

Une épargne qui génère des intérêts



COTISATION PÉRIODIQUE
À PARTIR DE

2 000 FCFA



Encore plus proche de vous !

IMMERSION AU

PARC ZOOLOGIQUE & BOTANIQUE DE BRAZZAVILLE

Un Parc qui met l'émancipation et le divertissement au centre de la conservation de la biodiversité en milieu urbain

Venez découvrir des activités sportives et de loisirs pour toute la famille

PAUSE GOURMANDE : Après votre visite, FOODCORNER vous reçoit dans le cadre ethnique, en adéquation avec la nature, pour émoustiller gustativement vos papilles autour d'une cuisine variée

42
Espèces

Notre parc regroupe aujourd'hui plus de 40 espèces animales, avec une attention particulière portée à la préservation et à la croissance des populations au sein de chaque espèce.

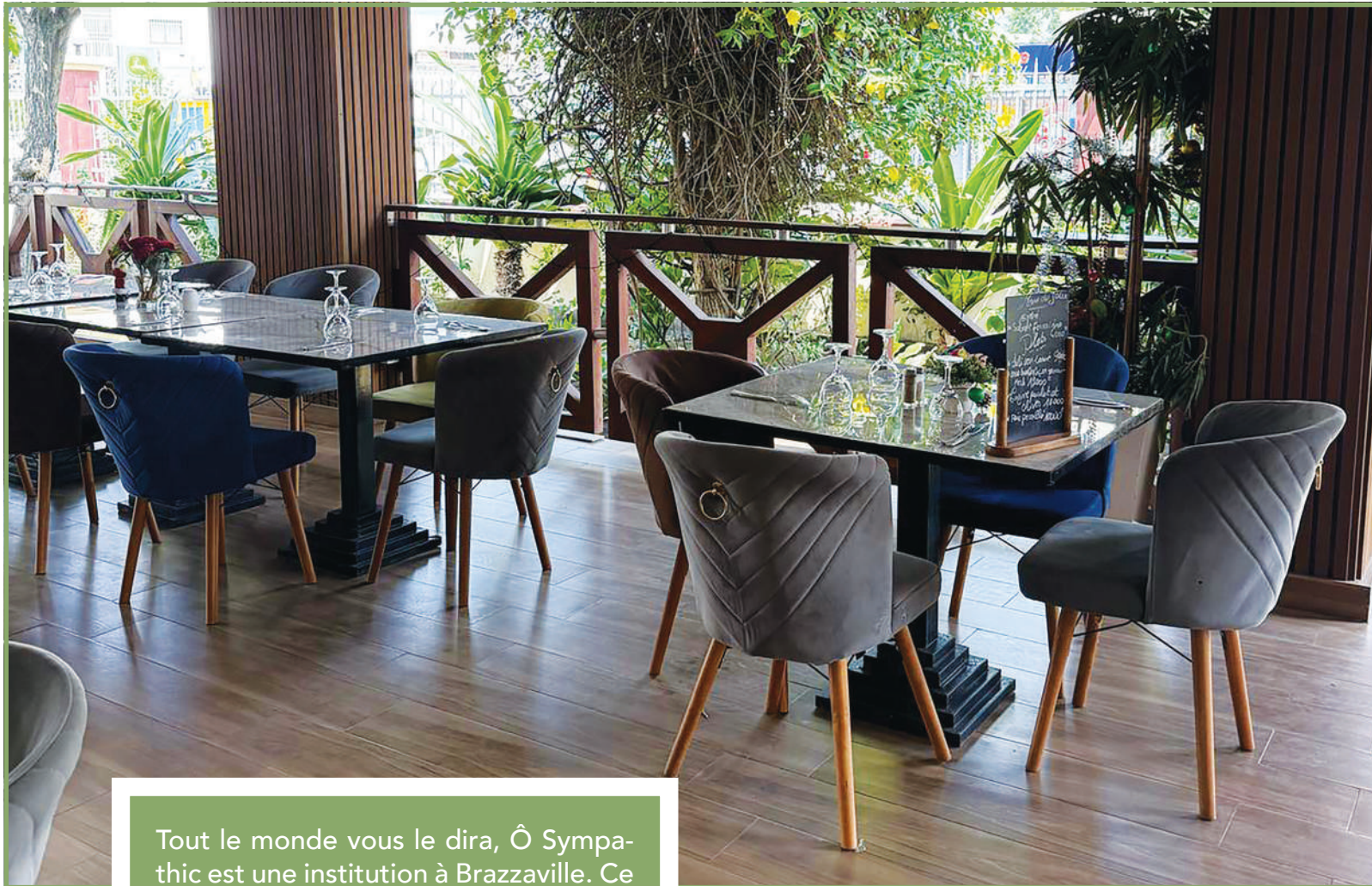


Parc @myofficeforbusiness

Agenda du Président de la République

Agenda du Président de la République

OS
O'SYMPATHIC
RESTAURANT



Tout le monde vous le dira, Ô Sympathic est une institution à Brazzaville. Ce restaurant, ouvert en 2001, propose une cuisine traditionnelle de haute volée mais aussi des plats de cuisine fusion alliant savoir-faire français, marocain et saveurs locales. Au menu, filet de bœuf en croûte d'herbe, confit de canard au four et ses pommes de terres, un couscous royal, la pastilla fruits de mer tout est appétissant et bon ! En dessert, on pourra craquer pour une crème de Touraine en pays Téké. Et le vin ? Des bonnes bouteilles, qui valent leur prix.... Incontournable à Brazzaville



☎ 0 61 97 97 00 - 05 708 22 22 📱 @osympathicrestaurant
📍 Avenue de CAMP, entre la Pharmacie Mavré et la SNPC.

LOCATION ET VENTE DE VOITURES DE TOUTES MARQUES

Ken-car est une entreprise innovante spécialisée dans la location et vente de voitures à carburant et électriques de dernière génération à des prix imbattables. Ken-car s'engage à fournir une solution de mobilité écologique et économique.



Louer une voiture électrique de dernière génération à un prix hors concurrence !
Nos véhicules offrent une autonomie d'une semaine avec charge gratuite sur nos bornes de recharge.



• Cérémonie officielle



• Mariage



• Tourisme



• Pique-niques



• Intérieur du pays

Agenda du Président de la République

kencar1986@yahoo.fr +242) 06 830 3737 / 05 732 3838

FORFAIT INTERNET ILLIMITÉ ET PARTOUT AVEC NOUS

TYPE	PRIX	VOLUME	BONUS	BONUS INTERNET NUMÉRO ALTERNATIF	BONUS APPEL NUMÉRO ALTERNATIF
Illimité	40 000 F	2500GB	50GB	3GB	120MIN (Airtel vers Airtel)
Premium	30 000 F	1500GB	50GB	2GB	60MIN (Airtel vers Airtel)
Avancé	25 000 F	500GB	50GB	1GB	30MIN (Airtel vers Airtel)

VALIDES 30 JOURS



ou tapez *121*4#

Prix d'achat routeur : 15.000 FCFA

Consulter Solde Internet Routeur : *121*200*11*Numéro Routeur#

1. Connecter jusqu'à 32 utilisateurs maximum,
2. Autonomie +6h

Agenda du Président de la République



Kolo Lopango



BCH, un vrai partenaire.



Un vrai partenaire

BANQUE CONGOLAISE DE L'HABITAT
Société Anonyme au capital de 30 276 210 000 FCFA, RCCM CG/CG/BZV/07B744
Av. Amilcar CABRAL, Centre Ville Brazzaville - BP. 987 - République du Congo
+242 06 735 40 40 / 06 735 41 41 | bch@bch.cg - www.bch.cg

Agenda du Président de la République



Suivez-nous sur :

www.snpc-group.com

Agenda du Président de la République



**AGENDA DU
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

2025